

COMITE PERMANENT INTER-ETAT DE  
LUTTE CONTRE LA SECHERESSE AU SAHEL  
(CILSS)

SECRETARIAT EXECUTIF

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

COMITE NATIONAL DU CILSS  
(CONACILSS)

-----  
COMITE NATIONAL SAHEL 21

## **ETUDE D'OPERATIONALISATION DU PROCESSUS SAHEL 21 AU SENEGAL**

### **DIAGNOSTIC ET PRESENTATION D'UN PROGRAMME D'INTERVENTIONS PRIORITAIRES (PIP)**

**TOME 2 : RAPPORT DE SYNTHESE**

**INGESAHEL**

Groupement d'Ingénieurs-Conseils  
du Sahel

13, Rue de Thiong – BP 6418 Dakar

Tél. 821 89 12 / 822 17 50

E-mail : [ingesahel@tpsnet.sn](mailto:ingesahel@tpsnet.sn)

[ingesa@refer.sn](mailto:ingesa@refer.sn)

*Août 2000*

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>I/ PRIORITE N°1. ASSEOIR LE DEVELOPPEMENT DU SAHEL SUR UNE POLITIQUE VOLONTARISTE DE PROMOTION DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>3</b>
11. PROMOUVOIR UNE POLITIQUE DE SANTE ELARGIE	3
212. PROMOUVOIR L'ACCES A LA CONNAISSANCE ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE POUR TOUS	8
13. ERADICHER LA PAUVRETE ET AMELIORER LES CONDITIONS DE VIE DES SAHELIENS	11
2131. Améliorer le cadre de vie en milieu urbain et rural	33
214. OPERATIONNALISER LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA JEUNESSE	15
215. PROMOUVOIR LES VALEURS ET CULTURES SAHELIENNES	17
<b>II. Priorité 2 RENFORCER LES CAPACITES DES INSTITUTIONS A TOUS LES NIVEAUX</b>	<b>19</b>
21. PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE	19
22. PROMOUVOIR UNE ADMINISTRATION DE DEVELOPPEMENT.	22
23. INTEGRER LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT DANS LE PROCESSUS DE VALORISATION DE LA PRODUCTION ECONOMIQUE.	24
24. PROMOUVOIR LES INSTITUTIONS DE FINANCEMENT DIVERSIFIEES ET DECENTRALISEES	25
2.5 FAVORISER L'ACCES A L'INFORMATION ET AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES DE COMMUNICATION	28
2.6 MULTIPLIER LES MESURES INCITATIVES POUR FAIRE EMERGER DE NOMBREUSES PME/PMI	31
<b>III. PRIORITE N3 : ASSURER LE DEVELOPPEMENT RAPIDE ET DURABLE DES PRODUCTIONS VEGETALES</b>	<b>34</b>
31 AUGMENTER DE FAÇON DURABLE ET VALORISER LA RICHESSE PRODUITE EN MILIEU RURAL	34
3.2. REDUCTION DE L'INCIDENCE DU RISQUE CLIMATIQUE, EN PARTICULIER PAR UNE MEILLEURE MAITRISE DE L'EAU.	38
3.3. DEVELOPPEMENT DE LA REPRESENTATION DES INTERETS DU MONDE RURAL	41
34. FREINER LA MARGINALISATION DES GROUPES ET DES REGIONS DEFAVORISEES	44
3.5. SE PREPARER A FAIRE FACE AUX DEFIS DU LONG TERME, EN PARTICULIER EN DEVELOPPANT LE CAPITAL HUMAIN ET EN AMENAGEANT LE TERRITOIRE.	46
3.6. ASSURER LA SECURITE ALIMENTAIRE.	49
3.7. ASSURER LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET UNE MEILLEURE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	52

<b>IV. PRIORITE N° 4 : ASSURER LA CROISSANCE ET LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE</b>	<b>59</b>
41. ASSURER LA RELANCE DES PERFORMANCES DES SECTEURS PRODUCTIFS	59
42. DEVELOPPER ET RENFORCER LES SECTEURS D'APPUI A LA PRODUCTION	59
<b>VI/ PRIORITE N° 5 : CONSTRUIRE UN ESPACE SAHELIEU PLUS SOUDE OUVERT SUR L'AFRIQUE ET SUR LE MONDE</b>	<b>62</b>
5.1. CREER UNE MONNAIE COMMUNE	63
5.2 Promouvoir la citoyenneté sahélieue	66
5. 3.CONSTRUIRE UN MARCHE COMMUN UNIFIE.	67
<b>VI . STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE</b>	<b>72</b>
<b>VII. ANNEXES</b>	<b>73</b>

# Introduction

Le Sénégal a une superficie de 19,7 millions d'hectares. les superficies cultivables sont estimées à 3,8 millions d'hectares dont en moyenne 2,4 millions sont effectivement cultivés.

Les parcs nationaux et réserves occupent 1,3 millions d'hectares. les forêts non classées représentent 7,0 millions d'hectares. les zones à vocation sylvo-pastorale sont estimées à près de 5 millions d'hectares. le secteur rural concerne quelque 60% de la population.

Le climat, à dominante soudano-sahélienne, est caractérisé par une saison des pluies (hivernage) de 3 à 4 mois et une saison sèche marquée par des vents (alizés).

Le relief est constitué par des plaines et des plateaux. Le pays recèle plusieurs types de sols à fertilités très inégales. Les zones climatiques sont en relations étroites avec les formations végétales.

Sur le plan macro-économique, le processus d'ajustement de l'économie sénégalaise en cours accorde une place prépondérante aux réformes de structures indispensables pour lui rendre la souplesse et l'efficacité nécessaires à la réalisation des objectifs de croissance et de viabilité financière.

La stratégie adoptée devrait permettre :

- La réalisation d'un taux de croissance supérieur à 5% permettant une augmentation de 2% par an du revenu par tête ;
- La maîtrise de l'inflation de 2 à 3% en termes de déflation du PIB ;
- La réduction du déficit budgétaire global ;

L'accroissement du volume et de l'efficacité de l'investissement global constitue un objectif clé de la politique financière du Gouvernement.

Le Programme d'Ajustement du Secteur Agricole (PASA) qui constitue le cadre de réforme de la politique agricole s'inscrit dans l'ajustement global de l'économie et s'oriente vers l'amélioration de l'environnement et l'assainissement économique et structurel des filières de l'agriculture.

Sur le plan socio-économique, on note que la société sénégalaise est marquée par une accélération d'un processus de destruction / restructuration. Le système culturel se caractérise par une désarticulation croissante et les jeunes occupent une place croissante au sein d'une culture en voie d'urbanisation et d'uniformisation. les mécanismes traditionnels de transmission des valeurs et de socialisation s'exercent difficilement au niveau de la famille et de l'école. le système éducatif est en crise. La société civile s'implique de en plus. Le pouvoir doit développer la participation et la responsabilisation. Le système sanitaire est encore inefficent.

La communication sociale a pénétré la société sénégalaise au point de couvrir les champs culturel, politique et économique.

**Le Sénégal a mis en place une stratégie nationale de sécurité alimentaire.** Cette stratégie fait suite au constat entre autres que la malnutrition affecte une part croissante de la population sénégalaise. En effet, la FAO a estimé qu'une part croissante de la population sénégalaise (25% environ) souffrait de malnutrition. La production agricole sénégalaise par rapport à l'augmentation démographique est en nette régression.

La stratégie de sécurité alimentaire vise entre autres à satisfaire les besoins alimentaires d'urgence et transitoire tout en créant les capacités nécessaires pour répondre aux besoins futurs. Elle vise aussi à favoriser une agriculture et un développement durable pour assurer des disponibilités suffisantes d'aliments de base au niveau des ménages et du pays.

**Le Sénégal a aussi mis en place un Programme National de lutte contre la Pauvreté.** Ces derniers années, l'économie sénégalaise renoue avec la croissance. Le PIB a progressé en moyenne à plus de 5%. Mais bien qu'appréciables, les performances économiques n'ont cependant pas contribuer à améliorer les conditions de vie des populations et à contribuer à une réduction substantielle de la pauvreté. 54% de la population serait en dessous du seuil de pauvreté. Le Sénégal a élaboré un document intérimaire de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté dont les objectifs



globaux sont les suivants : la promotion des micro-activités génératrices de revenus ; l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base ; la création d'un système d'information et de suivi performant ; le renforcement des capacités des acteurs à la base.

La première phase de l'exercice Sahel 21 a démarré au Sénégal à partir du lancement d'un atelier et devait favoriser un large échange entre différents groupes d'acteurs nationaux sur l'avenir du Sahel au 21<sup>ème</sup> siècle.

La synthèse des rencontres nationales a permis de faire le bilan global portant sur les dynamismes sociale et politique, les ressources humaines, l'économie, un bilan de l'aide et la transformation de l'agriculture. Cette dernière a concerné les ressources naturelles, l'agriculture.

**Le forum de Banjul** a permis de dégager le futur désiré des sahéliennes et sahéliens à savoir : « un Sahel fédéré, démocratique, pacifique, en bonne santé physique et morale, productif et compétitif dans le respect de ses valeurs ».

La deuxième phase de l'exercice Sahel 21 a pour objectif de poursuivre la dynamique de débat et de réflexion, mais cette fois-ci dans le but d'influencer directement les politiques de développement afin qu'elles tiennent au mieux compte des priorités dégagées dans la version Sahel 21 tout en comblant progressivement les faiblesses dans le dispositif d'analyse, débat et proposition mis en place au cours de la première phase.

Les résultats attendus dans cette deuxième phase suivent en conséquence trois axes complémentaires :

- La consolidation du dispositif régional et national ;
- La diffusion de la vision Sahel 21 dans les pays et dans la région ;
- L'identification des implications pratiques des priorités dégagées par Sahel 21 au niveau régional et national ;
- l'élaboration d'un programme d'interventions prioritaires, objet du présent rapport.

Un bilan des programmes relatifs aux priorités Sahel 21 de même que des propositions d'interventions prioritaires ont été élaborées pour chacune des cinq priorités Sahel 21 qui sont les suivantes :

1. Asseoir le développement du Sahel sur une politique volontariste de promotion des ressources humaines,
2. Renforcer les capacités des institutions à tous les niveaux,
3. Assurer le développement rapide et durable des productions agricoles, animales, forestières et halieutiques
4. Assurer la croissance et la diversification de l'économie,
5. Construire un espace sahélien plus soudé et ouvert sur l'Afrique et sur le monde.

## **I. PRIORITE N°1: ASSEOIR LE DEVELOPPEMENT DU SAHEL SUR UNE POLITIQUE VOLONTARISTE DE PROMOTION DES RESSOURCES HUMAINES.**

Cette première priorité « Sahel 21 » telle qu'issue du Forum des Sociétés sahéliennes concerne l'accès de tous, sans discrimination, aux droits essentiels à la santé, à l'éducation de base pour les enfants, et à la formation pour les adultes, à des conditions de vie décentes.

Certains groupes et certains milieux devraient toutefois, bénéficier d'une attention particulière, en particulier les femmes, les jeunes ou le secteur informel urbain.

Le développement des ressources humaines passe également par la formation et l'information de tous ceux qui prennent des responsabilités dans la société, le renforcement de leur capacité d'analyse et de gestion.

### **11. Objectif stratégique n°1 : Promouvoir une politique de santé élargie**

La politique de santé en cours au Sénégal, qui cadre bien avec cet objectif stratégique, trouve son fondement dans la Constitution Sénégalaise en son article 14 qui dispose que « l'Etat et les collectivités ont le devoir de veiller à la santé physique, morale et mentale de la famille. Elle est explicitée dans les orientations stratégiques du 9ème plan de développement économique et social 1996/2001. Ces orientations sont reprises et complétées par le PDIS (Programme de Développement Intégré du Secteur de la Santé – 1998-2002) et le PNDSS (Plan National de Développement Sanitaire et Social 1998-2007) qui constituent ensemble aujourd'hui le cadre de référence de l'ensemble des programmes de santé.

#### **a) Enjeux**

Les problèmes majeurs à l'origine des orientations stratégiques du PDIS et du PNDSS sont principalement :

- ✓ Une mortalité infantile et juvénile toujours élevée
- ✓ Un indice synthétique de fécondité élevé
- ✓ La prévalence d'une morbidité et d'une mortalité maternelle assez élevées
- ✓ La persistance des endémies locales
- ✓ La recrudescence des affections à longue durée
- ✓ La persistance d'une situation de pauvreté surtout au sein des groupes sociaux vulnérables
- ✓ La santé des adolescents rendue précaire par les grossesses précoces, la sexualité précoce, les MST/SIDA et la toxicomanie.

Face à ces problèmes majeurs, les orientations stratégiques du PDIS et du PNDSS sont retenues pour atteindre les objectifs prioritaires à savoir : la réduction de la mortalité infanto-juvénile et maternelle, la baisse de l'indice de fécondité, la réduction de l'invalidité et des problèmes sociaux. Ces orientations stratégiques qui correspondent à des activités en cours au Sénégal, sont les suivantes :

- 1 l'assainissement de l'environnement juridique et réglementaire du secteur de la santé par des réformes
- 2 l'amélioration de l'accessibilité des services
- 3 l'amélioration de la qualité des soins
- 4 le développement des ressources humaines
- 5 l'accroissement des performances des programmes de santé de la reproduction
- 6 le renforcement du contrôle des maladies endémiques et de la surveillance épidémiologique
- 7 la promotion des mesures de protection individuelle et collective par l'Hygiène, l'Assainissement et l'I.E.C.
- 8 l'appui au secteur privé et à la médecine traditionnelle
- 9 le développement de la recherche opérationnelle en santé
- 10 Amélioration du cadre de vie des familles démunies et des groupes sociaux vulnérables
- 11 Appui institutionnel aux niveaux central, régional, et district.

L'ensemble de ces orientations stratégiques sont axées vers le renforcement des Soins de Santé Primaires qui restent la base de la Politique de Santé et d'Action Sociale du Sénégal. L'enjeu au plan national se traduit par la volonté du Sénégal d'arriver à une meilleure déconcentration du secteur de la santé, dans un souci d'équité, pour rendre accessible les services socio-sanitaire de base à toute la population quelque soit le niveau économique.

### b) Bilan

Les neuf premières orientations stratégiques du PDIS/PNDSS se retrouvent parfaitement dans les neuf objectifs opérationnels (Sahel 21) relatifs à la promotion d'une politique de santé élargie. Ces neuf objectifs opérationnels sont libellés comme suit :

1. Favoriser l'accès aux soins primaires pour tous en particulier pour la mère et l'enfant
2. Assainissement de l'environnement juridique et réglementaire du secteur de la santé par des réformes
3. Développement des ressources humaines du secteur de la santé.
4. Accroissement des performances du programme de santé de la reproduction
5. Renforcement du contrôle des maladies endémiques et de la surveillance épidémiologique
6. Promotion des mesures de protection individuelle et collective par l'assainissement
7. Mise en place d'un programme I.E.C
8. Promotion de la pharmacopée traditionnelle
9. Développement de la recherche opérationnelle en santé.

Le bilan synthétique des réalisations des programmes de santé est le suivant selon les objectifs opérationnels :

#### 1. Favoriser l'accès aux soins primaires pour tous en particulier pour la mère et l'enfant

- ✓ Avec la mise en place des mutuelles et comités de santé, la participation populaire à la santé dépasse aujourd'hui les dépenses de fonctionnement du budget du Ministère de la Santé.
- ✓ Création d'un service national de santé de la reproduction ;
- ✓ Le budget de la santé passe de 6,5% en 1995 à 8,7% en 1999 ;
- ✓ La Population est mieux informée sur la position de l'Islam vis à vis de la Santé de la Reproduction
- ✓ Grâce à la mobilisation sociale contre le SIDA, 80% des femmes connaissent les modes de transmission du SIDA. La prévalence du SIDA est maintenue à 1,5% dans la population
- ✓ Subvention de la tri-thérapie par le Gouvernement ;
- ✓ Sensibilisation des femmes sur les risques liés au paludisme en cas de grossesse ;
- ✓ Formation des agents d'hygiène à l'imprégnation des moustiquaires (vente de moustiquaires imprégnés)
- ✓ Réhabilitation des brigades d'hygiène et de salubrité ;
- ✓ Ouverture de 387 centres de nutrition communautaire entre 1994 et 1999 avec 70% de taux de récupération

les contraintes majeures rencontrées sont :

- La situation de pauvreté d'une grande partie de la population entravant leur accessibilité aux services médicaux
  - L'inexistence d'un système de prise en charge médicale des indigents
  - La faible implication des hommes dans les services de santé de la reproduction.
2. Assainissement de l'environnement juridique et réglementaire du secteur de la santé par des réformes.

#### la réforme hospitalière :

- ✓ Lois et décrets élaborés puis promulgués.
- ✓ Carte hospitalière élaborée.
- ✓ Projet d'établissement élaboré.
- ✓ système comptable élaboré.
- ✓ programme de formation exécuté.
- ✓ promotion des médicaments essentiels grâce à l'Initiative de Bamako
- ✓ érection de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement en Etablissement Public de Santé non Hospitalier.
- ✓ sensibilisation sur les dangers des marchés illicites des médicaments.
- ✓ révision des textes relatifs à l'organisation et au fonctionnement des comités de santé.
- ✓ Les mutuelles et les comités de santé commencent à se généraliser.

Les contraintes à la réforme du médicament et de la pharmacie sont d'une part l'insuffisance des moyens logistiques et d'autre part l'insuffisance de l'information à propos des médicaments génériques.

### 3. Développement des ressources humaines du secteur de la santé

- ✓ Mise en œuvre partielle du Plan National de Formation;
- ✓ La régularité du recrutement d'agents par l'Etat ;

Contraintes : Déficit de ressources financières

Déficit de personnel, pour la mise en œuvre.

### 4. Accroissement des performances des programmes de santé de la reproduction

A travers ses différents volets, le Programme National de Santé de la reproduction dont les activités ont déjà démarré, a comme mission essentiellement de :

- Donner aux femmes toute leur place dans le développement, protéger leur santé, promouvoir leur éducation et leurs droits et renforcer leur contribution à l'économie ;
- Protéger la santé des adolescents tout en favorisant chez eux un comportement responsable ;
- Impliquer les hommes et répondre à leurs besoins en santé reproductive ;
- Préserver les femmes et les jeunes filles des conséquences de l'avortement, des mutilations génitales, des violences et sévices sexuels.

Résultats effectivement atteints : Mise en place du programme.

Contraintes : Déficit d'actions IEC ;

Qualité insuffisante des prestations ;

Formation insuffisante du personnel;

### 5. Renforcement du contrôle des maladies endémiques et de la surveillance épidémiologique

Résultats effectivement atteints :

- ✓ Mise en place du système de surveillance épidémiologique ;
- ✓ Mise en place du programme de lutte contre les grandes endémies.

Contraintes : L'absence d'un système d'information adéquat.

### 6. Promotion des mesures de protection individuelle et collective par l'assainissement

L'insuffisance des stratégies d'hygiène et d'assainissement initialement mises en œuvre justifie l'intégration de telles mesures parmi les objectifs opérationnels en santé.

Résultats effectivement atteints : Accomplissement des interventions classiques relatives à la salubrité et sensibilisation des populations sur l'hygiène.

Contraintes : Déficit de personnel ; Déficit de formation

Insuffisance d'intégration des activités des différents intervenants du sous-secteur de l'hygiène et de l'assainissement.

### 7. Mise en place d'un programme I.E.C

Le besoin toujours croissant, de sensibilisation des populations en matière de santé justifie la mise en œuvre du Programme National I.E.C. par le Service National d'Education pour la Santé

Résultats effectivement atteints : Réalisation d'une communication masse média et d'une communication interpersonnelle sur les programmes majeurs de santé (Lutte contre le Sida, Lutte contre le Paludisme, Santé de la Reproduction/Planification Familiale etc...).

Contraintes : déficit de personnel du Service National d'Education pour la Santé (SNES);

insuffisance de ressources du SNES

déficit en moyens de ce service sont considérés comme les facteurs bloquants.

### 8. Promouvoir la pharmacopée traditionnelle

L'absence d'organisation et la faiblesse des progrès de la médecine traditionnelle, malgré les énormes potentialités qu'elle recèle, justifient sa place parmi les orientations du PDIS / PNDSS et parmi les objectifs opérationnels Sahel 21.

Résultats effectivement atteints :

- ✓ Il a été organisé un forum sur la médecine traditionnelle ;
- ✓ Le processus d'organisation des tradipraticiens a effectivement commencé ;
- ✓ Mise en place d'un programme de supervision des centres de médecine traditionnelle ;

Contraintes : Bases législatives et réglementaires inexistantes.

Dispersion géographique des tradipraticiens.

### 9. Développement de la recherche opérationnelle en santé

L'absence d'un cadre de coordination et d'impulsion de la recherche opérationnelle en santé est à l'origine de ce neuvième objectif opérationnel qui figurait déjà dans les orientations stratégiques des plans de développement sanitaire (PDIS et PNDSS).

Résultats effectivement atteints :

- ✓ Par rapport au projet d'élaboration d'un plans d'actions de la recherche, seuls quelques éléments de ce plan d'actions sont élaborés
- ✓ Une enquête situationnelle est réalisée.

Contraintes : Déficit de personnel

Comité d'éthique et comités scientifiques non encore mis en place

### c) Lignes d'interventions prioritaires

#### 1. Favoriser l'accès aux soins primaires pour tous en particulier pour la mère et l'enfant

*Actions en cours toujours pertinentes*

- ✓ Construction et équipement de nouveaux postes de santé urbains et ruraux en vue d'atteindre la norme OMS d'un poste de santé pour 10.000 habitants
- ✓ Construction de maternités rurales et mise en place de services de soins obstétricaux d'urgence
- ✓ Renforcer la participation populaire à la gestion des mutuelles et comités de santé

*Les actions en cours à améliorer*

- ✓ Renforcer l'application de l'Initiative de Bamako en vue d'une meilleure prise en charge des frais pharmaceutiques par les familles nécessiteuses
- ✓ En vue de pallier la contrainte de la cherté de la trithérapie, il est proposé de mettre en œuvre des actions de plaidoyer en direction des laboratoires, des bailleurs de fonds et des gouvernements du CILSS en vue de favoriser davantage l'accès des malades du SIDA à la trithérapie, qui doit être subventionnée.
- ✓ Mise en œuvre d'un programme d'information des ménages (les femmes surtout) sur les moyens de prévention et de traitement du paludisme.
- ✓ Construction et équipement de nouveaux centres conseils pour adolescents (Projet de Promotion des Jeunes – Gouvernement du Sénégal/FNUAP/Ministère de la Jeunesse).

#### 2. Assainissement de l'environnement juridique et réglementaire du secteur de la santé par des réformes

*Actions en cours toujours pertinentes*

- ✓ Ratifier les textes visant à promouvoir la recherche, la fabrication, la distribution des médicaments, de même que la multiplication des laboratoires d'analyse, biologiques jusque dans les régions périphériques ;
- ✓ Adopter un statut autonome pour la pharmacie nationale d'approvisionnement et accroître les moyens logistiques pour la diffusion des médicaments jusque dans les zones enclavées ;

*Actions en cours à améliorer*

- ✓ Favoriser une application intégrale des textes de la réforme hospitalière.
- ✓ Améliorer le cadre juridique et institutionnel des mutuelles et comités de santé, ainsi que des IPM de manière à accroître leur efficacité dans le financement de la santé des populations.

#### 3. Développement des ressources humaines du secteur de la santé

*Actions en cours toujours pertinentes*

- ✓ Mise en œuvre du plan national de formation du personnel de santé ;
- ✓ renforcement du recrutement de personnel par les collectivités locales et les comités de santé

*Actions en cours à améliorer*

- ✓ Recrutement par l'Etat de 250 agents par an. entre 1996 et 2002 pour résorber le déficit cumulé en personnel de santé

*Actions nouvelles proposées*

- ✓ procéder à un large recrutement du personnel de santé et à son meilleur redéploiement dans l'espace ;
- ✓ multiplier des actions d'amélioration de la formation du personnel de santé (séminaire, stage de



recyclage, etc...)

- ✓ Trouver une forme de motivation financière des personnels soignants à partir des recettes issues de la participation financière des populations.

#### 4. Accroissement des performances des programmes de santé de la reproduction

*Actions en cours toujours pertinentes*

- ✓ Renforcement de la formation continue du personnel
- Action en cours à améliorer*
- ✓ Appui à l'amélioration de la qualité des prestations
- ✓ Renforcement des activités IEC auprès des populations - cibles.

#### 5. Renforcement du contrôle des maladies endémiques et de la surveillance épidémiologique

*Actions en cours encore à améliorer*

- ✓ En vue de pallier la contrainte majeure dégagée qui est le déficit du système d'information, il est recommandé d'engager des actions visant une meilleure organisation et l'accroissement de la performance du SIG (Système d'Information à des fins de gestion) mis en place au niveau du Ministère de la Santé.

*Actions nouvelles proposées*

- ✓ Jumeler au système de surveillance épidémiologique un système d'information rapide qui permet d'aviser les autorités médicales de la base au sommet, du déclenchement d'une épidémie depuis les zones rurales les plus enclavées.

#### 6. Promotion des mesures de protection individuelle et collective par l'assainissement.

*Actions en cours toujours pertinentes*

- ✓ Réalisation de technologies appropriées à moindre coût notamment par la promotion de latrines, de puisards, de Canaris à robinet, et aussi, par la mise en place de filières de ramassage, de traitement et de transformation des ordures ménagères. Ces actions seraient même créatrices d'emplois.
- ✓ Intégration des activités des différents intervenants du sous-secteur de l'hygiène et de l'assainissement par le développement d'une collaboration plus étroite avec les municipalités, les ONG et les bailleurs de fonds.

*Actions en cours à améliorer*

- ✓ Renforcement des capacités d'intervention du service d'hygiène aux différents échelons de la pyramide. L'appui institutionnel concerne le Service National de l'Hygiène et les brigades régionales et départementales de l'Hygiène portera entre autres sur l'amélioration de la gestion des ressources humaines.

*Actions nouvelles*

La contrainte majeure dégagée à ce niveau étant le déficit en personnel du Service National d'Hygiène de même qu'une insuffisance de formation, il est recommandé d'engager des actions visant :

- ✓ l'accroissement du personnel d'hygiène
- ✓ l'amélioration de la formation de ce personnel par des séminaires et stages de recyclage, etc.
- ✓ une meilleure répartition dans l'espace du personnel d'hygiène
- ✓ l'accroissement de la collaboration entre le service d'hygiène et le service de l'assainissement

#### 7. Mise en place d'un programme I.E.C

*Actions en cours toujours pertinentes*

Appui institutionnel au Service National d'Education pour la Santé et dotation en moyens matériel et logistique pour lui permettre de suivre l'exécution du Plan National IEC au niveau des structures.

*Actions en cours à améliorer*

La contrainte majeure apparue à ce niveau est l'insuffisance de ressources financières. Il est recommandé à ce niveau, d'engager des actions visant à l'accroissement des ressources financières allouées au programme IEC santé en vue d'une meilleure sensibilisation de la population sur les comportements propres à assurer une meilleure santé.

## 8. Promouvoir la pharmacopée traditionnelle.

### *Actions en cours toujours pertinentes*

- ✓ Appui à l'organisation des tradipraticiens (déjà initiée par le projet PROMETRA). Cette organisation leur permettra d'accroître leur performance.
- ✓ Séminaires d'information des tradipraticiens sur les programmes prioritaires concernant notamment la mise en œuvre d'une collaboration en complémentarité entre la médecine moderne et la médecine traditionnelle

### *Actions en cours à améliorer.*

- ✓ Appuyer les programmes de supervision des centres de médecine traditionnelle.
- ✓ Appuyer la généralisation de tels centres dans toutes les régions.

## 9. Développement de la recherche opérationnelle en santé.

### *Actions en cours toujours pertinentes :*

- ✓ Mise en place d'un Comité d'éthique et d'un comité scientifique
- ✓ Mise en place d'un fond d'impulsion spécifique pour la recherche opérationnelle en santé ayant entre autres objectifs la valorisation des atouts de la pharmacopée traditionnelle

### *Actions en cours à améliorer.*

- ✓ Rendre opérationnel le SIG du Ministère de la Santé pour la mise à disposition des utilisateurs, de données actualisées.

## 12. . Objectif stratégique n°2 : Promouvoir l'accès à la connaissance et à la formation professionnelle pour tous

Ce deuxième objectif stratégique de la priorité n°1 du processus Sahel 21 comprend 4 objectifs opérationnels:

1. Vulgariser l'alphabétisation fonctionnelle en langues nationales
2. Renforcer la scolarisation, et en particulier des filles
3. Développer la formation professionnelle
4. Améliorer l'enseignement supérieur.

### *a) Enjeux*

#### 1. Vulgariser l'alphabétisation fonctionnelle en langues nationales

Le constat a été fait que la faiblesse du taux d'analphabétisme (73,1% en 1988) serait à l'origine des faiblesses des performances du Sénégal dans la voie du développement économique et social. Le plan d'action d'éradication de l'analphabétisme élaboré suite au colloque de Kolda en 1993, s'était assigné comme sous-objectifs prioritaires :

- La réduction du taux de l'analphabétisme (73,1% en 1988) de 5% par an afin de la ramener à 30% en 2004
- La prise en charge des enfants de 09 à 14 ans non scolarisés ou déscolarisés très tôt dans des écoles communautaires de base

#### 2. Renforcer la scolarisation, et, en particulier des filles

Les processus actuellement en cours tournent autour de la poursuite de la mise en œuvre de la Réforme de l'Education sénégalaise avec l'objectif du Gouvernement d'améliorer le taux et la qualité de la scolarisation

Les résultats attendus sont les suivants :

- Porter le taux brut de scolarisation global de 57% en 1996 à 75% à l'an 2002
- Porter le taux brut de scolarisation des filles de 49,8% en 1996 à 70% en l'an 2000
- Elargissement à l'accès à l'enseignement élémentaire par la construction de nouvelles salles de classes
- Rehaussement de la qualité et de la pertinence des apprentissages par l'introduction d'un curriculum adapté aux besoins des populations
- Baisse de la déperdition scolaire par l'amélioration de la qualité de l'enseignement

- Amélioration de la formation des instituteurs, des directeurs et des inspecteurs de l'enseignement élémentaire

### 3. Développer la formation professionnelle

Cette formation est assurée par les écoles de formation professionnelle et les lycées techniques au Sénégal. Ici au Sénégal, l'offre de la formation dans ce secteur est généralement caractérisée par un déséquilibre tant au niveau de la répartition par secteur de la vie économique qu'au niveau de la répartition des effectifs et des structures de formation professionnelle dans les régions du pays.

C'est en vue de satisfaire aux objectifs de développement économique que l'Etat du Sénégal a, depuis son accession à l'indépendance, créé de nombreuses structures en vue de :

- ✓ Former des techniciens pour les secteurs privé et public
- ✓ Assurer le perfectionnement, la spécialisation et la reconversion des personnes en activité
- ✓ Former et perfectionner des artisans, apprentis et regroupements en fonction des besoins identifiés

### 4. Améliorer l'enseignement supérieur

Le processus en cours reste dominé par le PAES (Projet d'Amélioration de l'Enseignement Supérieur) ayant comme origine les résultats de Concertation Nationale sur l'Enseignement Supérieur (CNES). Ce projet est conçu autour d'un programme de réforme adopté par le Gouvernement du Sénégal.

#### **b) Bilan**

##### 1. Vulgariser l'alphabétisation fonctionnelle en langues nationales

Le processus en cours relatif à cet objectif est celui de la réduction du taux d'analphabétisme à travers un programme d'alphabétisation fonctionnelle mise en œuvre par le Ministère Délégué auprès du Ministre de l'Education Nationale, chargé de l'Education de Base et des Langues Nationales. Plusieurs projets financés par des bailleurs de fonds exécutent ce programme qui comprend deux volets : les Classes d'Alphabétisation Fonctionnelle et les Ecoles Communautaires de Base (ECB).

##### **Classes d'alphabétisation fonctionnelle**

Au plan qualitatif, les résultats des apprentissages obtenus jusqu'ici restent en deçà des résultats attendus malgré les efforts constatés ci-dessus. Ainsi, en ce qui concerne l'alphabétisation en langues nationales, on a pu constater :

- La faiblesse de l'environnement lettré en langues nationales des néo-alphabètes.
- L'expertise encore faible des opérateurs en alphabétisation et en modèles alternatifs en matière d'élaboration et de gestion de programmes éducatifs non formels répondant aux réels besoins des communautés de base.

Toutefois, le niveau de maîtrise de compétences fonctionnelles terminales, relatives à la santé, à l'environnement et à la gestion, des auditeurs des classes d'alphabétisation est satisfaisant : 56% de ces auditeurs évalués en septembre 1997 par la DAEB ont un niveau de maîtrise satisfaisant.

##### Ecoles communautaires de base (ECB)

Les taux moyens d'abandon dans les ECB est de 4%, ce qui révèle un bon niveau d'adhésion des bénéficiaires aux services éducatifs qui leur sont offerts. Toutefois, les performances des élèves, pour ce qui est de la maîtrise des compétences instrumentales terminales restent relativement faibles. Moins de 44% des élèves des ECB réussissent aux tests de résolution de problèmes pratiques selon une évaluation réalisée par la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education de base (DAEB) en septembre 1997.

Enfin, à l'actif du programme global, on note un fléchissement réel du taux d'analphabétisme qui, de 73% en 1988, baisse à 61% en 1993, puis à 52,8% en 1997.

##### 2. Renforcer la scolarisation, et en particulier des filles

Le taux de scolarisation global comme celui des filles est en train d'augmenter : de 57% en 1996, le taux global a atteint 65% en 1999 tandis que celui des filles est passé de 49,8% en 1996 à 58,1% en 1999. Toutefois, les performances restent encore en deçà des prévisions.

Sur le plan pédagogique les rendements sont faibles (ex. : 13,8 années/élèves pour finir le cycle élémentaire).

Cette faiblesse des rendements internes est en grande partie liée au dispositif pédagogique qui prévaut dans le système à savoir :



- Un enseignement du type intellectualiste c'est-à-dire faiblement lié aux réalités et préoccupations de l'environnement social, culturel et économique, et une attitude sociale et culturelle défavorable de certains groupes face à l'éducation dans le réseau scolaire formel. C'est le cas, des enfants (des filles notamment) de certains foyers religieux, etc...
- Un enseignement beaucoup centré sur la mémorisation en lieu et en place du développement des processus susceptibles de développer chez les apprenants l'autonomie et la créativité.
- Des conditions d'enseignement et d'apprentissage posant souvent problème compte tenu de l'insuffisance, en général des manuels, des classes pléthoriques, et du mode d'évaluation qui installe généralement dans la nature (compositions mensuelles, devoirs écrits journaliers).

### 3. Développer la formation professionnelle

En vue d'atteindre les objectifs ci-dessus mentionnés, on note la création de nombreuses institutions de formation de formateurs (ex. les Ecoles Normales d'Enseignement Technique Masculin et Féminin ENETM et ENETF) qui deviendront en 1979 l'Ecole Normale Supérieure d'Enseignement Technique Professionnel (ENSETP).

Des efforts ont été également faits dans la création de structures de formation destinées aux producteurs de base et aux cadres et techniciens supérieurs.

Malgré la diversité des structures mises en place, le visage de l'ETFP n'est pas des plus reluisants. En effet, depuis l'indépendance du Sénégal, ce secteur de l'ETFP n'a pas connu de développement régulier et harmonieux tant au plan de l'accès qu'à celui de la qualité malgré toutes les tentatives et efforts de l'Etat.

Pour la période 1991/92, l'ETFP voit ses effectifs seulement chiffrés à 7571 élèves dans l'enseignement secondaire technique et public et privé, et à 5.009 stagiaires et auditeurs dans la formation professionnelle. Tout ceci dans des structures vétustes avec des équipements obsolètes et insuffisants, des crédits insignifiants et des ressources humaines (formateurs) déficitaires dans bien des filières.

Comme on le constate, les conduites successives des politiques d'ajustement n'a pas permis, faute de moyen, de prendre réellement en charge les besoins en formation des secteurs censés être les plus dynamiques, les plus porteurs et les plus aptes à gérer des emplois, par exemple le secteur primaire qui devrait être le soubassement du développement du pays.

### 4. Améliorer l'enseignement supérieur

Le projet est actuellement en cours d'exécution

#### **c) Lignes d'interventions prioritaires**

##### 1. Vulgariser l'alphabétisation fonctionnelle en langues nationales

###### *Actions en cours toujours pertinentes*

- ✓ Pour les sortants des classes d'alphabétisation fonctionnelle, aider au financement de la post-alphabétisation ; c'est à dire au financement des micro-projets présentés par les apprenants à la fin de leur formation.

###### *Actions en cours à améliorer*

- ✓ accroître la qualité et la pertinence des apprentissages en établissant des liens étroits entre les contenus d'enseignement et le vécu des apprenants ;
- ✓ renforcer la démarche partenariale déjà engagée (c'est à dire les passerelles à établir entre éducation formelle et éducation non formelle).
- ✓ Promouvoir un environnement lettré en langue nationale, en rendant possible la communication avec les agents de l'Administration
- ✓ Mettre en place un cadre réglementaire de suivi et d'évaluation des expériences d'ECB en cours ;
- ✓ Elaborer un programme d'appui à la conception et à la gestion des ECB ;
- ✓ Elaborer un programme d'accompagnement pédagogique des ECB ;
- ✓ Assurer aux ECB les ressources nécessaires à leur développement ;
- ✓ Procéder au suivi administratif et financier des ECB.

###### *Nouvelle action proposée*

- ✓ Introduire l'éducation environnementale dans les programmes des Ecoles Communautaires de

Base (ECB) en vue d'accroître leur efficacité.

## 2. Renforcer la scolarisation, et en particulier des filles

*Actions en cours toujours prioritaires*

- ✓ renforcer et améliorer la politique des ressources humaines (cf recrutement des volontaires) ;
- ✓ élargir la carte scolaire ; construire plus de classes ;
- ✓ renforcer les infrastructures et équipements ;

*Actions en cours à améliorer*

- ✓ mener davantage d'activités d'I.E.C. en vue de sensibiliser au mieux les populations encore réfractaires, pour des raisons sociales et culturelles à la scolarisation des filles et des enfants des foyers religieux ;
- ✓ prendre les dispositions nécessaires pour réduire les taux d'abandon des élèves, surtout en milieu rural ;

*Nouvelles actions proposées*

- ✓ diversifier les sources de financement de l'école dans la perspective de réduction du coût unitaire de formation, surtout en milieu rural.
- ✓ soutien aux écoles privées et communautaires dans la perspectives d'élargir l'accès à l'éducation

## 3. Développer la formation professionnelle

*Actions en cours toujours pertinentes*

- ✓ faire en sorte qu'il ait adéquation entre formation et emploi, en réactualisant et en renforçant la connaissance des thèmes en se rapprochant du secteur privé (signature de protocoles et de conventions) ;
- ✓ former des personnels d'encadrement et d'inspection ;
- ✓ assurer un contrôle des enseignements et des enseignants ;
- ✓ assurer la formation à l'utilisation de l'outil informatique pour faciliter les intercommunications entre les structures de formation des formateurs.
- ✓ Associer les bénéficiaires à la détermination des objectifs de formation pour réduire les cas de désintéressement et pour une participation plus effective.
- ✓ développer la formation dans les entreprises, à partir d'une bonne sensibilisation et de signatures de protocoles et de conventions ;

*Actions en cours à améliorer*

- ✓ réviser le statut des lycées techniques pour y intégrer des formations professionnelles ;
- ✓ ouvrir des BTS, BT, BEP, CAP dans de nouvelles filières porteuses ;
- ✓ réviser les statuts des CETF, CIH, CPA etc. pour leur permettre d'accueillir de nouvelles formations diplômantes ; en fonction des besoins du marché du travail
- ✓ finaliser la restructuration des centres nationaux de formation des techniciens

*Nouvelles actions proposées*

- ✓ Varier les contenus des enseignements des écoles de formation existantes en fonction des besoins du marché de l'emploi. Eviter de former toujours les mêmes profils quand le marché devient saturé.

## 4. Améliorer l'enseignement supérieur

*Actions en cours toujours pertinentes*

- ✓ Renforcement de l'Enseignement des Sciences appliquées
- ✓ Renforcement de la gestion et du financement public et privé de l'enseignement supérieur.

## 13. Objectif stratégique n°3 : Eradiquer la pauvreté et améliorer les conditions de vie des sénégalais

Ces dernières années, l'économie sénégalaise renoue avec la croissance. Le PIB a progressé en moyenne à plus de 5%. Mais bien qu'appréciables, les performances économiques n'ont cependant pas contribué à améliorer les conditions de vie des populations ni contribué à une réduction substantielle de la pauvreté. En effet, plus de 54% de la population serait en dessous du seuil de pauvreté. C'est ce

qui explique que le Sénégal, dans le cadre de son programme de lutte contre la pauvreté, a élaboré un document intérimaire de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté dont les objectifs globaux sont les suivants :

- la promotion des micro-activités productives génératrices de revenus financées essentiellement à travers les mutuelles d'épargne et de crédits mises en place et gérées par les populations avec l'appui des ONG
- l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base pour la mise en place des infrastructures collectives en rapport avec les collectivités locales et les Organisations Communautaires de Base (OCB) ;
- la création d'un système d'information et de suivi performant pour mieux mesurer l'impact des programmes de développement sur les conditions de vie des populations et des ménages;
- la mise en place d'un système de prise en charge des groupes vulnérables
- le renforcement des capacités des acteurs à la base, notamment des capacités organisationnelles et entrepreneuriales des femmes.

Avant ce programme, d'autres processus étaient en cours tels le Plan d'Actions National de la Femme (PANAF), le deuxième Programme d'Actions et d'Investissements Prioritaires en matière de Population (PAIP).

Le présent objectif stratégique comprend cinq objectifs opérationnels :

- 1. Améliorer le cadre de vie en milieu urbain et rural
- 2. Promouvoir la politique de population
- 3. Encourager et améliorer la productivité de l'économie populaire
- 4. Assurer la promotion des groupes défavorisés
- 5. Mettre en place un Programme National de Lutte contre la Pauvreté

#### *a) Enjeux*

##### 1. Améliorer le cadre de vie en milieu urbain et rural

L'amélioration du cadre de vie en milieu urbain et rural s'est avérée comme une nécessité absolue et figure dans le 9ème plan de développement économique et social du Sénégal.

##### 2. Promouvoir la politique de population

L'adoption d'une déclaration de politique de population le 28 avril 1988 traduisait la volonté du Gouvernement de prendre en compte les variables démographiques dans toutes les stratégies et politiques de développement. L'élaboration et la mise en œuvre du Programme d'Actions et d'Interventions Prioritaires (PAIP) illustre la détermination du Gouvernement à traduire en actes concrets cette volonté. L'objectif général du PAIP est de contribuer à améliorer le bien-être général des populations.

##### 3. Encourager et améliorer la productivité de l'économie populaire

Cet objectif opérationnel s'avère être d'une importance capitale dans l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations

##### 4. Assurer la promotion des groupes défavorisés

La promotion des groupes cibles défavorisés est en partie prise en compte dans la politique de population du Sénégal dans le sous programme « Population et stratégie de développement », car au niveau des résultats attendus de ce sous-programme, figure la « promotion des groupes cibles vulnérables ». Elle est également prise en compte dans le Programme National de Lutte contre la Pauvreté.

##### 5. Mettre en place un Programme National de Lutte contre la Pauvreté

Ce programme qui est déjà mis en place et bénéficie de financements, constitue un grand enjeu aux niveaux national et international. La mission principale assignée au programme est d'assurer une insertion économique et sociale en faveur des groupes les plus vulnérables de la société, de même que leur accès aux services sociaux de base. Le Sénégal qui a déjà élaboré un document de stratégie intérimaire, s'est engagé dans les études et enquêtes devant aboutir à la confection du document définitif de Stratégie de Réduction de la Pauvreté conforme au cadre stratégique défini récemment par le F.M.I.

## **b) Bilan**

### 1. Améliorer le cadre de vie en milieu urbain et rural

- ✓ Bonne utilisation du gaz dans les ménages urbains
- ✓ Création de plusieurs types de foyers améliorés
- ✓ Expérimentation de l'énergie solaire (électrification rurale - chauffe-eau solaire - pompes solaires).
- ✓ Utilisation des déchets plastiques pour la confection d'objets utilitaires
- ✓ Mise en place de nombreux comités de salubrité durant la Quinzaine de la Femme centrée sur la gestion des ordures
- ✓ Mise en œuvre politique de branchements sociaux et d'assainissement.
- ✓ 65% des ménages ont accès à l'eau
- ✓ 150 000 nouveaux branchements sociaux programmés - le Code de l'Eau élaboré.
- ✓ Implication des femmes dans les projets de gestion des ressources naturelles (PROGED-PAGERNA-PGCRN..)
- ✓ Création de la réserve forestière de Ker Cupam par les femmes de Popenguine.
- ✓ Introduction de l'enseignement en matière d'environnement dans les écoles.

### 2. Promouvoir la politique de population

- ✓ Processus d'actualisation et de reformulation de la DPP enclenché - Achèvement prévu en l'an 2000
- ✓ Les organes : CONAPORH (Commission Nationale de la Population et des Ressources Humaines), COREPORH (Commission Régionale de la Population et des Ressources Humaines), GATPOP (Groupe d'Appui Technique à la Population) mis en place, la DPRH (Direction des Ressources Humaines) étant l'organe central de coordination
- ✓ Plans d'actions de formation et de valorisation des ressources humaines par région, élaboré

### 3. Encourager et améliorer la productivité de l'économie populaire

La mise en œuvre de ce troisième objectif opérationnel n'a pas fait l'objet d'un programme spécifique. Mais elle est prise en compte dans d'autres programmes tels que : la lutte contre la pauvreté, la promotion des femmes, des jeunes, des groupes défavorisés, etc...

### 4. Assurer la promotion des groupes défavorisés

Par rapport à cet objectif, plusieurs actions ont déjà été engagées par le Gouvernement, et relatives à :

- La contribution de l'insertion économique et sociale des handicapés ;
- L'assistance aux femmes en situation difficile ;
- Le renforcement de la sécurité des personnes réfugiées ou déplacées ;

La promotion des autres groupes cibles vulnérables (personnes du 3ème âge), femmes, jeunes, enfants), etc...

### 5. Mettre en place un Programme National de Lutte contre la Pauvreté

Ce 5ème objectif opérationnel est pratiquement atteint car, la Programme National de Lutte contre la Pauvreté est actuellement mis en place et est entré dans sa phase opérationnelle.

Il est mis en œuvre par plusieurs départements ministériels et bénéficie du soutien financier de plusieurs bailleurs de fonds. Seulement il faut préciser que seul le cadre intérimaire de réduction de la pauvreté est mis en place. Le document définitif de la stratégie de réduction de la pauvreté est prévu pour fin décembre 2001 après les études et enquêtes nécessaires.

## **c) Lignes d'interventions prioritaires**

### 1. Améliorer le cadre de vie en milieu urbain et rural

#### *Actions en cours toujours pertinentes*

- ✓ Préserver nos forêts en rendant la réglementation plus sévère contre l'exploitation anarchique par les gros exploitants forestiers ;
- ✓ Vulgariser davantage l'utilisation des foyers améliorés au niveau des femmes rurales ;
- ✓ Favoriser la vulgarisation des autres formes d'énergie de substitution au bois et charbon de bois : gaz, kérosène, brique de biomasse, etc...

#### *Actions en cours à améliorer*

- ✓ Accroître le niveau de participation des femmes à la gestion des ressources naturelles ;



- ✓ Mieux faire connaître aux populations le code de l'eau
- ✓ Appuyer davantage la politique des branchements sociaux d'eau potable et d'assainissement au profit des populations déshéritées
- ✓ encourager davantage la création, la gestion et l'exploitation des bois de village par les groupements de femmes

#### *Nouvelles actions proposées*

A propos de l'introduction de l'Education Environnementale dans les écoles et sa généralisation imminente

- ✓ Vu que l'impact du PFIE (seuls 14% des instituteurs forment en EE) est encore insuffisante pour enclencher un effet d'entraînement conduisant à la généralisation de l'EE, il est impératif d'organiser et de financer la formation d'un nombre significatif de maîtres ;
- ✓ Il faudra mettre en place une structure indépendante (ONG ou agence d'exécution) qui assurerait la généralisation et la pérennisation de l'EE en prenant la relève du PFIE ou alors trouver un autre financement pour la poursuite des activités du PFIE, à la fin de la deuxième phase du programme financé par l'Union Européenne et qui doit s'achever en décembre 2000. Le PFIE pourra ainsi assurer la supervision d'une troisième phase qui sera celle de la généralisation et la pérennisation de l'EE au Sénégal ;
- ✓ Vu l'expérience acquise par l'équipe du PFIE, une bonne solution à la mise en œuvre de la phase de généralisation/pérennisation serait aussi d'installer les membres de l'équipe dans la Cellule de Pilotage (CP) du Comité National d'Education Environnementale (CNEE) prévu dans le cadre institutionnel défini dans la Stratégie Nationale d'Education Environnementale ;
- ✓ Favoriser l'adoption rapide par le Gouvernement de la Stratégie Nationale d'Education Environnementale qui vient d'être validée, en vue de son application ;
- ✓ Renégocier avec l'UNSO le lancement du PSE2 (Programme Sahélien d'Education dans le cycle secondaire). Ce programme qui n'a malheureusement pas pu être lancé à la suite d'un blocage au niveau du financement, pourrait être mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de la Stratégie Nationale d'Education Environnementale. Trouver d'autres bailleurs de fonds pour ce programme qui devra servir d'amorce à l'introduction de l'EE dans l'enseignement secondaire.

## 2. Promouvoir la politique de population

### *Actions en cours toujours pertinentes*

- ✓ Assurer la prise en compte des préoccupations des régions par rapport au contexte de la décentralisation dans l'affinement du cadre conceptuel de la politique de population ; et ceci en vue de la décentralisation de la mise en œuvre de la DPP (Déclaration de la Politique de Population) actuellement en cours de révision,
- ✓ Aider à l'accroissement des moyens en vue de l'intégration généralisée de l'Education à la Vie familiale et de l'éducation environnementale dans les programmes d'éducation , des écoles élémentaires et moyennes.
- ✓ Augmenter les ressources allouées au Réseau National de Jeunesse et Population concernant l'Education à la Vie Familiale (EVF) dans le système éducatif non formel
- ✓ Assurer une prise en compte des recommandations des grandes conférences internationales sur les problèmes de population, environnement et développement social ainsi que les nouveaux concepts et paradigmes apparus depuis 1988.

### *Actions en cours à améliorer*

- ✓ Dans le cadre de la promotion des groupes - cibles, accroître les actions de promotion des personnes du 3ème âge qui s'avèrent être les parents pauvres des actions engagées
- ✓ Mettre en place une banque de données en matière de population et développement et créer parallèlement un centre de documentation

## 3. Encourager et améliorer la productivité de l'économie populaire

### *Nouvelles actions proposées*

En vue de mieux garantir l'atteinte d'un si important objectif opérationnel, il est proposé un programme innovant ayant la même dénomination que l'objectif opérationnel :

### **Programme d'encouragement et d'amélioration de la productivité de l'économie populaire**

Ce programme comprendrait les lignes d'actions suivantes :

- ☐ Implication des micro-entreprises dans la conception et la mise en œuvre des programmes d'assistance :
  - Sensibilisation et implication des micro-entreprises
  - définition des objectifs d'assistance en vue de l'accroissement de leur productivité
  - Définition d'une stratégie de mise en œuvre du programme d'assistance
- ☐ Renforcement du rôle des ONG et des cabinets d'études dans l'appui aux micro-entreprises :
  - Dégagement d'une ligne budgétaire pour le financement de l'appui des ONG et cabinet d'études pour :
    - la réalisation d'études techniques et de marché et de conditions de rentabilité
    - l'élaboration de dossiers de demande de financement, l'intermédiation et le suivi
- ☐ Poursuite et renforcement de la mise en place de lignes de crédit adaptées pour le développement des micro-entreprises :
  - Sensibilisation des bailleurs de fonds et mise en place d'un organisme chargé de gérer le programme
- ☐ Renforcement du programme d'amélioration de la productivité du travail des femmes (cf. Plan d'Action National de la Femme)
- ☐ Promotion et développement des activités génératrices de revenus
  - lancement et financement d'études sur les secteurs porteurs et l'identification d'activités génératrices de valeur ajoutée
  - réorientation de certaines micro-entreprises dans de nouvelles activités plus rémunératrices (notamment réorientation de certaines micro-entreprises de réparations vers des activités de production)

#### 4. Assurer la promotion des groupes défavorisés

##### *Actions en cours à améliorer*

- ✓ Promouvoir des actions favorisant une meilleure prise en compte des besoins des personnes handicapées (ex. : construction d'infrastructures adaptées à leurs besoins)
- ✓ Accroître l'accès des handicapés aux écoles spécialisées
- ✓ Prévoir un quota de femmes dans les instances de règlement de conflits et favoriser leur implication dans les actions humanitaires, surtout les instances de décision.

##### *Nouvelles actions proposées*

- ✓ Renforcer le développement du patrimoine ludique de l'enfant (faisant partie des droits de l'enfant)
- ✓ renforcer la coopération locale et internationale - et appuyer les initiatives des ONG et de la société civile dans ce secteur (parcs de jeux, centre de loisir avec du matériel ludique, bibliothèques dans les quartiers, colonies de vacances, etc...)

#### 5. Mettre en place un Programme National de Lutte contre la Pauvreté

IL est proposé comme action améliorante, une contribution du CILSS à la mise en œuvre du programme eu égard à son importance dans le cadre de la promotion des ressources humaines notamment en ce qui concerne les projets productifs propres à assurer une amélioration des conditions socio-économiques des bénéficiaires.

NB. Ces actions rejoignent d'une certaine manière celles proposées dans le cadre du programme innovant de l'objectif opérationnel n°3 : « Encourager et améliorer la productivité de l'économie populaire ».

### **14. Objectif stratégique n°4 : Opérationnaliser la promotion de la femme et de la jeunesse**

Le présent objectif stratégique comprend trois objectifs opérationnels :

1. Revaloriser les rôles, statuts, droits et devoirs des femmes et des jeunes
2. Impliquer les femmes et les jeunes dans le processus d'élaboration et d'évaluation des politiques et programmes de développement
3. Encourager l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes

### **a) Enjeux**

#### 1. Revaloriser les rôles, statuts, droits et devoirs des femmes et des jeunes

Les rôles, statuts, droits et devoirs des femmes et des jeunes sont aujourd'hui l'objet de vastes campagnes de redéfinition et de revalorisation

#### 2. Impliquer les femmes et les jeunes dans le processus d'élaboration et d'évaluation des politiques et programmes de développement

Les femmes et les jeunes représentent 80% de la population et constituent donc les principaux bénéficiaires des programmes de développement. Leur implication est donc une nécessité absolue et un enjeu de taille.

#### 3. Encourager l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes

Cet objectif opérationnel constitue également un grand enjeu, dans la mesure où il est motivé par la nécessité de la lutte contre le chômage, d'une relance de l'activité économique et de la lutte contre la pauvreté.

### **b) Bilan**

#### 1. Revaloriser les rôles, statuts, droits et devoirs des femmes et des jeunes

- ✓ Réduction des disparités de genre dans l'accès et le contrôle des ressources, du pouvoir économique
- ✓ Contribution des femmes au développement rendue plus visible.
- ✓ Prise en compte des questions de genre dans les projets de gestion des ressources naturelles et dans le nouveau programme de développement rural
- ✓ Suppression des textes législatifs ou réglementaires discriminatoires pour l'accès des femmes au travail salarié
- ✓ Proposition de révision du code de la famille injectée dans le circuit de décision administrative
- ✓ Renforcement de l'assistance judiciaire aux femmes
- ✓ Pénalisation de la pratique de l'excision
- ✓ Mise sur pied d'un comité national de lutte contre les violences
- ✓ Adoption d'un programme sous régional de lutte contre l'excision sous l'égide de l'OMS
- ✓ Aggravation des peines pour les cas de viol, de pédophilie commis dans la famille
- ✓ Pénalisation du harcèlement sexuel.
- ✓ Collectif des Femmes Parlementaires
- ✓ Réseau Siggil Jigéen
- ✓ Réseau genre du CONGAD
- ✓ Le renforcement de la communication entre l'Etat et la jeunesse
- ✓ Instauration de la lutte contre la travail pénible des enfants
- ✓ Mise en place et appui au fonctionnement du parlement des enfants

#### 2. Impliquer les femmes et les jeunes dans le processus d'élaboration et d'évaluation des politiques et programmes de développement

- ✓ Réglementation de la participation des femmes et des jeunes dans les comités de santé
- ✓ Création de mutuelles de santé par les groupements féminins.
- ✓ Présence effective des femmes et des jeunes dans les comités de santé
- ✓ Expérimentation de plusieurs mutuelles au sein des GPF.
- ✓ Aujourd'hui, la mise en œuvre du projet du Service Civique National permet une implication effective des jeunes aux grands projets et programmes du gouvernement.

#### 3. Encourager l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes

- ✓ Appui technique et renforcement des mutuelles
- ✓ Amélioration des pratiques de crédits revolving
- ✓ Création lignes de crédit pour les femmes
- ✓ Journée Internationale de la Femme du 08 Mars, consacrée à l'information des femmes sur les structures de crédit bancaire et sur les mutuelles d'épargne et de crédit
- ✓ Création d'unités de transformation des céréales, des fruits, des légumes, du lait, des produits halieutiques

- ✓ En faveur des jeunes mise en place du projet ASC/Emploi d'un financement de un milliard cinq cent million destiné à financer les projets des jeunes regroupés en GIE au niveau des ASC.

### c) *Lignes d'interventions prioritaires*

#### 1. Revaloriser les rôles, statuts, droits et devoirs des femmes et des jeunes

##### *Actions en cours toujours pertinentes*

- ✓ Renforcer la communication entre l'Etat et la jeunesse
- ✓ Faciliter l'accès à l'information par la mise en place de CID dans toutes les localités
- ✓ Appui à la révision des textes de lois et règlements en vue d'assurer l'égalité des droits entre hommes et femmes dans l'accès à la prise de décision.

##### *Actions en cours à améliorer*

- ✓ Doter le parlement des enfants de moyens permettant de le rendre opérationnel

##### *Actions nouvelles proposées*

- ✓ déclaration d'engagement des Chefs d'états du Sahel en faveur de l'équité de genre : ceci en vue de palier la contrainte du faible accès des femmes (urbaines et rurales) aux instances de prise de décision malgré quelques progrès notés.
- ✓ Ratifier une charte précisant le droit des jeunes à être associés au processus décisionnel pour permettre d'une part une meilleure prise en compte de leurs préoccupations et d'autre part leur participation à des actions d'intérêt national ou de développement communautaire

#### 2. Impliquer les femmes et les jeunes dans le processus d'élaboration et d'évaluation des politiques et programmes de développement

##### *Actions en cours à améliorer*

- ✓ Renforcer les capacités d'implication des femmes et des jeunes dans le processus d'élaboration, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques et programmes de développement.

##### *Nouvelles actions proposées*

- ✓ Accroître les capacités d'intervention des organisations fédératives de femmes et de jeunes dans les projets et programmes de l'Etat.

#### 3. Encourager l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes

##### *Actions en cours toujours pertinentes*

- ✓ rendre opérationnel le projet ASC/Emplois pour le financement des projets initiés par les jeunes
- ✓ rendre opérationnel le fonds de garantie prévu pour les prêts d'investissement des jeunes
- ✓ rendre opérationnel le programme de lutte contre la pauvreté : composante "jeunes"

##### *Actions en cours à améliorer*

- ✓ Renforcer le développement des crédits mutualistes au bénéfice de tous, mais particulièrement, des femmes et des jeunes.

##### *Nouvelles actions proposées*

Rendre la réglementation bancaire de l'UEMOA plus souple pour faciliter l'accès au crédit, surtout des femmes et des jeunes et leur encadrement

## 15. Objectif stratégique n°5 : Promouvoir les valeurs et cultures sahéniennes

### Objectif opérationnel : Promouvoir les valeurs et cultures traditionnelles

#### a) *Enjeux*

La Communauté internationale, à travers les Etats et les institutions spécialisées de coopération, fait sienne un principe récurrent : le caractère essentiel de la promotion des valeurs culturelles dans le processus de développement humain.

Très tôt dès son accession à la souveraineté internationale, le Sénégal s'est attelé à la mise en œuvre de cette philosophie.



**b) Bilan**

Des résultats ont été obtenus grâce à:

- ✓ un matériau scientifique important disponible au Ministère de la Culture et des institutions spécialisées.
- ✓ l'organisation périodique de rencontres intellectuelles (colloques) et de manifestations culturelles d'envergure.

Les événements les plus connus au niveau national sont :

- ✓ Les journées du patrimoine : occasion de faire l'état des lieux, de sensibilisation sur l'importance du patrimoine culturel ;
- ✓ Le Festival National des Arts et Cultures
- ✓ Les spectacles « Sons et Lumières » initialement centrés sur l'histoire de Gorée ; ils rejoignent désormais le Festival National.

**c) Lignes d'interventions prioritaires**

*Actions en cours toujours pertinentes*

- ✓ Réaffirmer la volonté politique de faire de l'objectif de promotion des valeurs et cultures traditionnelles, une priorité
- ✓ Aider à l'organisation de rencontres sur le patrimoine ;
- ✓ Soutenir les initiatives locales ;

*Actions en cours à améliorer*

- ✓ Mettre les moyens adéquats à la disposition des institutions ;
- ✓ Favoriser la recherche sur les valeurs et cultures, et leur diffusion surtout en milieu jeune, car vulnérable ;

*Actions nouvelles proposées*

- ✓ Impulser des rencontres internationales, pour pérenniser les brassages culturels, source de compréhension mutuelle.

## II. PRIORITE 2 : « RENFORCER LES CAPACITES DES INSTITUTIONS A TOUS LES NIVEAUX »

Pour ce qui est de cette priorité, ce travail a donné lieu à l'analyse de 6 objectifs stratégiques, à savoir :

1. promouvoir la bonne gouvernance ;
2. promouvoir une administration de développement ;
3. intégrer la recherche-développement dans le processus de valorisation de la production économique ;
4. promouvoir des institutions de financement diversifiées et décentralisées ;
5. favoriser l'accès à l'information et aux nouvelles technologies de la communication ;
6. multiplier les mesures incitatives pour faire émerger de nombreuses PME/PMI

### 21. Objectif stratégique n°1 : « Promouvoir la bonne gouvernance »

#### a) Enjeux

Il s'agit essentiellement de rendre transparentes les activités de gestion de l'administration et de permettre ainsi à la société civile d'apporter, grâce à son implication, par la concertation, sa contribution à la mise en œuvre d'une telle orientation, ceci pouvait être réalisé par le biais de :

- La décentralisation ;
- La consolidation de l'appareil judiciaire ;
- La promotion de la paix et de la sécurité ;
- La promotion d'un Etat de Droit ;
- La promotion d'une culture démocratique ; et
- La promotion d'un environnement sain pour le développement à tous les niveaux et dans les secteurs des institutions.

#### b) Bilan

##### Décentralisation

- transfert effectif de neuf compétences aux collectivités locales : santé et action sociale, éducation, environnement et ressources naturelles, jeunesse et loisirs, culture, aménagement du territoire, domaines, habitat et urbanisme et planification
- mise en place des conseils (organes délibérants) et institutions locales en novembre 1997
- mise en place d'organes d'exécution : ARD, CES, CERP.
- mise en place de fonds de dotation des collectivités locales
- mise en place du CNDL

Les contraintes majeures sont :

- le manque de moyens financiers
- le dysfonctionnement entre la décentralisation et la déconcentration
- problèmes relatifs à la bonne compréhension et à la bonne intégration des textes juridiques
- manque de formation des élus locaux

##### Consolidation de l'appareil judiciaire

- création du CRJ pour renforcer la protection des droits de l'entreprise vis-à-vis de l'Etat et promotion du droit des affaires
- création du PARSJ pour appuyer le CFJ dans la formation des magistrats et dans la modernisation de l'Etat ;
- création du centre d'arbitrage de la Chambre de Commerce de Dakar
- création de la fondation Trade Point pour l'amélioration des procédures commerciales
- mise en place de la charte des services bancaires, pour rendre le système plus performant.

Les contraintes majeures identifiées sont :

- manque de moyens des tribunaux (matériels, personnels, finances)
- éloignement des justiciables des tribunaux
- corruption érigée en règle
- manque de modernité des tribunaux

- réticence des citoyens à s'en remettre aux tribunaux
- Manque de vision globale (pilotage à vue)

#### Promotion d'un Etat de droit

- le pluralisme politique qui est une réalité au Sénégal

#### Promotion de la Paix et de la sécurité

- participation aux rétablissements de la paix à l'extérieur
- amélioration de la sécurité à l'intérieur du pays

#### Promotion d'une culture démocratique et pluraliste

- pas très sensible (bilan difficile à établir)

#### Favoriser un environnement sain

- création du comité d'allégement et de simplification des formalités et procédures administratives (CASFPA)

Les contraintes majeures identifiées sont :

- ◆ Problème de ressources humaines
- ◆ Problème d'effectivité des mesures prises (pas de contrôle)
- ◆ Non généralisation de la participation des populations
- ◆ Manque de moyens financiers

#### *c) Lignes d'interventions prioritaires*

##### Favoriser la décentralisation

##### *Actions en cours toujours pertinentes*

- L'installation des organes de fonctionnement (ARD, comités économiques et sociaux, cellule d'appui aux CERP).
- La responsabilisation des autorités locales en matière de développement.
- La solidarité entre les collectivités locales (conseil régional, conseil municipal, conseil rural)

##### *Actions améliorantes (intervenues après les élections présidentielles)*

- Améliorer les finances des collectivités locales
- Systématiser la formation des élus locaux
- Finaliser la charte de la déconcentration
- Renforcer les capacités des organismes d'appui (ARD)

##### *Actions nouvelles proposées*

- Elaborer la charte de la déconcentration.

##### Consolidation de l'action judiciaire

##### *Actions en cours, toujours pertinentes*

- Poursuivre les actions de renforcement et d'assainissement en cours par l'amélioration du fonctionnement des institutions mises en place (CRJ, Trade Point, PARSJ, Centre d'arbitrage, charte des services bancaires, CFJ).

##### *Actions améliorantes*

- Compléter les mesures de création des institutions décentralisées
- Continuer les actions de modernisation, de désengorgement des tribunaux et de lutte contre la corruption.

##### *Proposition d'actions nouvelles*

- Finaliser l'élaboration de la charte des Libertés Publiques

### Promouvoir la paix et la sécurité

#### *Actions en cours, toujours pertinentes*

- Continuer à participer aux opérations de maintien de la paix en Afrique et dans le monde.
- Observer les principes édictés par les instances africaines et onusiennes.
- Maintenir la police municipale en la renforçant.
- Continuer les opérations coup de poing.

#### *Actions améliorantes*

- Renforcement des effectifs des forces de l'ordre
- Contribuer à l'amélioration de la politique des résolutions des conflits intérieurs et sous-régionaux.
- Concertation systématique entre les différentes autorités de la sous-région

#### *Proposition d'actions nouvelles*

- Instituer un conseil supérieur de la sécurité
- Création des Etats Unis d'Afrique.

### Promouvoir un Etat de droit

#### *Actions en cours, toujours pertinentes*

- Maintenir les réglementations tendant à affirmer et à organiser l'indépendance de la justice par rapport à l'Etat et à l'administration
- Maintenir la séparation des pouvoirs: législatif, judiciaire et exécutif.

#### *Propositions améliorantes*

- Rétablir un équilibre entre l'Etat et la société civile.
- Améliorer le processus de modernisation des institutions publiques
- Moraliser la vie politique
- Améliorer l'indépendance de la justice par rapport à l'appareil d'Etat.

#### *Propositions nouvelles*

- Création de la charte des droits politiques
- Création de la charte des droits économiques.

### Promouvoir une culture démocratique et pluraliste

#### *Actions en cours, toujours pertinentes*

- Maintien du multipluralisme
- Application des textes
- Maintien de la liberté de la presse
- Maintien du pluralisme des médias ( parlés et écrits)

#### *Propositions améliorantes*

- Action de formation, d'éducation et d'information
- Améliorer la séparation des pouvoirs par un rééquilibrage des forces des 3 ordres ( judiciaire, législatif et législatif) en vue d'assurer l'autonomie de chaque ordre.
- Permettre et garantir l'expression d'opinion libre par un débat démocratique à l'intérieur des partis mais aussi au niveau national

#### *Propositions nouvelles*

- Charte de l'opposition
- Le financement des partis.

### Former un environnement sain pour le développement à tous les niveaux et dans tous les secteurs des institutions

#### *Actions en cours toujours pertinentes*

Maintenir les orientations d'efficacité et d'opérationnalité des institutions (modernisation de l'Etat, efficacité, célérité, simplification des procédures administratives et des formalités, fichier de notation).

### *Propositions améliorantes*

- rendre l'administration plus juste, plus solidaire et efficace.
- Améliorer les compétences des agents
- Mettre les moyens financiers adéquats à tous les niveaux
- Favoriser la concertation et le partenariat à tous les niveaux.

## **22. Objectif stratégique n°2 : « Promouvoir une Administration de développement »**

### **a) Enjeux**

Une administration de développement est une administration qui consacre sa politique et ses moyens au développement économique de la collectivité nationale. Pour arriver à un résultat significatif, une telle administration devrait être moderne, démocratisée, efficace, dotée de moyens matériels et humains nécessaires et surtout un personnel compétent consciencieux déterminé à assurer à tous les usagers une égalité de traitement et de considération dans le plus strict respect des lois républicaines. Pour ce faire, le Sénégal devrait mettre en œuvre une politique visant à :

- ✓ Redéfinir le rôle et la mission de l'Etat ;
- ✓ Améliorer les prestations des services publics ;
- ✓ Assurer la communication entre le secteur privé et le secteur public ;
- ✓ Favoriser l'accès des populations aux services sociaux de base (santé, éducation, amélioration des conditions de vie) ;
- ✓ Systématiser le recyclage des agents du secteur public ;
- ✓ Promouvoir un programme I.E.C. des fonctionnaires.

### **b) Bilan**

#### Redéfinir les missions de l'Etat.

- ✓ processus en cours, évaluation non faite.

Mais, les contraintes suivantes ont été identifiées :

- Manque de moyens et de coordination.
- Problèmes de ressources humaines.
- Obstacles psychologiques.

#### Améliorer les prestations des services publics

- ✓ processus en cours, évaluation non faite.

Mais également, les contraintes suivantes ont été identifiées :

- Manque de motivation.
- Manque de contrôle.
- Pas d'actions IEC.

#### Assurer la communication et les relations entre le secteur privé et le secteur public.

Résultats mitigés bien que la concertation soit enclenchée.

Les contraintes sont les suivantes :

- Manque de moyens et d'initiatives.
- Mauvaise communication entre secteur public et le secteur privé.
- Faiblesse du mécanisme de concertation.

#### Favoriser l'accès des populations aux services sociaux de base.

Pour l'essentiel voir priorité N°1. Cependant des progrès sensibles ont été faits dans la généralisation de la lutte contre la pauvreté avec la mise en œuvre de projets générateurs de revenus.

#### Systématiser le recyclage des agents de l'Etat (secteur public).

processus en cours non évalué ; les contraintes sont les suivantes :

- Manque de ressources financières et humaines.
- Inexistence d'un programme de formation.
- Problèmes d'identification des agents.

#### Promouvoir un programme IEC pour les fonctionnaires.

Pas de résultats concrets ; les contraintes demeurent un manque de moyens matériels et humains

### *c) Lignes d'interventions prioritaires*

#### Redéfinir le rôle de l'Etat

##### *Actions en cours, toujours pertinentes*

- Achever les audits stratégiques
- Réaliser la charte de la déconcentration
- Mise en œuvre des mesures d'évaluation des agents

##### *Propositions améliorantes*

- Améliorer la concertation entre administration et usagers

#### Améliorer les prestations des services publics

##### *Actions en cours toujours pertinentes*

- exploiter les résultats de l'enquête sur la qualité du service public

##### *Propositions améliorantes*

- Motivation des agents
- Mettre en vigueur le mécanisme de notation
- Veiller à l'amélioration de la formation des agents

##### *Propositions nouvelles*

- Elargir les domaines de compétence transférées aux collectivités locales

#### Assurer la communication et les relations entre les secteurs privé et public

##### *Actions en cours, toujours pertinentes*

- Continuer le processus de concertation
- Développer le réseau des ONG (parlementaire, journaliste, etc...)

##### *Propositions améliorantes*

- Ouvrir les portes des services publics au secteur public et à la société civile
- Améliorer le processus de concertation/participation
- Intéresser les organisations syndicales en tant que relais
- Promouvoir des actions de sensibilisation des populations

##### *Propositions nouvelles*

- Elaborer des projets communs de développement
- Promotion des relations de sensibilisation des populations

#### Favoriser l'accès des populations aux services de base (santé, éducation, condition de vie)

**Les propositions d'actions relatives à cet objectif opérationnel sont présentées dans la priorité n°1**

#### Systématiser le recyclage des agents du secteur public

##### *Actions en cours, toujours pertinentes*

- Continuer le recyclage des agents

##### *Propositions d'actions améliorantes*

- Elaboration des plans de carrière
- Valoriser les stages dans le plan de carrière
- Coordonner les stages en établissant des critères

##### *Propositions nouvelles*

- Mettre en place un comité de suivi de contrôle et d'évaluation des Ressources Humaines

#### Promouvoir un programme IEC des fonctionnaires

##### *Actions en cours, toujours pertinentes*

- Continuer le guichet d'information

*Propositions d'actions améliorantes*

- Elaborer une stratégie de communication
- Editer une revue d'information spécialisée dans la gestion de administration

**23. Objectif stratégique n° 3 Intégrer la recherche-développement dans le processus de valorisation de la production économique.**

**a) Enjeux**

Cet objectif a permis de mettre un terme sur la dichotomie voulue et entretenue entre la Recherche et le Développement par le biais d'une séparation nette entre Recherche fondamentale (dans les laboratoires et dans les Universités) et la Recherche Appliquée (Industrie).

C'est sans doute pour rompre ce cercle vicieux que le Sénégal a opté pour :

- le principe de la liaison Recherche / Développement ;
- la diffusion des technologies nouvelles ;
- la spécialisation des productions selon les zones et selon les avantages comparatifs.

C'est ainsi que certaines structures de recherche se sont « ouvertes » au développement, par l'élaboration de programmes de recherche devant transférer leurs résultats in vitro vers des applications (ISRA).

De même la diffusion des nouvelles technologies de l'information et le découpage des zones agro-écologiques pour une spécialisation des productions, participent de cette volonté proclamée de valoriser la production sénégalaise.

**b) Bilan**

Liaison Recherche/Développement

Cette liaison est un facteur valorisant la recherche fondamentale par le transfert des résultats scientifiques (in vitro) vers les organismes de développement. L'ISRA est un exemple significatif de ce secteur.

On est arrivé à une meilleure Compréhension de la nécessité de la liaison recherche/développement mais des contraintes demeurent, à savoir :

- ☐ Problème de concertation et de coordination
- ☐ Manque de ressources financières
- ☐ Manque de débouchés
- ☐ Problèmes de communication

La diffusion des nouvelles technologies

- ✓ un meilleur usage des technologies nouvelles, notamment celles de l'Internet,
- ✓ un niveau appréciable de développement technologique dans certains domaines (agriculture, élevage, incubateurs, etc...).etc...).

Développer la spécialisation des productions par zone spécifique

Des outils théoriques ont été élaborés à cet effet, mais les contraintes suivantes demeurent :

- Manque de pistes de production
- Problème de transport
- Eloignement des marchés

**c) Lignes d'interventions prioritaires**

Liaison Recherche / Développement

*Actions en cours, toujours pertinentes*

- Maintenir les rapports de collaboration entre organismes de recherche et de développement
- Continuer le recentrage des actions de recherche et de développement

*Propositions d'actions améliorantes*

- Coordonner et harmoniser les banques de données de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée



*Propositions nouvelles*

- Constitution d'un réseau recherche / développement
- Identification des défis du 21<sup>ème</sup> siècle

Diffusion des technologies nouvelles*Actions en cours, toujours pertinentes*

- Renforcement des capacités de généralisation et d'appropriation des NTI

*Propositions d'actions améliorantes*

- Faciliter l'équipement des technologies nouvelles d'information
- Développer les Téléservices dans le secteur privé
- L'intégration dans le cursus de toutes les disciplines d'une formation en NTI

*Propositions nouvelles*

- Constitution d'un réseau Recherche/Développement

Développer la spécialisation des productions par zone, selon des avantages comparatifs démontrés, en vue de développer la complémentarité entre région.

*Actions en cours, toujours pertinentes*

- Maintenir l'orientation de complémentarité entre régions du pays découlant de spécialisation par zone de productions

*Propositions d'actions améliorantes*

- Améliorer l'encadrement technique et scientifique

*Propositions nouvelles*

- Elaboration et expérimentation de modèles de production plus performants

## **24. Objectif stratégique n°4 : « Promouvoir les institutions de financement diversifiées et décentralisées »**

**a) Enjeux**

Une fine corrélation a été établie entre un secteur financier sain et la croissance économique, en raison des retombées positives que le premier peut avoir sur l'épargne privée et l'allocation de réserves.

L'Etat a une part importante à jouer pour favoriser le développement d'institutions engagées dans le financement à long terme, d'institutions spécialisées et la promotion d'instruments adaptés à des types particuliers de besoins.

Les mesures attendues de l'Etat dans ce domaine ont trait à l'amélioration du cadre réglementaire et juridique (accès au crédit, taux d'intérêt, etc...)

Au Sénégal, selon les résultats de l'enquête réalisée auprès des chefs d'entreprise, les difficultés d'accès au crédit constituent la contrainte la plus importante parmi celles que rencontrent les entreprises. On peut noter aussi la nécessité de développer les institutions financières privées et mixtes, l'adoption de taux de financement favorables, le rapprochement du crédit des demandeurs, la promotion de la coopération décentralisée, une meilleure concertation Etat / Privé et la décentralisation des institutions de financement.

**b) Bilan**Alléger les conditions d'accès sur crédit

Par les actions de l'Etat, les Banques ont vécu une crise profonde dans les années 80, conduisant dès 1989 à l'adoption, par le Gouvernement, de mesures de restructuration qui ont entraîné la libéralisation partielle de l'allocation de crédit et la création d'un marché monétaire ; par la suite, les résultats n'ayant pas été satisfaisants, l'action du Gouvernement, s'est orientée vers l'amélioration de ses interventions vers les femmes, les jeunes et le secteur informel.

*Contraintes*

- ✓ Problèmes de garanties



- ✓ Manque de formation
- ✓ Environnement institutionnel, encore inadéquat reste à améliorer

#### Développer les institutions financières privées mixtes

A cet effet, on assiste à la naissance de tontines, caisses populaires de crédit, prêts participatifs, et prêts aux promoteurs.

L'obstacle de la garantie a incité à la création de fonds spécialisés : PFE, Cellule d'Assistance Technique aux Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit, le FSP, la SONEPI et la SODIDA.

#### *Résultats effectivement atteints*

- ☐ Création de 300 institutions financières
- ☐ Création d'une cellule d'assistance technique

#### *Contraintes*

- ✓ Problèmes d'information et de sensibilisation
- ✓ Manque de moyens
- ✓ Manque de professionnalisme
- ✓ Déficit d'organisation ( partenariat, coopération décentralisée)

#### Proposer des taux de financement moins lourds et mieux adaptés

Pour rendre compétitives les entreprises, le taux de financement doit être le plus bas possible.

C'est à partir de 1989, que le taux d'intérêt a été libéralisé.

#### *Résultats effectivement atteints*

Négociation de lignes de crédit spécifiques

#### *Contraintes*

- ✓ Manque de volonté politique dans les négociations avec les bailleurs de fonds.
- ✓ Problèmes d'information, de sensibilisation et de formation.

#### Rapprocher les crédits des demandeurs.

L'un des objectifs recherché par la dévaluation est la diversification des institutions de financement, et de rapprocher le crédit du demandeur. Cela permet de mieux connaître l'emprunteur, et créer un climat de confiance.

#### *Résultats effectivement atteints*

- Personnalisation du crédit
- Création de système de crédit de proximité
- Création d'un climat de confiance favorable à la coopération
- Meilleur taux de remboursement

#### *Contraintes*

- Amélioration mitigée du cadre institutionnel
- Absence d'actions vigoureuses pour informer et sensibiliser les clients
- Formation insuffisante.

#### Promouvoir les sources alternatives de financement

La coopération décentralisée en matière de crédit facilite l'accès au crédit aux demandeurs et rend les conditions d'accès plus souples.

Aussi, une multitude d'organismes de crédit se sont – ils créés au Sénégal dès la fin des années 80.

#### *Résultats effectivement atteints*

- Multiplication des SFD
- Meilleure circulation du crédit

#### *Contraintes*

- Cadre institutionnel inadapté nécessite une réelle amélioration
- Problèmes de formation.
- Les actions d'information en direction des clients restent inopérants
- Manque d'harmonisation des politiques de financement

### Assurer une meilleure concertation Etat / secteur privé

Dans les dernières années, le Sénégal a réalisé, sur le plan de concertation des progrès réels. Dans ce cadre, la concertation a été institutionnalisée avec la création du Comité Général de Concertation pour le Développement (CGCD) composé de 200 personnes (parlementaires, CES, fonctionnaires, magistrats, avocats, médecins, enseignants, techniciens, syndicats, associations, etc...). il comprend 6 commissions spécialisées.

#### *Résultats effectivement atteints*

- Création comité inter ministériel de concertation entre le secteur public et le secteur privé

#### *Contraintes*

- Nécessité d'une amélioration le fonctionnement du centre
- Problèmes d'information

### Décentraliser les institutions de financement, en multipliant leur impact

Il s'agit de multiplier le nombre d'organismes pour satisfaire les besoins des populations et de désengorger certaines régions, comme Dakar, pour mieux équilibrer le développement entre le tissu urbain et le tissu rural.

#### *Résultats effectivement atteints*

- Meilleure répartition du crédit
- Désengorgement de Dakar

#### *Contraintes*

- Amélioration du cadre institutionnel de création des institutions financières.
- Problèmes de formation et d'information.

#### *c) Lignes d'interventions prioritaires*

Alléger les conditions d'accès au crédit ( femmes, jeunes, secteur informel)

#### *Actions en cours, toujours pertinentes*

- Maintien des lignes de crédit domiciliées à des banques, mais gérées par le gouvernement.

#### Propositions d'actions améliorantes

- Organiser la concertation pour l'accès au crédit des femmes, des jeunes et du secteur informel
- Négocier les meilleures conditions d'accès au crédit

#### Propositions nouvelles

- Projet d'appui au système de crédit

### Développer les institutions financières privées mixtes

#### *Actions en cours, toujours pertinentes*

- Maintenir les caisses populaires de crédit, les tontines, prêts participatifs, capital et prêts aux promoteurs

#### *Propositions d'actions améliorantes*

- Alléger les procédures de création des institutions financières et privées.
- Alléger le contrôle de la tutelle
- Organiser une meilleure concertation entre les groupes cibles.

#### *Propositions nouvelles*

- Projet d'appui à la création des institutions financières, privées et mixtes

### Proposer des taux de financement à la fois moins lourds et mieux adaptés aux activités

#### *Actions en cours, toujours pertinentes*

- Maintenir la libéralisation du taux de financement

*Propositions d'actions améliorantes*

- Négocier de meilleurs taux
- Organiser la formation et l'information en direction des PME/PMI sur le financement.

*Propositions nouvelles*

- Vulgariser la formation en gestion financière de projets

Rapprocher le crédit des demandeurs*Actions en cours, toujours pertinentes*

- Assurer la pérennité des systèmes de financement décentralisés

*Propositions d'actions améliorantes*

- Promouvoir des structures de financement de proximité

*Propositions nouvelles*

- Rationaliser le système, en assurant la coordination et l'harmonisation entre les différentes institutions de financement

Promouvoir les sources alternatives de financement (coopération décentralisée)*Actions en cours, toujours pertinentes*

- Elargir la diversité des sources de financement

*Propositions d'actions améliorantes*

- Renforcer le cadre institutionnel et la coopération décentralisée
- améliorer les capacités des agents économiques par la formation

*Propositions nouvelles*

- Mettre en place un projet d'appui au système de financement

Assurer une meilleure concertation Etat / secteur privé*Actions en cours, toujours pertinentes.*

- Promouvoir la pérennité du Comité Général de Concertation pour le Développement ( CGCD) en même temps que celui du Conseil Supérieur de l'Industrie et celle de la concertation dans les institutions créées ( CAEE, GRCC, CRS)

*Propositions d'actions améliorantes*

- Améliorer la circulation de l'information grâce à la création d'une revue spécialisée

*Propositions nouvelles*

- Créer une institution unique de concertation afin d'éviter la duplication des informations

Décentraliser les institutions de financement en multipliant leur implantation*Actions en cours, toujours pertinentes*

- Désengorger les gros centres ( Dakar) au profit des villages ou centres urbains secondaires

*Propositions d'actions améliorantes*

- Réglementer la création d'institutions financières dans les grandes villes
- Inciter à la création d'institutions financières dans les zones rurales.

*Propositions nouvelles*

- Projet d'appui à la décentralisation du financement.

**25. Objectif opérationnel n°5 « Favoriser l'accès à l'information et aux nouvelles technologies de communication »****a) Enjeux**

L'enjeu de cet objectif stratégique s'apprécie par l'importance des objectifs opérationnels qui sont :

- ✓ Améliorer la couverture radio télévisuelle.
- ✓ Développer la téléphonie rurale en assurant l'accès à l'Internet.
- ✓ Promouvoir la radio rurale en langue nationale.
- ✓ Développer les capacités des institutions locales, publiques et privées
- ✓ Renforcer le système d'information et de suivi de l'environnement par Internet.

## **b) Bilan**

### **221 Améliorer la couverture radio-télévisuelle**

Pour traduire concrètement cet objectif, la démarche du gouvernement a été double:

- appui à la RTS, en la dotant de stations relais FM pour améliorer la qualité de l'écoute et multiplier les stations ;
- mise de la RTS sur satellite.

#### ***Résultats effectivement atteints***

- multiplication des stations radio et des stations de reémission,
- création de stations régionales au niveau de chaque région, administrative,
- autorisations accordées pour créer des stations FM privées ( Terranga Diourbel),
- équipement des régions pour reportage télé,
- mise de la RTS sur satellite,
- développement radio rurale
- élaboration d'une réglementation pour permettre au privé d'accéder au monde audio-visuel,

#### ***Contraintes***

- D'ordre financier : la communication décentralisée trouve difficilement des partenaires (organismes financiers).

### **Développer la téléphonie rurale**

Un accent particulier a été mis sur ce volet et cela a permis de désenclaver beaucoup de terroirs isolés

#### ***Résultats effectivement atteints***

- installation du téléphone rural à chaque chef lieu de communauté rurale
- Développement des télécentres

#### ***Contraintes***

- Non rentabilité
- Problème de coût de la ligne
- Problème de marketing.

### **Développer l'accès à l'Internet**

Trois (3) départements ministériels : le Ministère de l'Enseignement Supérieur, le Délégué à l'Informatique et le Ministère de la Communication et de la Culture sont impliqués. Pour ce faire, des écoles de formations ont été ciblées.

#### ***Résultats effectivement atteints***

- Bon développement de l'Internet que l'on retrouve même dans le rural.

#### ***Contraintes***

- Coût

### **Développer la radio rurale en langue nationale**

L'accent est mis sur le développement de la culture locale avec comme support les langues nationales.

#### ***Résultats effectivement atteints***

Elaboration des programmes culturels au niveau de la radio.

#### ***Contraintes***

- Coût (équipements).
- Problème de formation.

### **Développer les capacités des institutions locales, publiques et privées**

Le Sénégal doit s'engager à intensifier la collaboration et la coordination avec les organisations des secteurs publics et privés et à prendre des mesures pour sensibiliser les décideurs

*Résultats effectivement atteints*

Aucune évaluation n'a encore été faite

**Contraintes**

- Il est constaté la dispersion des centres de décision et un manque de coordination et de concertation

Renforcer les systèmes d'information et de suivi de l'environnement

Le Sénégal devra s'engager à lutter contre la pauvreté et à promouvoir des modes de production et de consommation écologiquement viables

*Résultats effectivement atteints*

- Bonne écoute du Sénégal par le CSE
- Révision du code de l'environnement

**Contraintes**

- Manque de moyens
- Manque de coordination et d'harmonisation des rôles

**c) Lignes d'interventions prioritaires**Améliorer la couverture de la radio télévisuelle (doter les villages de radios et décentraliser les stations d'émissions)*Actions en cours, toujours pertinentes*

- Maintenir la politique de multiplication des stations radios, avec les principes de régionalisation et de vulgarisation des cultures locales et de promotion des radios rurales et de la téléphonie rurale.
- Exploiter la mise sur satellite de la RTS dans le sens d'une meilleure politique d'information sur notre pays, notre région et notre univers.

*Propositions d'actions améliorantes*

- Améliorer les heures d'écoute de la télévision nationale
- Elargir la couverture d'émissions télévisuelles sur le territoire national
- Renforcer les radios régionales et étendre les radios rurales
- Création d'une deuxième chaîne de télé
- Equilibrer les émissions en langues nationales

*Propositions nouvelles*

- Prendre des mesures de création de radios et télé nationale, régionale et rurale

Développer la téléphonie rurale*Actions en cours, toujours pertinentes*

- Maintenir l'orientation: 1 téléphone tous les 5 Km

*Propositions d'actions améliorantes*

- Faire de la téléphonie rurale, une action prioritaire d'investissement et inciter, à cet effet, le secteur privé à développer la téléphonie rurale, par les installations et la multiplication des télécentres ruraux.

*Propositions nouvelles*

- Accélérer la privatisation du téléphone fixe tout en renforçant le téléphone mobile par une législation adéquate

Développer l'accès à l'Internet*Actions en cours, toujours pertinentes*

- Renforcer l'usage de l'Internet dans l'administration (création de sites web)
- Développer le réseau SISE (en Afrique de l'Ouest)

*Propositions d'actions améliorantes*

- Introduire Internet dans les campagnes par le biais de l'électrification rurale

*Propositions nouvelles*

- Revoir la politique des prix de "paquetage" informatique et le subventionner au besoin pour baisser les coûts.
- Promouvoir la formation dans les NTIC et créer des sites web.

Développer la radio rurale en langues nationales*Actions en cours, toujours pertinentes*

- Maintenir l'orientation du développement de la culture locale avec comme support la langue du terroir.

*Propositions d'actions améliorantes*

- mettre l'accent sur le développement de la culture locale (renouveau de la culture locale)
- Encourager le théâtre populaire et le métier de cinéaste.

*Propositions nouvelles*

- Formaliser les relations entre les cinéastes et les médias pour une production locale d'œuvres culturelles.

Développer les institutions locales, publiques et privées*Actions en cours, toujours pertinentes*

- Maintenir le programme de Ouagadougou
- Maintenir le comité de concertation

*Propositions d'actions améliorantes*

- Renforcer le dialogue entre le public et le privé

*Propositions nouvelles*

- Néant

Renforcer les systèmes d'information et de suivi de l'environnement*Actions en cours, toujours pertinentes*

- Maintenir le programme de Ouagadougou
- Renforcer les instruments juridiques créés à cet effet (codes

*Propositions d'actions améliorantes*

- Renforcer le système d'information sur Internet

*Propositions nouvelles*

Création d'une structure unique de gestion de l'environnement

## **26. Objectif stratégique n°6 : « Multiplier les mesures incitatives pour faire émerger de nombreuses PME/PMI »**

**a) Enjeux**

Il s'agit de :

- ☐ Développer la compétitivité des entreprises par la réduction du coût des facteurs de production ;
- ☐ Lutter contre la concurrence déloyale ;
- ☐ Lutter contre les monopoles (transport, distribution, commercialisation, production);
- ☐ Faire adopter et appliquer une fiscalité adaptée, incitative pour les investissements.

**b) Bilan**

Développer la compétitivité des entreprises en réduisant entre autres les coûts des facteurs de production.

Dans ce cadre, le gouvernement a développé sa réflexion à travers la concertation. La politique en la matière reste la privatisation et la libération dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, du transport et des télécommunications.

*Résultats effectivement atteints*

- Création de structures telles que GRCC, la CAEE, le CRS, le COSEC, la SFP.
- Privatisation de la SONEES et de la SDE est loin d'être satisfaisante
- Libéralisation de la téléphonie fixe est prévue pour 2003

*Contraintes*

- Ce qui est constant, c'est une forte pression fiscale sur les entreprises et un manque d'équité, de stabilité et de simplicité de la fiscalité.

Lutter contre la concurrence déloyale

La politique en la matière a consisté à pénaliser la concurrence déloyale par le biais d'une réglementation sévère rarement appliquée.

*Résultats effectivement atteints*

- Résultats mitigés ; il demeure nécessaire de renforcer tout en rapprochant le contrôle

*Contraintes*

- Cadre institutionnel (à renforcer).

Lutter contre les monopoles

Pour arriver à cet objectif, la politique de la libéralisation est appliquée dans les domaines des transports, de la distribution, de la commercialisation et de la production.

*Résultats effectivement atteints*

La libéralisation et la privatisation (transport, distribution et production) a permis d'atténuer les effets des monopoles et le développement des entreprises privées.

*Contraintes*

- Manque d'accélération et de cohérence du processus de privatisation ;
- Manque apparent de réelle volonté politique d'assainir le secteur privé.

Faire adopter et appliquer une fiscalité adaptée, incitatives aux investisseurs

Le Sénégal est l'un des pays du Sahel à avoir une fiscalité trop lourde

*Résultats effectivement atteints.*

Résultat très faible à cause entre autres, du train de vie de l'Etat.

*Contraintes*

- ✓ Manque de cadre institutionnel adéquat de l'environnement de l'entreprise.

**c) Lignes d'Interventions Prioritaires**Développer la compétitivité des entreprises par la réduction des coûts des facteurs de production*Actions en cours, toujours pertinentes*

- Maintenir la politique de mise à disposition des facteurs de production dans de bonnes conditions pour permettre aux produits Sénégalais d'être compétitifs

*Propositions d'actions améliorantes*

- Renforcement du projet d'appui à la compétitivité et du GRCC

*Propositions nouvelles*

- Projet d'appui pour l'information fiscale.

Lutter contre la concurrence déloyale*Actions en cours, toujours pertinentes*

- Continuer la politique de lutte contre le dumping dans le but d'assainir le secteur privé
- Poursuivre l'objectif de privatisation

*Propositions d'actions améliorantes*

- Accélérer le processus de privatisation



Propositions nouvelles

- Combattre avec vigueur la concurrence déloyale

Lutter contre les différents monopoles

*Actions en cours, toujours pertinentes*

- Maintien du processus de privatisation

*Proposition nouvelle*

- Elaborer une réglementation propice à la concurrence

Faire adopter et appliquer une fiscalité adaptée incitative aux investissements

*Actions en cours, toujours pertinentes*

- Maintenir et améliorer les structures de promotion des investissements: (guichet unique, SODIDA, SONEPI, ZFIA, Trade Point, CICES, etc)

*Propositions d'actions améliorantes*

- Prendre des mesures pour accroître l'équité, la stabilité et la simplicité de la fiscalité
- Diminuer la pression fiscale sur les entreprises
- Améliorer le cadre institutionnel

*Propositions nouvelles*

- Projet d'appui sur l'information fiscale des entreprises



### III. PRIORITE 3 : « ASSURER UN DEVELOPPEMENT RAPIDE ET DURABLE DES PRODUCTIONS VEGETALES »

#### Introduction /Problématique

Depuis l'indépendance, l'agriculture sénégalaise connaît des fortunes diverses. Après une période faste de 1960 à 1968, elle a été traversée par une crise jusqu'en 1974, pour retrouver une embellie avant de sombrer en 1978 dans un cycle de sécheresses et de récession. Ainsi, avec quelque 70% de la population, elle ne représente que 11% du PIB. Cette contre-performance est à l'origine des plans d'ajustement structurel et de la dévaluation en vue de relancer et redynamiser la production agricole et de stabiliser développement économique et social. A cet effet, deux politiques ont été mises en place dans le cadre de la NPA et du PASA, accompagné de la PISA.

Pour redonner à l'agriculture son rôle de moteur de l'économie, sept axes ou objectifs stratégiques ont été définis.

#### 31. Objectif stratégique n°1 : Augmenter de façon durable et valoriser la richesse produite en milieu rural

##### a) Enjeux

L'appareil de production qu'il faut développer et diversifier afin de répondre à la demande de consommation finale intermédiaire et d'exportation. A cet effet, il faut moderniser l'équipement, intensifier l'utilisation des intrants (engrais, semences, produits phytosanitaires), rationaliser les méthodes et techniques culturales ainsi que la qualité des services de vulgarisation et de recherche.

Les marchés qu'il faut élargir et maîtriser aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan extérieur. Cette stratégie passe par une politique de prix, de coût, de qualité et de marketing appropriée. Elle repose sur une capacité concurrentielle et compétitive aussi bien à l'échelle nationale qu'à l'échelle régionale, internationale et mondiale.

Les synergies entre le développement rural et le développement économique social qu'il faut renforcer. En effet, l'agriculture a toujours été le moteur du développement économique et social. En effet, non seulement elle fournit des matières premières aux agro-industries et de la main d'œuvre aux autres secteurs économiques, mais, elle est consommatrice de produits industriels (intrants, machines, etc...). De plus, le pouvoir d'achat des paysans permet d'alimenter la demande, de développer l'offre, la production, les revenus, l'emploi, d'équilibrer les comptes extérieurs et intérieurs, d'accroître les recettes fiscales, de dégager une épargne publique et privée en vue de développer l'investissement.

L'articulation et l'intégration entre le développement agricole et le développement économique et social permettent d'équilibrer et d'harmoniser l'espace économique, de freiner l'exode rural et de mieux maîtriser l'exode urbain dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire.

Le renforcement du développement rural, en tant qu'enjeu de politique intérieure. Jusqu'à une date récente, la politique nationale était orientée vers la prise en considération et la satisfaction de la demande urbaine à cause de la représentativité et de la pression urbaines au niveau des centres de décision. Cette situation a engendré une forte dégradation des échanges ville-campagne et a alimenté l'exode rural, le vieillissement et la féminisation de la population rurale. Pour y pallier, des mesures correctrices ont été prises en vue de valoriser les prix et la production agricoles, d'augmenter les investissements ruraux et d'améliorer le cadre de vie rural. L'action des émigrés et leur implication dans le développement local est un catalyseur et un ferment de promotion rurale. Elles ont été renforcées par la prolifération des associations villageoises, la formation et l'émergence d'une élite rurale.

##### b) Bilan

##### Entretenir et développer le potentiel de production

Les subventions aux facteurs de production ont été supprimées. Les importations d'intrants, de matériel agricole ont été en partie ou en totalité détaxées. La recherche et la vulgarisation ont été

davantage rationalisées et orientées vers les problèmes des paysans. Des projets ont été initiés pour moderniser et valoriser l'appareil de production. On peut citer notamment :

- l'octroi aux producteurs agricoles de crédit pour l'achat d'intrants d'un montant de 33,338 milliards de franc
- la protection des végétaux avec 593 millions de francs
- le phosphatage de fonds avec 3,315 milliards pour améliorer la fertilité des sols.

#### *Résultats effectivement atteints*

En dépit des efforts consentis, les résultats sont encore modestes. La dose d'engrais par hectare ne dépasse pas 10kg. La qualité des semences laisse à désirer. Les produits phytosanitaires sont peu utilisés. Le matériel agricole n'est pas renouvelé. La dégradation des sols se poursuit..

#### Développer des marchés plus stables et plus diversifiés

##### *Actions et mesures pour atteindre ces objectifs*

L'environnement juridique et fiscal a été adapté au développement des exportations, avec l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires (OHADA), le désarmement douanier, la suppression des subventions, la libéralisation du commerce intérieur et extérieur.

Des projets ont soutenu ces mesures et action. Il s'agit essentiellement. :

- du projet de promotion des exportations agricoles d'une valeur de 5,060 milliards de F
- du projet de soutien au prix de l'arachide (5,221 milliards F)
- du projet de promotion de l'arachide de bouche (300 millions de F)

Parallèlement, des efforts ont été consentis pour réduire le coût du fret aérien.

#### *c) Résultats effectivement atteints*

Le marché des céréales a été libéralisé. La filière riz fonctionne normalement. L'approvisionnement est régulier. Cependant, la concurrence n'a pas entraîné une baisse des prix à la consommation.

La dévaluation n'a pas permis de relancer le marché du coton, ni de rentabiliser la filière maraîchère et arachidière.

Sur le plan de la production animale, seul le secteur des peaux et cuirs connaît une embellie, à l'instar du secteur halieutique.

#### *d) Contraintes*

L'agriculture sénégalaise est toujours handicapée par sa faible productivité liée à son caractère extensif. La qualité des produits ne garantit pas leur compétitivité. Les coûts de production sont élevés. Le marketing fait défaut. Il n'y a pas de campagne de promotion et de publicité et une capacité d'adaptation à l'évolution des besoins et goûts des consommateurs.

Le "consommer sénégalais" n'a pas amené les Sénégalais à ne pas préférer les produits étrangers.

#### Développer les synergies entre le développement rural et le développement économique général

##### *Actions et mesures pour atteindre cet objectif*

Les nouvelles politiques agricoles, pastorales, forestières, halieutiques visent à assurer l'expansion des productions du secteur et à renforcer les revenus et la demande des ruraux. C'est dans cette optique qu'il faut situer le programme de filière arachidière dont le montant est de l'ordre de 17,855 milliards de francs.

La libéralisation et la privatisation du secteur, ainsi que la mise en place d'un environnement réglementaire plus favorable doivent contribuer à resserrer davantage les liens entre les différents secteurs de l'économie nationale dans un espace national et régional mieux intégré.

#### *Résultats effectivement atteints*

La désarticulation de l'économie n'est pas complètement résorbée. Même les agro-industries locales importent des matières premières pour atteindre leur seuil de rentabilité.

#### *Contraintes*

Les pesanteurs qui pèsent sur le développement rural sont surtout d'ordre structurel.

Les coûts de production sont encore trop élevés, du fait du manque d'investissement et de modernisation de l'appareil de production. L'innovation n'est pas exploitée et l'offre ne s'adapte pas à la demande.

L'agriculture reste encore routinière, extensive. Les régions périphériques à forte potentialité agricole restent enclavées et marginalisées, tandis que les terres du bassin arachidier sont épuisées par la monoculture arachidière.

#### Renforcer la place du développement rural en tant qu'enjeu de politique intérieure

##### *b) Actions et mesures pour atteindre cet objectif*

Il faut d'abord améliorer les prix agricoles, afin de relever les revenus des paysans. L'intensification et la diversification des cultures sont les instruments de cette nouvelle politique. La promotion des organisations paysannes en vue de faciliter la concertation permet de mieux défendre les intérêts des ruraux par les ruraux eux-mêmes. De plus, l'alphabétisation fonctionnelle, la circulation de l'information, la prolifération des ONG et des GIE permettent aux ruraux d'être davantage conscients de leurs poids dans l'économie nationale et dans la société. L'émigration et l'émergence d'une nouvelle catégorie d'exploitants militent en faveur de l'émergence d'une nouvelle société rurale.

##### *Résultats atteints*

En dépit des difficultés, des progrès significatifs ont été atteints. La valorisation de la fonction agricole se poursuit. L'auto-organisation se poursuit ainsi que le relèvement des prix.

##### *Contraintes*

Le faible niveau d'alphabétisation est la contrainte majeure. Les paysans ne sont pas des citoyens à part entière mais entièrement à part, pour paraphraser Aimé Césaire. Les organisations paysannes sont encore dominées par les notables. Les pesanteurs sociologiques (famille, religion..) sont toujours réelles.

##### *c) Lignes d'interventions prioritaires*

#### Entretenir et développer le potentiel de production

##### *Actions en cours toujours pertinentes*

- Sécuriser la production de semences appropriées, leur disponibilité, leur qualité (prébase, base, certification...)
- Mettre en place un crédit aux intrants avec des taux d'intérêt bonifiés (35 milliards par an répartis en :
  - \* Court terme : intrants (engrais, semences)
  - \* Moyen terme : Equipements
  - \* Long terme : Infrastructures
- Protéger les végétaux (500 millions / an)
- Privilégier les cultures ayant un avantage comparatif
- Encourager la généralisation d'interprofessions des diverses filières agricoles
- Responsabiliser les collectivités locales dans la gestion des sols
- Promouvoir la transformation artisanale, semi industrielle et industrielle des produits agricoles
- Mettre en place un fonds de garantie pouvant accorder des crédits à court et long terme
- Mettre en place un observatoire de la sécurité alimentaire
- Impliquer davantage les ONG, les GF et promouvoir le développement à la base
- Favoriser le transfert de technologie sud-sud de production et de transformation
- Assurer une meilleure gestion des ouvrages hydro-agricoles et des périmètres irrigués
- Diversifier les productions agricoles et développer les activités extra agricoles en milieu rural
- Améliorer les infrastructures de transport (terrestre, maritime, fluvial, ferroviaire, aérien)
- Appuyer les dynamique d'intensification et d'intégration en matière d'élevage
- Assurer l'encadrement technique et l'appui aux producteurs en matière de gestion
- Définir des mécanismes d'accès des femmes à la terre et au crédit

##### *Actions en cours à améliorer*

- Entretien des infrastructures Appui technique et technologique aux groupements féminins
- Bonification des terres (3 milliards / an)
- Appuyer la mise en œuvre du PDRG

*Actions nouvelles*

- Favoriser la promotion de technologies appropriées (foire)
- Favoriser la promotion des innovations technologiques
- PIP

Développer des marchés plus stables et plus diversifiés*Actions en cours toujours pertinentes*

- Appuyer le projet de promotion des exportations agricoles initié par la Banque Mondiale et la Francophonie (5,060 milliards)
- Promouvoir les produits de qualité compétitifs et adaptés à la demande par la publicité, marketing
- Développement de nouvelles techniques de l'information et de la communication (TIC)
- Développement des circuits de distribution, des techniques et infrastructures de commercialisation, stockage, conditionnement, normalisation
- Exploitation et gestion des avantages comparatifs (arachide de bouche, coton, huilerie, cuire et peaux, produits maraîchers et halieutiques)
- Développement de l'information, de la formation des ressources humaines en matière de gestion et développement des marchés
- Maîtrise et gestion du transport aérien, maritime, ferroviaire en vue de minimiser le coût du transport, éventuellement en collaboration avec les pays limitrophes (Mali, Burkina...) et les pays étrangers (Amérique Latine pour le fret aérien)
- Soutien au prix de l'arachide (5,221 milliards)
- Promotion de l'arachide de bouche (300 millions)
- Réduction du coût du fret aérien
- Promotion de l'intégration régionale par l'exportation commune de certains produits
- Amélioration du cadre macro-économique (concurrence, fiscalité, lutte contre l'inflation)
- Dynamisation du secteur privé par l'information, la formation, le crédit
- Relancer durablement l'économie par de meilleures performances de croissance
- Générer des surplus de production à exporter
- Promotion de l'exportation des produits agro-industriels (concentré de tomates, jus de fruits, sucre, conserverie, etc...)
- Améliorer les capacités de transformation industrielle
- Accroître la fourniture des biens, services, produits manufacturés
- Mise en place d'un système d'information économique et d'un dispositif de promotion des produits agricoles couplé à un observatoire de production et de commercialisation

*Actions en cours à améliorer*

- Désenclavement des zones de production par la construction de pistes de production
- Valorisation des produits par leur transformation, conditionnement, stockage
- Développement information, formation
- Intensification rencontres et échanges commerciaux
- Développement promotion, publicité
- Meilleure gestion des coûts de production en vue d'améliorer la compétitivité des produits agricoles
- Promotion d'une production de qualité et compétitivité
- Intensification de la production
- Exploitation du marché national et régional pour satisfaire la demande intérieure et exporter

*Actions nouvelles*

- Fret aérien pour l'exportation des fruits, légumes, produits halieutiques en ayant recours aux avions sud américains transitant par Dakar

Développer les synergies entre le développement rural et le développement économique général*Actions en cours toujours pertinentes*

- Octroi aux producteurs agricoles de crédit pour l'achat d'intrants
- Instauration d'un système de crédit sécurisé et adapté (garantie, calamité, bonification)

- Promotion du milieu rural pour le rendre attractif
- Investissements sociaux en milieu rural (santé, éducation, infrastructures)
- Amélioration des termes de l'échange avec le milieu urbain
- Meilleure représentativité du monde rural dans les instances de décision
- Volonté politique de promotion du monde rural et politique agricole pertinente
- Développement des investissements privés en monde rural
- Soutien au projet de relance des filières arachidières et céréalières

#### *Actions améliorantes*

- Promotion des prix et du revenu agricole
- Renforcement de l'auto-organisation paysanne
- Promotion du crédit agricole
- Promotion des ONG, GF, GIE
- Investissements et installation des émigrés
- Soutien aux projets d'intensification agricole

#### *Actions nouvelles*

- Renforcement des programmes de formation et d'information de la population agricole
- Lutte contre l'analphabétisme en milieu rural et son éradication
- Promotion de la femme rurale (accès au crédit à la terre...)
- Emergence d'entrepreneurs agricoles par la formation
- Programme d'insertion des émigrés, formés en agriculture dans les pays développés
- Installation des cadres agricoles en monde rural
- Désenclavement des régions périphériques

### **32. Objectif stratégique n°2 : Réduction de l'incidence du risque climatique par une meilleure maîtrise de l'eau**

#### **a) Enjeux**

L'agriculture sénégalaise, à l'instar des agricultures soudano-sahéliennes est pluviale, donc aléatoire.

La sécheresse a mis en exergue ce phénomène et révélé son impact sur la production et l'environnement

Pour remédier à cette situation, des actions ont été envisagées dans deux domaines, à savoir :

La maîtrise de l'eau : L'agriculture représente environ 6% des superficies cultivées. Elle est surtout pratiquée dans la région de Saint-Louis et e Casamance. Elle se heurte à plusieurs contraintes du fait de son coût, des difficultés financières, techniques. Toutefois, des programmes et des projets sont en place et devraient permettre de valoriser le potentiel représenté par la mise en service des barrages de Manantali et des ouvrages anti-sel.

#### La préservation et le développement des stratégies traditionnelles de gestion du risque climatique

Parallèlement à la politique de maîtrise de l'eau, une action est engagée pour « récupérer » les stratégies traditionnelles de lutte contre la sécheresse et les intégrer dans la gestion du risque climatique. Elles reposent sur une longue expérience de connaissance et de maîtrise du milieu et portent sur une utilisation adéquate des semences, des sols, de l'espace, des méthodes et techniques culturales etc... dans le cadre d'une approche systématique de l'activité rurale

#### **b) Bilan**

##### La maîtrise de l'eau :

Dès 1981, le Gouvernement a défini une véritable politique de l'eau, mis en place les institutions appropriées et dégagé les ressources humaines et le cadre juridique et réglementaire adéquat, et ceci en collaboration avec les riverains sahéliens. C'est dans cette optique qu'ont été mises en place l'OMVS et l'OMVG pour assurer l'expansion de la culture irriguée et la sécurité alimentaire. Un vaste programme de forages, de développement des points d'eau a été inauguré. Le concours des bailleurs de fonds a été sollicité.

##### *Résultats atteints*

En dépit des investissements consentis, le problème de la maîtrise de l'eau reste entier. Les barrages sont en place pour neutraliser la salinité et l'acidification des sols. De nombreux forages constituent un réseau assez dense de l'espace rural. Des instruments d'alerte rapide sont définis. Peut-être que le



fléau de la sécheresse ne pourra plus revêtir l'ampleur et la dimension connues. Toutefois l'offre est encore en deçà de la demande de maîtrise d'eau.

#### La préservation et le développement des stratégies traditionnelles de gestion du risque climatique

Les autorités gouvernementales et administratives s'associent de plus en plus aux pratiques traditionnelles. Les Universités se livrent à des études permettant de mieux connaître les stratégies et de les évaluer.

Pour circonscrire la crise, les éléments d'une politique de prévention et de thérapeutique se mettent en place. Par exemple, un fonds de calamité, un fonds de garantie sont créés.

Le crédit agricole intègre la crise dans sa gestion des taux d'intérêt.

#### *Résultats atteints*

Malgré la percée dans le domaine de la gestion du risque climatique, les résultats atteints sont encore modestes et sélectifs. Les fonds de garantie concernent surtout l'arachide, donc la culture de rente. Il n'existe pas de système d'assurance.

#### *c) Lignes d'interventions prioritaires*

##### Améliorer la maîtrise de l'eau

##### *Actions en cours toujours pertinentes*

- Projet de Modernisation et d'Intensification Agricole (PMIA)
- Programme de Développement de la Petite Irrigation (PDPI)
- Projet de Développement de la Culture de l'Asperge (DCA)
- Projet de Développement de micro-jardins
- Projet de gestion de l'eau en zone sud (PROGES)
- Etude d'aménagement de la vallée du fleuve Casamance
- Projet d'aménagement de la vallée de Guidel
- Projet d'aménagement de la vallée de Baïla
- Etude du Projet d'aménagement des terres du barrage d'Affiniom.
- Projet des ONG
- Projets de l'hydraulique (Ministère)
- Programme financé par
  - le fonds nordique
  - le CILSS (connaissance de la ressource)
- Meilleure utilisation de l'eau pour atteindre 5000 ha/an
- Bassins versants, retenues collinaires, vallées fossiles
- Micro barrages permettant de maîtriser l'eau et d'impliquer les populations
- Ouvrages de captage de l'eau potable
- Assainissement urbain, rural
- Stockage de l'eau
- Schémas directeurs régionaux d'aménagement hydraulique (SDRAH)
- Plan directeur des ressources en eau
- Bilan hydraulique au niveau de chaque unité de planification
- Intégration des préoccupations environnementales

##### *Actions à améliorer*

- Projet de petites et moyennes entreprises horticoles (PMEH)
- Etude de faisabilité des quatre barrages de Sébi-Ponty, Banthiar, Bargny I et Bargny II
- Aménagement hydroagricoles dans les zones de Médine, Nams, Vélingara, Pakane (Kolda) et édina Djikoye (Fatick)
- Programme d'urgence de lutte anti-sel (PRODULAS)
- Etude sur les contraintes socio-culturelles
- Meilleure connaissance de la ressource hydraulique



Meilleur entretien des ouvrages  
 Meilleure gestion de la ressource  
 Meilleure maîtrise des systèmes d'irrigation  
 Meilleure gestion régionale de la ressource  
 Coopération régionale et internationale (partenariat avec le Maroc par exemple)  
 Réévaluation et amélioration de la politique de l'eau  
 Approvisionnement de Dakar en eau potable  
 Assainissement rural, urbain  
 Désenclavement des zones de production et valorisation des produits

#### *Actions nouvelles*

Désalement des eaux marines  
 Intégration agro-sylvo-pastorale  
 Fonds d'investissement social  
 Lutte contre la pauvreté  
 Planification de la ressource dans l'espace et dans le temps  
 Transfert de la ressource des régions excédentaires vers les régions déficitaires  
 Diminution du coût d'utilisation de la ressource  
 Information et formation en eau  
 Culture de l'eau pour une prise de conscience de l'importance de la ressource et des enjeux  
 Système et mécanisme de gestion régionale de la ressource et des conflits  
 Système de recyclage de la ressource  
 Lutte contre les déperditions par évapotranspiration, érosion  
 Planification de la répartition de la ressource entre les usagers  
 Système de gestion des ressources humaines, matérielles, financières  
 Recharge des nappes phréatiques  
 Système de formation en eau formation académique, sur le tas, recyclage, etc...)  
 Développement intégré (eau – agriculture – élevage – forêt – pêche – industrie – tertiaire...)  
 Développement de l'aquaculture  
 Standardisation des équipements, des ouvrages...  
 Participation des populations locales à l'entretien, aux investissements  
 Participation du secteur privé aux investissements hydrauliques  
 Code rural intégré avec code de l'eau, code foncier,  
 Rentabilisation des investissements Intégration, Formation, Recherche, Développement en eau ;  
 Nuisances, pollutions ;  
 Gestion des conflits

Préserver et développer les stratégies traditionnelles de gestion du risque climatique et mieux intégrer le risque de crise climatique majeure dans les politiques de développement.

#### *Actions en cours toujours pertinentes*

Stratégies d'adaptation des modes et des systèmes de production avec la requête de nouveaux terroirs ;  
 Substitution du niébé et de la pastèque, peu exigeantes en eau, au mil, sorgho et maïs et leur transformation en semoule ;  
 Modification de la division du travail au sein de l'exploitation ;  
 Recherche de revenu extra-agricole (informel) ;  
 Développement de l'émigration de l'exode rural ;  
 Déplacement de villages ;  
 Socio-économie de la sécheresse avec le développement de nouvelles activités.  
 Diversification  
 Association culturelle  
 Jachère  
 Culture sur brûlis

#### *Actions en cours à améliorer*

Vulgariser les techniques traditionnelles de sélections variétales (mil, arachide) ;

Vulgariser les méthodes et techniques culturales de vocations des terres ;  
Exploiter les connaissances en matière animale.

#### *Actions nouvelles*

Soutenir l'expérience initiée en pays sérère en matière d'agriculture intégrée à l'élevage et à la foresterie.  
Valoriser la pratique des cultures associées ;  
Privilégier une approche systématique intégrant les dimensions techniques, socioculturelles (saltigués en pays sérère) ;  
Etablir les cartes variétales en collaboration avec les populations rurales ;  
Développer le potentiel biogénétique et zoogénétique existant ;  
Organiser des séminaires, des forums sur les méthodes traditionnelles ;  
Organiser des associations  
Diffuser les informations  
Donner une base législative, réglementaire et institutionnelle aux stratégies traditionnelles.

### **33. Objectif Stratégique n° 3 : « Développement de la représentation des intérêts du monde rural »**

#### **a) Enjeux**

Malgré la philosophie et l'idéologie politique reposant entre autres sur les concepts de participation, de responsabilisation, d'animation dans le cadre du socialisme africain, le monde rural est marginalisé dans le processus de développement rural. Pour des raisons religieuses, sociologiques, il a toujours fait confiance aux notables et aux autorités en place pour conduire son destin. Cette passivité et cette soumission sont en grande partie responsables de son exploitation.

Afin de faire face à cette situation et d'améliorer les performances de l'agriculture, diverses actions ont été entamées parmi lesquelles on peut citer :

#### L'association des ruraux aux instances techniques et économiques les concernant

Traditionnellement, la recherche et la vulgarisation étaient administrées aux ruraux, qui devaient appliquer passivement les thèmes lourds et légers proposés. Cependant, à partir de 1950, des efforts d'adaptation au terroir ont été notés avec l'apparition des PAPEM (Programme d'Appui et d'Exploitation Multilocal). La sécheresse a déréglé la carte variétale et les formules d'engrais mis en place. Elle a poussé les ruraux à dégager des stratégies de lutte contre la sécheresse et la désertification. Les services techniques leur ont emboîté le pas en consentant à recourir à une assistance technique consensuelle et non directe. C'est dans ce cadre qu'a été créée l'ANCAR (l'Association Nationale de Coopération et d'Assistance aux Ruraux) avec sa stratégie basée sur les visites et la formation. Parallèlement, l'ISRA a adapté ses recherches aux besoins des ruraux.

Les ruraux ont mis en place des structures plus démocratiques facilitant leur participation aux instances de décision dans le domaine économique (fixation des prix, détaxation, etc...).

#### La professionnalisation de l'interface avec le monde rural

Le désengagement de l'Etat devait être l'occasion pour le monde rural de s'impliquer dans le processus de production, transformation, commercialisation, distribution, en accord avec la privatisation et la libéralisation de l'économie.

C'est dans ce cadre qu'il faut situer la mise en place des CNCR (Comité Nationale de Concertation avec les Ruraux). Le partenariat entre les ruraux, les industriels, l'Etat dans une économie contractuelle est un instrument de redynamisation et de promotion de l'économie rurale.

#### **b) Bilan**

#### Associer largement les ruraux aux instances techniques et économiques qui les concernent

##### *Actions et mesures pour atteindre ces objectifs*

Des structures telles que le CNIA (Comité National Interprofessionnel de l'Arachide), le CNCR (le Conseil National de Concertation et de Coordination avec les Ruraux) ont été mises en place et sont soutenues par des projets devant faciliter l'expression et la formalisation des programmes techniques des opérateurs.

Des comités ont été mis en place pour gérer les forages, les moulins. Des pharmacies villageoises existent et même des boutiques communautaires.

La vulgarisation, sous l'égide de l'ANCAR (Agence Nationale d'Assistance aux Ruraux) repose sur le concept de Visit and Training, c'est à dire sur la prise en compte des besoins ruraux et sur leur participation.

Dans le domaine du coton, les APB (Association des Producteurs de Base) sont démocratisées. La recherche n'est pas en reste. Elle dialogue avec les intéressés.

Dans le domaine de l'élevage, on a créé la « Maison de l'Eleveur ».

Les conseils ruraux gèrent les terroirs. On veut les impliquer de plus en plus dans la gestion des ressources naturelles.

La foresterie rurale est un moyen, pour les ruraux, de gérer et d'exploiter les ressources forestières.

Les CER (Centres d'Expansion Rurale) assistent les ruraux dans leurs activités techniques et économiques.

Le CLD (Comité Local de Développement), présidé par le Sous-préfet est le cadre local de planification et de développement des communautés rurales. Le conseil rural est l'instance de gestion de la communauté des villages.

### ***Résultats atteints***

Les structures et les cadres de participation et de responsabilisation sont en place. Reste à les rendre opérationnels et efficaces. Il faut surtout mettre fin à la mentalité d'assister des ruraux et à leur soumission viscérale à l'autorité administrative et religieuse. Cela suppose un comportement de citoyens, conscients de leur mission dans le développement économique et social du pays.

L'analphabétisme est une contrainte majeure.

### **Professionnaliser l'interface avec le monde rural.**

#### ***Actions et mesures pour atteindre ces objectifs***

En dehors des mesures réglementaires et juridiques, des projets sont initiés dans le domaine de la formation de conseillers ruraux, d'animateurs, de membres de GIE, de l'information, de Plans de Développement Communautaire Participatif (PDCP), de l'alphabétisation fonctionnelle.

### ***Résultats effectivement atteints***

Ils sont probants, mais limités par rapport à l'ampleur de la tâche.

#### ***Contraintes***

Les moyens mis en place sont modestes par rapport aux objectifs visés. L'éradication de l'analphabétisme est la condition sine qua non de l'exécution du programme. Il faut aussi reconvertir les mentalités politiques et administratives. L'encadrement traditionnel du monde rural n'est pas préparé à cette évolution, pour ne pas dire révolution. La promotion de jeunes ruraux entrepreneurs peut contribuer à développer et promouvoir l'interface avec le monde rural.

### ***c) Lignes d'interventions prioritaire***

#### **Associer largement les ruraux aux instances techniques et économiques qui les concernent**

##### ***Actions en cours toujours pertinentes***

- . Mise en œuvre du CNIA (Comité National Interprofessionnel de l'Arachide)
- . Mise en place du CNCR (Conseil National de Concertation et de Coordination des Ruraux)
- . Mise en place de comités de gestion villageoises
- . Développement pharmacies villageoises
- . Développement Boutiques communautaires
- . Promotion Maison de l'éleveur
- . Nouvelle conception de la vulgarisation avec l'ANCAR (Agence Nationale d'Assistance aux Ruraux) : visite des producteurs de base.
- . Dynamisation des APB (Association des Producteurs de Base)
- . Dynamisation Conseils Ruraux
- . Développement Foresterie Rurale
- . Dynamisation Centre d'Expansion Rurale
- . Dynamisation CLD (Comité Local de Développement)
- . Développement Alphabétisation fonctionnelle
- . Renforcement Représentativité des élus locaux

- . Promotion de la démocratie locale
- . Promotion des procédures transparentes garantissant le libre choix des électeurs et du contrôle
- . Promotion de la formation des élus en matière de gestion.
- . Renforcement des capacités d'information sur les enjeux de la décentralisation.
- . Favoriser la concertation Etat/ONG/Collectivités.
- . Promotion de l'éducation et la formation professionnelle.
- . Amélioration du système de communication et d'information.

#### *Actions améliorantes*

- . Soutien les actions des structures telles que le CNIA, le CNCR et l'ANCAR, le CNCR, l'ANCAR
- . Améliorer la formation et l'information des ruraux
- . Implication davantage des conseils ruraux
- . Renforcement du processus démocratique
- . Meilleure coordination des actions menées à la base (ONG, Gouvernement)
- . Suivi – évaluation de ces actions
- . Rationalisation de ces actions

#### *Actions nouvelles*

- . Responsabiliser pleinement les collectivités locales dans la gestion des populations et du milieu
- . Décentraliser la gestion
- . Favoriser l'initiative locale
- . Mettre en place des infrastructures sociales et économiques appropriées
- . Impliquer les ruraux dans la définition et l'exécution de la vision de développement économique et social
- . Développer la gestion locale de l'environnement
- . Promouvoir la planification, décentralisation locale
- . Partir de la demande sociale, «économique et technique des ruraux pour définir les politiques, les orientations, les objectifs.
- . Mettre en place les moyens adéquats (humains, matériels, financiers)
- . Développer l'initiative locale

#### Professionnaliser l'interface avec le monde rural.

##### *Actions en cours toujours pertinentes*

- . Impliquer davantage les organisations socio-professionnelles dans la gestion des filières
- . Asseoir leur représentativité.
- . Améliorer leur assise institutionnelle
- . Développer leurs capacités de négociation avec l'Etat, les bailleurs de fonds, le secteur privé
- . Améliorer la formation de leurs responsables
- . Impliquer les groupements féminins, les ONG, les groupements de jeunes
- . Développer la formation et l'information.
- . Créer un environnement institutionnel, juridique, économique et social pertinent

##### *Actions à améliorer*

- . Favoriser l'émergence de syndicats, d'associations de producteurs, de consommateurs
- . Soutenir les actions des structures telles que la CNIA, le CNCR et l'ANCAR.

##### *Actions nouvelles*

- . Responsabiliser pleinement les collectivités locales dans la gestion des projets et du milieu
- . Décentraliser la gestion
- . Favoriser l'initiative locale
- . Mettre en place des infrastructures sociales et économiques appropriées
- . Impliquer les ruraux dans la définition et l'exécution de la vision de développement économique et social
- . Promouvoir la gestion locale de l'environnement

- . Promouvoir la planification, décentralisation locale
- . Partir de la demande sociale, «économique et technique des ruraux pour définir les politiques, les orientations, les objectifs.
- . Mettre en place les moyens adéquats (humains, matériels, financiers) de gestion et de planification
- . Développer les capacités de gestion locale
- . Promouvoir la prise en charge des problèmes ruraux par les ruraux eux-mêmes.
- . Créer une chambre d'agriculture et d'artisanat rural.
- . Promouvoir une culture de l'auto-organisation et de l'auto-gestion sociale.
- . Mettre en place un système de formation à cette auto-organisation et auto-gestion

### **34. Objectif stratégique n°4 : « Freiner la marginalisation des groupes et des régions défavorisées »**

#### **a) Enjeux**

L'économie arachidière coloniale a scindé le Sénégal en Sénégal utile correspondant au Bassin arachidier et Sénégal périphérique. Tous les investissements ont été concentrés dans la première zone et dans le port d'évacuation de la culture de rente, Dakar. Ce profond déséquilibre subsiste toujours, malgré quelques tentations de désenclavement et de mise en valeur des régions marginalisées. La stratégie de développement coloniale n'a pas épargné certains groupes sociaux qui n'étaient pas directement impliqués dans la culture arachidière ou dans l'administration coloniale.

Pour remédier à cette situation, des actions ont été menées dans les directions précitées.

#### Création d'une solidarité favorable à l'intégration des régions les plus défavorisées

Pour valoriser le potentiel des régions périphériques, surtout dans le domaine céréalier, animal, horticole, l'Etat s'est engagé dans une politique de maîtrise de l'eau, de désenclavement et d'unification de marché national. La politique de décentralisation s'inscrit dans ce cadre. Toutefois, force est de reconnaître que, malgré les efforts consentis, les résultats restent mitigés.

#### La lutte contre l'exclusion des familles les plus pauvres

La pauvreté affecte plus de la moitié des Sénégalais. Elle a été aggravée par les politiques d'ajustement structurel suivies par le Gouvernement socialiste, sous la bannière des bailleurs de fonds et des institutions de Breton Woods (BM, FMI). « On ne se nourrit pas de taux de croissance » telle est la réaction ayant entraîné la sanction du Gouvernement socialiste et l'arrivée au pouvoir des partisans de l'Alternance. ce sont surtout les femmes, les enfants, les personnes âgées qui ont payé un lourd tribut à cette orientation quantitative et macro-économique. Les secteurs les plus touchés sont l'habitat, la santé, l'éducation, l'approvisionnement en eau potable c'est à dire la demande sociale.

Pour remédier à cette situation, des actions sont prévues en matière d'accès au crédit populaire et associatif, à la terre, de lutte contre l'analphabétisme, d'alphabétisation fonctionnelle, d'information, de formation, de communication, d'intégration sociale.

#### **b) Bilan**

#### Créer une solidarité favorable à l'intégration des régions les plus défavorisées

##### *Actions et mesures pour atteindre ces objectifs*

La décentralisation des services techniques et économiques doit faciliter la décentralisation administrative. Des cadres de développement tels que le conseil régional de développement, la plan régional, les plans directeurs d'aménagement ont été mis en place.

La fiscalité a été aménagée pour faciliter les compensations. Les infrastructures routières ont permis de connecter les différentes régions et d'unifier l'espace économique national. Un effort particulier a été fait en direction de la région de Saint-Louis.

Les régions de Ziguinchor et de Kolda sont confrontées à l'insécurité, ce qui a retardé ou provoqué le gel de certains projets.

##### *Résultats atteints*

La région de Dakar continue à être le poumon économique du pays. Avec 0,3% environ du territoire national, elle concentre quelques 23% de la population et 90% environ des industries. La décentralisation n'a pas encore réussi à inverser cette tendance.

##### *Contraintes*



La décentralisation et la promotion des régions défavorisées sont handicapées par des contraintes économiques et financières. On n'a pas réussi à créer, au niveau des régions, des pôles de développement structurants et un espace régional attractif. Les investissements n'ont pas été suffisants pour désenclaver certaines régions et créer une dynamique de développement. De plus, les budgets régionaux sont souvent insignifiants et l'assiette fiscale est pratiquement inexistante. Les régions riches ont tendance à s'autofinancer et à creuser l'écart avec les régions pauvres.

### **Lutter contre l'exclusion des familles les plus pauvres.**

#### *Actions et mesures pour atteindre ces objectifs.*

Le développement des soins de santé primaire, l'Initiative de Bamako, l'AGETIP (Agence pour l'Emploi et les Travaux d'intérêt Public), la mise en place des mutuelles d'épargne participent de cette volonté de lutte contre la pauvreté. La promotion et la reconnaissance de l'économie populaire, l'attention portée aux enfants de la rue, la reconnaissance des droits de la femme et des enfants sont des actions et des mesures significatives.

#### *Résultats atteints.*

Ils sont mitigés. Il est difficile de circonscrire le phénomène et d'évaluer les résultats atteints. Le problème est souvent diffus. La solidarité familiale et religieuse est un paravent autrement plus efficace que les mesures gouvernementales. De plus, des solidarités se nouent dans les corporations professionnelles. Le milieu social traditionnel a une capacité d'auto-organisation et de réponse à ces problèmes, en dehors du cadre réglementaire, administratif et politique.

#### *Contraintes.*

Elles se situent sur plusieurs plans. D'abord, les moyens financiers sont limités. Ce secteur n'est pas à rentabilité économique immédiate et n'attire pas les capitaux privés. La mondialisation, avec son cortège d'ajustements sociaux accentue le chômage, la précarité des emplois et la mobilité sociale, économique et géographique. Le secteur agricole n'arrive pas à faire face à la concurrence des pays émergents et nouvellement industrialisés et déverse sur le marché de l'emploi les recalés de la croissance agricole. L'éducation ne touche que 65,5% des enfants de 7 à 12 ans, dont 58,1% de filles. Les parents sont mal informés et peu conscients de la gravité du problème posé par les 600.000 enfants en marge du circuit scolaire et des menaces pesant sur 400.000 d'entre eux.

### **c) Lignes d'interventions prioritaires**

Créer une solidarité favorable à l'intégration des régions les plus défavorisées.

#### *Actions en cours toujours pertinentes*

- Décentralisation institutionnelle, administrative ;
- Décentralisation technique (planification, statistiques etc.) ;
- Décentralisation financières, budgétaire ;
- Régionalisation des politiques ;
- Développement des infrastructures régionales (santé, éducation, communication...) ;
- Aménagement du territoire ;
- Décentralisation des investissements ;
- Politique de promotion et de spécialisation des régions afin de développer et d'exploiter les avantages comparatifs régionaux ;
- Participation des populations et du privé à cette politique ;
- Valorisation des ressources régionales ;
- Développement des échanges intersectoriels et inter régionaux ;
- Développement d'un marché national intégré (libre circulation des personnes, des biens et services, des capitaux) ;
- Mise en place d'un code fiscal et d'investissement incitatif et attractif.
- Meilleure délimitation des rôles respectifs de l'Etat, des collectivités locales, du privé, des Bailleurs de fonds.
- Soutien aux projets en cours tels que :
  - Petits Projets Ruraux (PPR) Phase II
  - Projet de Développement Agricole dans le Département de Matam (PRODAM)



Projet Horticole de Bakel Phase II HORTIBAK II  
 Etude du Programme de « Mise en valeur des zones libérées de l'Onchocercose »  
 Développement de la téléphonie rurale, des langues nationales

*Actions à améliorer*

Décentralisation ;  
 Aménagement du Territoire ;  
 Mise en place des moyens humaines, financiers, matériels ;  
 Investissements régionaux ;  
 Politique volontariste de rééquilibrage des régions ;  
 Utilisation de l'allègement de la Dette

*Actions nouvelles*

pour promouvoir en priorité les zones défavorisées et mettre en place une sorte de plan Marshall pour ces zones.

Lutter contre l'exclusion des familles les plus pauvres

*Actions en cours toujours pertinentes*

Programme et politique de lutte contre la pauvreté.  
 Accès aux soins de santé primaire, à l'éducation, à la formation, à l'information, au crédit, à la terre, aux intrants  
 Politique de population  
 Droits de la femme, de l'enfant, des minorités exclues, des handicapés, des réfugiés, etc...  
 Développement de l'épargne et du crédit populaire.  
 Développement et promotion de l'économie populaire  
 Alphabétisation et formation des opérateurs  
 Association et organisation des marginalisés  
 Sensibilisation, conscientisation, participation, responsabilisation  
 Auto organisation et auto gestion  
 Tribune d'expression, de communication  
 Emergence de GF, PME/PMI  
 Lutte contre le SIDA

*Actions à améliorer*

Politique de lutte contre la pauvreté  
 Politique de promotion de la femme, de l'enfant, des jeunes, des personnes âgées

*Actions nouvelles*

Promouvoir une administration de lutte contre la pauvreté et recycler les agents en service.  
 Représenter les familles pauvres dans les instances de décision (pouvoir local, régional, national)

**35. Objectif stratégique n°5 : « Se préparer à faire face aux défis du long terme, en particulier en développant le capital humain et en aménageant le territoire ».**

**a) Enjeux**

Le développement durable de l'agriculture au sens large suppose l'émergence d'un nouveau type d'exploitant agricole, opérant dans un espace rural porteur, sécurisé par un statut incitatif. Cette mutation repose sur trois actions fondamentales portant sur :

Le développement du capital humain

L'augmentation de la productivité, donc de la production passe nécessairement par le développement de la formation professionnelle et de la santé des producteurs. Cette promotion qualitative du facteur humain sera le gage d'une meilleure appropriation de l'innovation et du progrès technique et d'une insertion optimale dans la mondialisation avec son corollaire de compétitivité, de privatisation et de libéralisation.

### La préparation du territoire et de la société aux défis du 21<sup>e</sup> siècle.

Malgré les prestations et les campagnes des anti-mondialistes, on s'achemine sûrement vers un marché mondial unifié sous l'aiguillon de la révolution dans les domaines de l'information, des télécommunications, de l'intégration régionale. Cette orientation dictée par la superpuissance américaine est endossée par les institutions de Breton et de l'OMC, avalisée par le Japon et l'Union européenne.

Le Gouvernement sénégalais doit inscrire sa politique dans cette mouvance. A cet effet, il devra mettre en place une stratégie d'aménagement du territoire et de réforme de la société pertinente.

L'amélioration du cadre de vie à travers des investissements structurants permettra de contenir l'exode rural. La croissance de l'économie va générer de nouveaux emplois et améliorer les revenus du monde rural. La dynamisation du secteur privé permettra de relancer durablement l'économie, de générer des surplus de production, d'améliorer les procédés de transformation industrielle et d'accroître la fourniture de biens, services et produits manufacturés dont la qualité autorisera un placement sur les marchés extérieurs. Cela permettra la rentrée de devises et l'amélioration de la balance commerciale.

### L'amélioration de la législation foncière et la mise en œuvre d'un plan d'action foncier.

La loi sur le domaine national conçu dans le cadre d'un développement socialiste n'est pas adapté au nouveau contexte de privatisation et de libéralisation de l'économie.

Pour remédier à cette situation, un nouveau code foncier est en phase d'élaboration dans le cadre du code rural afin de sécuriser les investissements, favoriser l'accès à la tenue des groupes défavorisés, augmenter la productivité et la production, promouvoir la protection de l'environnement.

Cela suppose aussi la mise en œuvre d'un plan d'action foncier dans une optique de développement rural intégré agro-sylvo-pastoral, favorisant une gestion de l'espace rural.

### ***b) Bilan***

#### Développer le capital humain.

##### *Actions et mesures pour atteindre ces objectifs.*

Le développement de la coopération avec la République de Chine et avec le Vietnam, sous l'égide de la FAO, vise à favoriser le transfert de technologies simples, peu coûteuses, productives en matière de riziculture, de maraîchage en vue d'améliorer la productivité, la production, les revenus, l'emploi, la compétitivité de l'agriculture sénégalaise, la gestion et la protection de l'environnement. C'est aussi un moyen de lutter contre la pauvreté.

Des micros projets sont financés par des micros crédits. En matière d'éducation les projets ont des volets formation, soins de santé primaires sont de plus en plus diffusés en milieu rural.

#### ***Résultats atteints.***

Le développement du capital est une œuvre de longue haleine et les investissements humains ne sont pas à rentabilité immédiate. Des progrès sont certes enregistrés, mais l'état sanitaire et le niveau d'instruction de la population sont toujours préoccupants.

L'agriculture sénégalaise n'a pas encore retrouvé un niveau de rendement et de productivité significatif. Toutefois, la coopération Sud-Sud suscite de grands espoirs. Les rendements obtenus en riziculture ont atteint 6 tonnes/ha et les revenus sont améliorés.

#### ***Contraintes.***

Il faut démultiplier et étendre la coopération Sud-Sud afin de pérenniser les résultats acquis. La gestion de l'après projet est toujours aléatoire. On peut aussi s'interroger sur la capacité du petit paysan à générer des surplus exportables et à s'équiper pour moderniser son exploitation.

### Préparer le territoire et la société aux défis du 21<sup>e</sup> siècle.

##### *Actions et mesures pour atteindre ces objectifs.*

La politique d'aménagement rural, la mise en place des infrastructures de développement agricole (pistes de production, ouvrages hydrauliques, barrages,...) sont des supports d'un développement sain et durable.

#### ***Résultats atteints***

Dans l'ensemble, les études sont faites. Mais le manque de moyens financiers retarde leur exécution. Les bailleurs de fonds orientent leurs investissements vers le maintien des infrastructures existantes, plutôt que vers leur extension.

#### **Contraintes.**

La principale contrainte est le financement de l'aménagement du territoire. Les investissements en infrastructures sont chers. Le capital existant est en mauvais état et doit être renouvelé. La rentabilité des infrastructures n'est pas assurée par une activité économique conséquente. L'adhésion du secteur privé à cette politique n'est pas encore obtenue.

#### Améliorer la législation foncière et mettre en œuvre un plan d'action foncier.

##### *Actions et mesures pour atteindre ces objectifs.*

La politique d'aménagement du territoire, de décentralisation, de désengagement de l'Etat facilite la mise en place d'une législation foncière et d'un plan d'actions adéquat. Les bailleurs de fonds interviennent dans ce sens.

#### **Résultats atteints.**

Le problème foncier nécessite une solution à long terme à cause des pesanteurs culturelles et sociologiques.

#### **Contraintes.**

La gestion des terres est tributaire des coutumes des différentes ethnies. En pratique, la loi sur le domaine national coexiste avec le mode gestion traditionnel. Dans certaines régions, elle est ignorée.

#### **c) lignes d'interventions prioritaires**

##### Développer le capital humain

##### *Actions en cours toujours pertinentes*

- Projet d'appui à l'entrepreneuriat
- Mise en place de services publics efficaces (santé, éducation, alimentation, communication.
- Elévation du niveau technique et de gestion des agriculteurs ;
- Amélioration de la compétitivité, de la qualité des produits agricoles ;
- Transfert de technologies (coopération sud-sud) ;

##### *Actions à améliorer*

- Appui au projet sénégal-indien
- Mis en place des moyens d'exécution
- Suivi, évaluation, coordination.

##### *Actions nouvelles*

- Actualisation des politiques.

##### Préparer le territoire et la société aux défis du 21<sup>e</sup> siècle

##### *Actions en cours toujours pertinentes*

- Mise en place d'infrastructure sociale adéquate (santé, éducation, alimentation...) ;
- Mise en place d'infrastructure physique appropriée (routes, moyens de communication, TIC) ;
- Projet agro-pastoral de Tivaouane (PAPASTI)
- Compétitivité ;
- Qualité ;
- Capacité d'adaptation à la demande ;
- Avantages comparatifs ;
- Lutte contre la Pauvreté ;
- Mobilisation des énergies (secteurs public, privé, ONG, BF etc.) pour une exploitation efficiente des ressources ;
- Intégration et équilibre régional ;
- Démocratie et transparence ;
- Société de l'information et de la communication.

##### *Actions en cours à améliorer*

- Programme National d'Infrastructures Rurales (PNIR) ;
- Aménagement des Bassins, marigots, espaces des forages, réseau hydrographiques
- Maîtrise de l'eau et de la gestion des infrastructures et des équipements hydro-agricoles.

*Actions nouvelles*

- Mise en place d'une politique prospective intégrée ;
- Politique stratégique de ressources humaines ;
- Vision du développement partagée par les acteurs du Développement (producteurs, consommateurs, PP, BF...).

Améliorer la législation foncière et mettre en œuvre un plan d'action foncier.*Actions en cours toujours pertinentes*

- . mise en place d'un code foncier dans le cadre d'un code rural intégré
- . accès à la terre des groupes défavorisés
- . aménagement et gestion de l'espace rural
- . formation des conseillers ruraux et des partenaires techniques.(CER)

*Action à améliorer*

- . sensibilisation, information, formation sur le foncier
- . gestion intégrée de la terre (agro-sylvo-pastorale)
- . recherche appui à l'amélioration de la législation foncière

*Action nouvelles*

- . mise en place d'un observatoire de la terre avec une politique de suivi-évaluation, coordination
- . politique d'arbitrage entre les divers usagers du sol pour éviter les conflits et les résoudre par la mise en place d'un code juridique, légal, réglementaire, institutionnel adéquat

**36. Objectifs stratégique n°6 : Assurer la sécurité alimentaire****a) Enjeux**

L'agriculture sénégalaise n'assure la couverture des besoins alimentaires du pays que pendant une période de six mois. Il en résulte des importations massives de riz (400 à 500 000T par an) et de blé (100 000T) qui grèvent lourdement le budget du pays et occasionnent de fortes hémorragie de devises, préjudiciables à l'investissements.

Pour faire face à cette situation, la NPA (Nouvelle Politique Agricole) avait accordé une haute priorité à la sécurité alimentaire à 80%. Le PASA (Plan d'Ajustement Structurel Agricole) mis en place au lendemain de la dévaluation de 1994, a confirmé cette orientation.

A cet effet, les actions ci-dessous ont été envisagées :

L'accroissement de l'offre de produits agricoles

Le plan céréalier de 1986 préconise le développement de la production céréalière par un accroissement des cultures pluviales et irriguées. L'extension des superficies emblavées et l'intensification des rendements devraient permettre d'augmenter de façon significative la production. Parallèlement à cette action sur la production, il fallait aussi promouvoir la transformation artisanale, semi-industrielle et industrielle des produits locaux, de leur substitution aux produits importés en encourageant le « consommer sénégalais, en mettant en place un différentiel de prix incitatif, en développant l'information, la formation, le marketing, la publicité et la promotion.

La recherche et la vulgarisation devront appuyer cette action.

L'intensification de la production alimentaire et l'accroissement des exportations.

L'agriculture coloniale avait privilégié la culture de rente arachidière. Après l'indépendance, la culture cotonnière est venue se greffer à la culture de l'oléagineux.

Le progrès technique, les innovations étaient réservés à ces deux cultures qui alimentaient les revenus et les budgets des paysans. Les cultures vivrières pouvaient éventuellement bénéficier des retombées des intrants réservés aux cultures marginalisées, malgré les potentialités qui existaient en Casamance et dans les autres régions périphériques.

La NPA et le PASA ont décidé de développer cette filière en mettant un accent particulier sur l'expansion de l'horticulture et l'accroissement des exportations.

La prise en compte des risques résultant des calamités naturelles.

Le phénomène de sécheresse et de désertification a été un révélateur des risques en cours par l'agriculture pluviale sur le plan économique, social, voire politique.

Pour y pallier des mécanismes et des institutions ont été mise en place. Sur le plan régional, une solidarité s'est tissée entre les pays sahéliens par l'intermédiaires du CILSS avec l'émergence d'une économie sahélienne, afin de minimiser l'impact des calamités.

Sur le plan national, on a assisté à la mise en place du CSA (Commissariat de la Sécurité Alimentaire), du système d'alerte rapide, de magasins villageois, de fonds de calamités.

Les Bailleurs de Fonds et les ONG ont appuyé cette politique à travers le Club du Sahel.

#### ***b) Bilan***

##### Accroître l'offre de produits agricoles

##### *Actions et mesures pour atteindre ces objectifs.*

Trois grands programmes portant sur la sécurité alimentaire, le Système d'Information pour la Sécurité Alimentaire et l'Alerte Rapide (SISAAR), l'augmentation de la production alimentaire d'un montant global de 9,744 milliards ont été mis en chantier. Ils concernent la production végétale, animale, halieutique, maraîchère, etc.... Parallèlement, la politique de valorisation des céréales locales s'inscrit dans le cadre du suivi des engagements pris lors du Sommet Mondial sur l'Alimentation (Rome 1996).

##### ***Résultats atteints.***

La sécurité alimentaire est encore loin d'être réalisée. Les importations de riz continuent à augmenter. Le riz local a un coût de production élevé et n'est pas compétitif sur le marché intérieur. Les rendements du mil sont stationnaires car ils ne bénéficient pas de l'intensification. La culture du maïs ne se développe pas. Dans le domaine animal, les performances en viande et lait sont toujours faibles. Seule la production halieutique suscite quelque espoir.

##### ***Contraintes.***

Les rendements et la productivité agricoles sont toujours faibles du fait du coût élevé des intrants importés. La production céréalière est toujours marginalisée malgré les efforts pour promouvoir le marché intérieur, les échanges inter régionaux, les prix, la transformation, le conditionnement, le stockage

##### Intensifier la production alimentaire et accroître les exportations.

##### *Actions et mesures pour atteindre ces objectifs.*

L'intégration régionale, le désarmement douanier, la suppression de la fiscalité sur les intrants, la libéralisation du commerce intérieur et extérieur s'inscrivent dans la stratégie promotion des exportations et de réduction des importations.

##### ***Résultats atteints.***

Dans le domaine halieutique et maraîcher, les résultats sont favorables et porteurs. La production animale est encore faiblement exportée, mis à part le secteur peaux et cuirs. Les importations de lait pèsent lourdement sur le budget du pays.

##### ***Contraintes.***

L'agriculture est encore extensive. Le secteur animal n'exteriorise pas ses potentialités. Il est encore transhumant. Le secteur halieutique est surtout exploité par l'étranger. Les équipements et les infrastructures sont vétustes, inadaptés. Les aménagements hydro-agricoles ne sont pas efficaces. La maîtrise de l'eau n'est pas assurée. Les marchés extérieurs ne sont pas suffisamment explorés. Il n'y a pas de politique de marketing. Le coût du transport est prohibitif.

##### Assurer la prise en compte des risques résultant des calamités naturelles.

##### *Actions et mesures pour atteindre ces objectifs.*

Le développement des stratégies agricoles, des institutions de prévision météorologique, des systèmes d'alerte rapide, la mise en place du CSA (Commissariat à la Sécurité Alimentaire), des magasins villageois ont concouru à sécuriser la production alimentaire. Les ONG ont apporté leur concours à cette stratégie.

##### ***Résultats atteints.***

Le dispositif de lutte contre les calamités naturelles est en place et a acquis une certaine maîtrise en matière de gestion des calamités naturelles.

##### ***Contraintes.***



Les moyens humains, matériels et financiers en place sont encore faibles par rapport aux risques encourus. Les revenus des ruraux ne permettent pas d'envisager une contribution significative de leur part. Le système est tributaire de la bonne volonté des bailleurs de fonds.

*c) lignes d'interventions prioritaires*

Accroître l'offre de produits agricoles

*Actions en cours toujours pertinentes*

- . Augmentation durable de la production, des surfaces cultivées et surtout des rendements
- . Valorisation de l'appareil de production
- . Maîtrise de l'eau et développement de l'irrigation
- . Lutte contre les pertes, les parasites
- . Meilleure allocation des ressources agricoles
- . Développement rural intégré
- . Développement des agro-industries
- . Efficacité accrue de la formation – Recherche – vulgarisation.
- . Appui au programme pour l'augmentation de la production alimentaire KR2/98
- . Augmentation des investissements privés
- . Meilleure utilisation des résultats de la recherche

*Actions à améliorer*

- . Expansion des actions du programme spécial pour la sécurité alimentaire aux différentes régions et la vulgariser au niveau des populations
- . Meilleure gestion des programmes et des projets
- . Meilleure spécialisation des régions et des terroirs sur la base des avantages comparatifs.

*Actions nouvelles*

- . Observatoire des produits agricoles
- . Marketing, promotion, publicité.
- . Politique de qualité

Intensifier la production alimentaire et accroître les exportations.

*Actions en cours toujours pertinentes*

- . Appuyer le programme spécial pour la sécurité alimentaire
- . Augmenter les rendements et la production des produits vivriers.
- . Promouvoir le « Consommer Sénégalais ».
- . Développer le stockage, le conditionnement et la transformation des produits vivriers et céréaliers
- . Abaisser les coûts de production
- . Améliorer les pistes de production
- . Créer un marché national des produits alimentaires et un marché régional et international.
- . Pratiquer une politique de prix incitatifs
- . Exploiter les avantages comparatifs
- . Améliorer la compétitivité et la qualité des produits alimentaires
- . Favoriser l'accès des femmes à la terre et au crédit
- . Développer les investissements alimentaires privés

*Actions à améliorer*

- . Appuyer le programme spécial pour la sécurité alimentaire.
- . Etendre les actions du programme aux différentes régions et la vulgariser au niveau des populations rurales

*Actions nouvelles*

- . Intéresser l'agro-business à la production vivrière.
- . Observatoire des produits alimentaires et céréaliers

Assurer la prise en compte des risques résultant des calamités naturelles.

*Actions en cours toujours pertinentes*

- . Appuyer l'opérationnalité du système d'information pour la sécurité alimentaire et l'alerte rapide (SISAAR)
- . Développer le fonds de calamité.



- . Sécuriser le pouvoir d'achat des ruraux.
- . Développer la CSA, les magasins villageois

#### *Actions à améliorer*

- . Appuyer les systèmes et les institutions en place

#### *Actions nouvelles*

- . Mener des recherches en vue de ressusciter les systèmes de prévoyance traditionnels.

### **Objectifs stratégique n°7 : « Assurer la protection de l'environnement et une meilleure gestion des ressources naturelles ».**

#### **a) Enjeux**

La culture extensive et itinérante de l'arachide pratiquée en pays oulof s'était traduite par des déboisements massifs ayant enclenché un processus profond de désertification dans le Gandiolais, le Cayor, le Baol. Le front arachidier, parti du Nord du pays, descendait vers le sud au fur et à mesure que les terres étaient épuisées et abandonnées. Du fait de l'accroissement de la population, la jachère était abandonnée. C'est seulement en pays sérère qu'on rencontrait une agriculture intégrée à l'élevage et à la forestière, soucieuse de préserver le patrimoine foncier.

Après l'indépendance, le Gouvernement a mené une politique d'intensification agricole basée sur le recours massif aux engrais et la mécanisation.

Malgré la mise en place d'un Secrétariat d'Etat à la protection de la Nature, les techniques et méthodes culturelles ont fragilisé l'environnement et entamé durablement les ressources naturelles, ainsi que l'a révélé la sécheresse.

Pour redresser cette situation, des actions ont été menées dans les différents domaines des ressources naturelles.

#### Les ressources forestières

Au cours des dernières années, la forêt sénégalaise a subi de multiples agressions du fait de la main de l'homme, de la dent de l'animal, de l'urbanisation, du développement de la faune et de la flore. Plusieurs espèces ont été menacées voire ont disparu, compromettant le capital végétal et génétique du pays.

Le Plan d'Action Forestier mis en place et renouvelé après la conférence de Rio sur l'environnement (1992) devait renverser cette tendance, arrêter ce processus, régénérer la forêt, protéger les espaces les plus menacés, rentabiliser les produits de cueillette, apporter une solution à l'énergie ligneuse.

C'est dans ce cadre qu'a été inaugurée la foresterie rurale avec la participation et la responsabilisation des ruraux dans la défense de leur environnement, dans une optique d'intégration agro-sylvo-pastorale. La mise en place du code forestier a complété le dispositif.

#### Les ressources animales

Le Sénégal compte quelque cinq millions (5) d'ovins et de caprins, 2,5 millions de bovins et plus de 11 millions de volaille. Le capital animal estimé à plus de 100 milliards occupe quelque 30% de la population rurale et fournit 7% du PIB.

Malgré ses potentialités, l'élevage est encore extensif et ses performances sont faibles (moins de 2 litres de lait par vache et par jour). Sa contribution à l'autosuffisance alimentaire est en baisse régulière (lait, viande, œufs). Seuls les peaux et cuirs sont exportés. Les importations de produits animaux (lait et viande) pèsent lourdement sur le budget national.

Pour redynamiser le sous-secteur de l'élevage, une Nouvelle Politique de l'Elevage a été définie. Elle vise essentiellement à assurer l'autosuffisance en produits animaux, à améliorer la productivité, la production, l'emploi, les revenus. Sa stratégie consiste à couvrir les besoins alimentaires, hydrauliques, sanitaires, à gérer rationnellement les parcours, l'espace pastoral. A cet effet, un code pastoral a été élaboré.

Les résultats sont mitigés à cause des contraintes inhérentes au caractère extensif de l'élevage, à la surexploitation des points d'eau, à l'inadaptation de la législation foncière.

#### Les ressources halieutiques

La pêche occupe 50000 pêcheurs, fournit 200.000 emplois pour la pêche artisanale et 15000 emplois pour la pêche industrielle, soit 15% de la population active. Elle contribue pour 2,6% à la formation du PIB total et 11% à celui du secteur primaire. Elle procure 75% des protéines animales des populations

sénégalaises. La consommation moyenne de poisson est de 28kg/habitant/an. La production atteint 500.000 tonnes dont 400.000 tonnes pour la pêche artisanale.

La Nouvelle Politique de la Pêche vise :

Le rééquilibrage de la balance commerciale par l'apport de devises ;

La contribution à l'autosuffisance alimentaire ;

La promotion de l'emploi.

Elle se heurte à de nombreuses contraintes telles que :

La vétusté des équipements ;

L'insuffisance et l'inadaptation des infrastructures ;

Le coût des intrants (essence, gas-oil) ;

La taxation des facteurs de production ;

La concurrence étrangère (Thaïlande, Maroc...) ;

Le manque de crédit ;

La surexploitation des ressources et leur pillage par les bateaux – usines de pêche étrangers (coréens, espagnols) ;

Le caractère artisanal de la pêche ;

La faible productivité ;

Le stockage, la conservation, la transformation, le conditionnement ;

L'insuffisance de l'industrie de froid ;

La formation, l'information ;

Les moyens de transport ;

Les problèmes sanitaires et les normes.

#### Les ressources hydrauliques

Malgré son potentiel hydraulique (4000litres/habitant/jour), le Sénégal est confronté à une répartition irrégulière de ses ressources en eau dans le temps et dans l'espace et aussi à une très grande déperdition. Quelque 80% des eaux pluviales sont évaporées. Les barrages de Diama et de Manantali permettent d'irriguer 240.000 ha, mais à ce jour seuls quelques 70.000ha sont aménagés. Les eaux souterraines ne sont pas complètement mobilisées.

Pourtant, dès 1981, le Sénégal a défini une politique de l'eau et mis en place les institutions destinées à la gérer. Une loi a été votée, mais les décrets d'application n'ont pas suivi.

Des problèmes se posent dans les différents sous-secteurs.

L'hydraulique urbaine est confrontée à l'Approvisionnement en Eau Potable (AEP) de la ville de Dakar. Le projet de Canal du Cayor qui devait résorber le déficit est gelé voire abandonné. L'assainissement n'est pas assuré. La couverture des besoins journaliers (35litres/habitant) n'est pas satisfaite.

Dans le domaine de l'hydraulique rurale, des ouvrages anti-sel ont été construits mais leur gestion et entretien ne sont pas assurés. Il se pose des problèmes techniques, de fonctionnement et les bailleurs de Fonds ne veulent pas financer les investissements, la maintenance et l'entretien.

Beaucoup de forages ne fonctionnent pas, faut de pièces détachées, de carburant etc.

L'hydraulique pastorale est pratiquement confrontée aux mêmes problèmes.

#### Les ressources édaphiques

De part son relief et son climat, le Sénégal dispose d'une grande variété de sols. Cependant ce capital édaphique s'est profondément dégradé sous l'effet de l'agriculture extensive et itinérante, de la salinisation, de l'acidification, des méthodes et techniques cultures, déboisement, feux de brousse, du recul voire de la disparition de la jachère, de la non-intégration agriculture – élevage - forêt.

De plus, le statut foncier n'incite guère à faire des investissements pour améliorer la productivité des sols et assurer la conservation de leur potentiel. La surpopulation humaine et animale accentue la pression sur les terres utiles et enclenche un processus de désertification s'étendant du Nord au Sud du pays. La savane se transforme en désert et la forêt se transforme en savane. L'absence de couvert végétal, l'insolation nuisent à la vie microbienne et entrave le rendement des sols.

Les nouvelles politiques de conservation et de régénération des sols sont surtout axées sur le phosphatage de fonds, la lutte contre la salinisation et l'acidification.

### ***b) Bilan***

#### Améliorer la gestion des ressources forestières.

*Actions et mesures en cours en vue d'atteindre ces objectifs.*

Elles portent sur :

- le reboisement, la protection et la régénération des forêts de gonakié ;
- la mise en défens, la lutte contre les feux de brousse ;
- la recherche de nouvelles sources d'énergies de substitution ;
- la formation, l'éducation à l'environnement ;
- l'aménagement pastoral, le reboisement et le développement de l'agro-foresterie ;
- la construction et la vulgarisation de foyers améliorés ;
- l'utilisation de la meule casamançaise ;
- la fixation des dunes du littoral ;
- la régénération des plantations de filaos, de bambous ;
- le reboisement d'anciennes zones d'exploitation minière.

*Résultats atteints.*

Il s'agit essentiellement de :

- la valorisation des déchets agricoles et agro-industriels en cours ;
- la réussite de la régénération de certaines formations végétales ;
- l'augmentation de la fertilité des sols et l'accroissement de la production dans certaines zones ;
- la diminution de l'exploitation irrationnelle dans certaines zones ;
- l'accroissement de la production des produits de cueillette ;
- la protection des cuvettes maraîchères dans certaines zones.

*contraintes*

ce sont partiellement :

- la non intégration de l'arbre dans les périmètres irrigués ;
- l'importance des feux de brousse ;
- le vieillissement des parcs forestiers ;
- la diminution de la végétation arborée et la réduction de l'approvisionnement de la végétation herbacée (pression forte des exploitations forestières) ;
- les zones d'exploitation minière non remises en état et les conséquences du développement urbain dans certaines formation.

#### Améliorer la gestion des ressources animales.

*Résultats atteints.*

- la couverture sanitaire est satisfaisante ;
- le programme d'aménagement pastoral est exécuté convenablement ;
- la privatisation du secteur suit son cours et les « maisons d'éleveurs » sont en place.

*Contraintes.*

Malgré les résultats significatifs, de nombreuses contraintes demeurent parmi lesquelles on peut signaler notamment :

- la réduction du potentiel de pâturage ;
- l'inadaptation de la législation foncière ;
- la profondeur de la nappe phréatique dans la zone sylvo-pastorale ;
- les aléas climatiques ;
- la surexploitation des pâturages ;
- la mauvaise gestion des points d'eau ;
- le caractère extensif de l'élevage.

#### Améliorer la gestion des ressources halieutiques.

*Actions et mesures pour atteindre ces objectifs.*

Les principales orientations dégagées par le Conseil des Ministres du 5 Août 1993 étaient :

- la gestion et la protection des ressources halieutiques ;

- le renouvellement et la modernisation de l'armement industriel et artisanal, la mise aux normes internationales ;
- la création d'un observatoire économique ;
- le financement du secteur ;
- la sécurité ;
- le renouvellement et la restructuration des unités de production.

Parmi les objectifs opérationnels, on peut citer :

- le développement du système d'information sur les pêches ;
- la défense de l'environnement des ressources et la protection des milieux côtiers et continentaux ;
- l'identification et la caractérisation des scénarios d'exploitation des pêcheries ;
- le développement de modèle de simulation pour l'aide à la décision.

Les résultats attendus sont :

- l'élaboration d'un plan de gestion ;
- la connaissance de modification de l'environnement et des variations de la ressource ;
- l'identification des scénarios d'exploitation optimale des ressources halieutiques ;
- la mise au point d'un outil d'aide à la gestion et à l'aménagement des ressources.

#### *Résultats atteints.*

Les effets de la dévaluation se sont traduits par la rentabilité du secteur, la relance des exportations, la hausse de la production.

La pêche artisanale a enregistré une augmentation des pirogues à moteur, à voile, des pêcheurs, des captures, des activités connexes. La pêche industrielle s'est inscrite dans la tendance générale, avec l'augmentation de la flotte, de l'armement national. Il en a été de même de la pêche étrangère.

#### Améliorer la gestion des ressources hydrauliques

##### *Actions et mesures pour atteindre ces objectifs*

Ces sont surtout :

- le développement de l'hydraulique rurale (approvisionnement en eau potable (AEP), l'assainissement)
- le développement de l'hydraulique agricole (aménagement hydraulique)
- le développement de l'hydraulique pastorale (abreuvements, forages, points d'eau)
- le développement de l'hydraulique urbaine et surtout l'approvisionnement de Dakar en eau potable

#### *Résultats atteints*

- la mise en place des barrages Diama et de Manantali
- le développement des forages, des barrages anti-sel, des points d'eau (2073 forages dont 1500 en exploitation)
- la maîtrise provisoire de l'approvisionnement de la ville Dakar
- une meilleure connaissance des ressources en eau.
- la mise en place d'un code de l'eau

#### *Contraintes*

Elles portent sur :

- la faiblesse et l'irrégularité des pluies
- la difficulté de gestion des barrages
- la profondeur de la nappe phréatique
- la mauvaise gestion des forages par les populations
- les difficultés financières des populations pour investir dans les aménagements
- l'état vétuste des équipements et ouvrages hydrauliques
- la surexploitation des eaux souterraines
- la faiblesse d'écoulement des eaux de surfaces
- l'invasion marine dans les cours d'eau

- la pollution des eaux
- la présence de l'onchocercose dans les zones

#### Améliorer la gestion des ressources édaphiques

##### *Actions et mesures pour atteindre ces objectifs*

Pratiquement, tous les projets et programmes agricoles, forestiers, pastoraux et hydrauliques ont pour dénominateur commun l'amélioration et la gestion rationnelle des ressources en eau.

##### *Résultats atteints*

Les résultats atteints en matière de lutte contre la salinisation, l'acidification sont probants. Mais au niveau de l'exploitation individuelle, le problème est entier.

##### *Contraintes*

Elles ont trait :

- à la péjoration du climat et au processus de désertification
- au caractère extensif de l'agriculture
- à la faible mécanisation et utilisation des intrants
- à la non intégration agro-sylvo-pastorale
- à la faiblesse des revenus des paysans ne permettant pas de dégager une épargne et d'investir dans l'amélioration de la qualité des sols, l'utilisation intensive des intrants, de la mécanisation et la motorisation.
- à la cherté du crédit agricole et à la durée limitée
- à l'absence de diversification des cultures
- aux méthodes culturales utilisées
- au régime foncier qui ne garantit pas la rentabilité et la sécurité des investissements
- à la dégradation des termes de l'échange

#### ***c) Lignes d'interventions prioritaires***

##### Améliorer la gestion des ressources forestières.

##### *Actions en cours toujours pertinentes*

Contribuer au financement de la réalisation du plan d'action foncier

Appuyer les projets relatifs à :

- La régénération des formations forestières
- La mise en œuvre de projets de gestion et d'aménagement des terroirs villageois
- L'élaboration de plans d'aménagement et d'exploitation des mangroves
- La protection des forêts naturelles
- La gestion rationnelle des filaos
- La gestion rationnelle des forêts et le maintien de la diversité biologique

##### Améliorer la gestion des ressources animales.

##### *Actions en cours toujours pertinentes*

Contribuer au financement du programme de gestion intégré des ressources animales et de promotion des systèmes productifs durables

##### *Actions en cours à améliorer*

Appuyer les programmes relatifs à :

- L'exploitation rationnelle des parcours naturels
- L'aménagement des points d'eau pour le bétail
- Le maintien de la diversité biologique
- L'intégration agro-pastorale
- La protection des zones sylvo-pastorales
- L'amélioration de la santé animale
- La politique foncière pastorale

##### Améliorer la gestion des ressources halieutiques.

##### *Actions en cours toujours pertinentes*

Contribuer au financement du plan d'actions de la pêche et de la promotion des ressources naturelles

##### *Actions en cours à améliorer*

Appuyer les programmes relatifs à :



Au développement du système d'information sur les pêches  
 A la défense de l'environnement des ressources et la protection des milieux côtiers et continentaux  
 A l'identification et la caractérisation des scénarios d'exploitation des pêcheries  
 Au développement de modèle de simulation pour l'aide à la décision

#### *Actions nouvelles*

Renouvellement et modernisation de l'armement industriel et artisanal et mise aux normes internationales  
 Renouvellement et restructuration des unités de production  
 Création d'un observatoire économique pour la pêche

#### Améliorer la gestion des ressources hydrauliques.

##### *Actions à améliorer*

Entretenir et renouveler les ouvrages existants  
 Faire fonctionner les forages et les équiper  
 Multiplier les points d'eau  
 Développer l'assainissement  
 Mettre en place des ressources humaines nécessaires surtout au niveau du personnel subalterne

#### Améliorer la gestion des ressources du sol.

Contribuer au financement et au suivi du programme de gestion intégrée des eaux et sols, et de promotion des écosystèmes productifs durables

### **VISION.**

La mise en place d'une agriculture productive, durable, compétitive, saine, rentable et efficiente s'inscrit dans le cadre d'une mutation profonde devant affecter l'environnement et les acteurs du développement rural. Elle suppose une vision partagée des objectifs et de la stratégie conformément au processus Sahel 21.

#### *Les enjeux.*

Ce sont la mondialisation, la régionalisation, la décentralisation, la privatisation, la libéralisation, la compétitivité, la qualité. C'est dans ce cadre qu'on doit inscrire le développement rapide et durable des productions végétales, animales, forestières et hydrauliques.

#### *Les contraintes.*

Les principales contraintes à la réalisation des objectifs de croissance agricole durable sont :

- une production agricole insuffisante, peu diversifiée, de qualité médiocre dans un environnement dégradé ;
- un secteur privé peu dynamique ;
- des dépenses publiques inefficaces ;
- une application insuffisante des mesures de désengagement de l'Etat et l'absence d'un environnement administratif, juridique, judiciaire attractif pour l'investissement privé et favorable à la compétitivité ;
- des infrastructures de communication insuffisantes et mal entretenues ;
- un taux d'analphabétisme élevé et une formation professionnelle insuffisante ;
- un faible niveau d'intégration de l'économie nationale dans l'espace sous-régional.

#### *Les alternatives pour relever les défis.*

Pour lever les contraintes, répondre aux enjeux, l'agriculture devra opérer une profonde mutation se modernisant et rationalisant. Ainsi, elle pourra s'approprier les avancées techniques et technologiques, augmenter sa productivité, dégager des revenus pouvant sécréter une épargne, un investissement. Elle pourra contribuer au redressement de la balance commerciale, à la résorption du chômage, à la préservation de l'environnement, donc à une croissance durable et à l'autosuffisance alimentaire.

#### *Plan d'action pour la réalisation des objectifs*

A court terme (3 à 4 ans).

Il s'agira :

- de relancer la production agricole ;



- d'appuyer les dynamiques d'intensification et d'intégration en matière d'élevage ;
- d'améliorer le cadre économique ;
- de rendre plus efficace le cadre macro-économique ;
- de renforcer la compétitivité du secteur privé ;
- de promouvoir l'intégration sous-régionale ;
- d'améliorer la gestion des ressources naturelles

A moyen terme (4 à 9 ans).

Il s'agira :

- d'assurer une croissance soutenue de la production agricole ;
- d'améliorer les systèmes de communication et d'information ;
- de développer les compétences des élus en matière de gestion.

A long terme.

Il s'agira :

- de contenir la poussée démographique ;
- de ralentir l'exode rural ;
- de promouvoir les exportations sur les marchés extérieurs.

### *Eléments de cette vision.*

La réalisation de cette croissance durable de la production agricole suppose une vision partagée par les partenaires du développement dans un contexte approprié.

L'environnement : Il devra être un support pertinent et efficient de ce développement. Il appartiendra à l'Etat de le créer

Les collectivités locales : Elles devront à leur niveau, créer le terreau propice et en adéquation avec l'environnement national, en fonction de leurs opportunités.

Les producteurs ruraux. Ils devront être informés et formés à l'effet de saisir les opportunités locales et nationales en vue d'une allocation optimale des ressources productives compatibles avec la demande et permettant d'optimiser en même temps la production et la consommation.

Les consommateurs. Ils devront optimiser leurs utilités dans un contexte de transparence, de concurrence et de qualité.

Les opérateurs privés et les institutions ad hoc. Ils devront décrypter les signaux émis par l'offre et la demande et remplir efficacement leurs fonctions dans une dynamique de croissance soutenue et durable.

Les bailleurs de fonds. Ils devront accompagner la mutation agricole, en accord avec les différents partenaires.

La recherche. Elle devra mettre en place des technologies et des innovations compatibles avec les besoins exprimés par la demande nationale et internationale.

Le Conseil Agricole et Rural. Son rôle sera surtout axé sur l'information, la formation, la gestion afin de favoriser l'émergence de vrais entrepreneurs capables de conquérir et de conserver des marchés.

La pluviométrie. Cette contrainte devra être gérée rationnellement afin de neutraliser ses effets négatifs et de mettre en place une agriculture adaptée à l'évolution des isohyètes.

Les ressources naturelles. Leur gestion rationnelle dans une dynamique évolutive des écosystèmes sera le soubassement et la garantie de la Nouvelle Politique Agricole.

La démographie. C'est le moteur de la croissance agricole. A cet effet, la démographie doit être gérée quantitativement et qualitativement afin d'harmoniser l'offre et la demande.

Les marchés national, sous-régional et mondial. Dans une économie ouverte et discrétionnaire, le marché est le stimulant de la production, qui devra répondre à sa demande, à son appel. Dans ces conditions, il faudra disposer d'une information pertinente sur le marché afin de s'incruster dans les créneaux porteurs et rentables en fonction des avantages comparatifs.

#### IV PRIORITE 4 : « ASSURER LA CROISSANCE ET LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE »

Cette priorité se compose de deux (2) objectifs stratégiques, eux-mêmes constitués de huit (8) objectifs opérationnels.

##### **41. 1<sup>er</sup> objectif stratégique : Assurer la relance des performances des secteurs productifs.**

###### *Analyse situationnelle (bilan et enjeux).*

Pour l'agriculture, on se reportera à la priorité 3 pour plus de détails, mais on retiendra que ce secteur traverse des difficultés depuis deux (2) décennies, avec une baisse de sa contribution en PIB qui est passée de 18,8% en 1960/1986 à 11% entre 1987 et 1993.

Pour ce secteur, les enjeux se situent à la résorption du déficit de la production agricole et la promotion des exportations agricoles.

Pour l'élevage, sa contribution au PIB est d'environ 7,3% et ses enjeux concernent la croissance des effectifs en bovins et petits ruminants, tout comme la poursuite de l'élevage intensif par la recherche.

Pour la pêche qui occupe le 1<sup>er</sup> rang en terme de recettes d'exportations du Sénégal, ses enjeux concernent le renforcement des activités de surveillance et de contrôle des opérations de pêche, la valorisation maximale des ressources, la qualification des professionnels et la restauration des ressources dans la perspective d'une gestion durable.

Pour les mines, après avoir occupé une place de choix dans les recettes d'exportation, elles ont connu une période de déclin mais l'existence de ressources énergétiques et minières très variées situe les enjeux dans l'encouragement à la création de sociétés de recherche et d'exploitation pétrolière, ainsi que le renforcement de la valeur ajoutée des produits phosphatiers, sans oublier l'étude d'impact des activités minières sur l'environnement.

Pour le secteur de l'énergie, le Sénégal fait face à deux problèmes majeurs que sont une consommation élevée de charbon de bois (61% du bilan énergétique national) et une dépendance vis à vis des importations de pétrole.

Les enjeux sont relatifs à l'indexation des prix des produits pétroliers sur les cours mondiaux, le renouvellement des équipements du sous-secteur de l'électricité, la rationalisation de l'exploitation de la filière charbon de bois et l'accroissement de l'offre en électricité.

Pour l'industrie, malgré des potentialités liées au contexte de la dévaluation du FCFA, et après avoir occupé le ¼ du PIB, elle atteint à peine les 10% actuellement.

Les enjeux du secteur sont liés à ceux du développement du secteur privé qui passe par un soutien accru au PME/PMI et une intégration des structures de promotion au sein d'un organe unique, l'Agence de Promotion des Investissements (API).

Mais cet objectif stratégique ne peut être efficace sans l'amélioration de la compétitivité du secteur secondaire qui suppose une réelle liberté d'entreprise, la suppression des conventions spéciales ou protocoles d'accord.

##### **42. 2<sup>e</sup> objectif stratégique : Développer et renforcer les secteurs d'appui à la production.**

###### *Analyse situationnelle (bilan et enjeux)*

Le secteur tertiaire a vu sa contribution au PIB passer de 47,8% en 1984 à 49,1% en 1993. Cette hausse très faible est liée notamment à l'évolution défavorable du secteur des transports.

C'est pourquoi les enjeux se ramènent pour le secteur des transports à la poursuite du PST II qui a démarré en 1999 et qui incorpore un aspect très important, le transport rural.

Pour les télécommunications, un investissement massif y a été réalisé en 1985/1989, ce qui a permis de contribuer de manière significative à l'efficacité des services, tout en accroissant l'importance de l'infrastructure. Les enjeux concernent la libéralisation du secteur et surtout le développement de la téléphonie rurale qui reste son maillon faible.

Pour le secteur eau, les sécheresses cycliques ont provoqué la baisse des nappes phréatiques avec comme conséquence le tarissement des puits et la remontée de la langue salée à l'intérieur des terres.

Des programmes de gestion et de maintenance des infrastructures ont été initiés de même que pour l'hydraulique agricole la politique des barrages a été entreprise.

Les enjeux se situent donc dans la prise en charge de la gestion technique et économique des ouvrages.

La recherche/développement qui est encore financée pour 68% par des ressources extérieures est bloquée par le manque de mécanisme d'optimisation des ressources internes et de stimulation de la participation du secteur privé.

Les enjeux du sous-secteur concernent la restructuration de l'outil de recherche afin d'intégrer les activités sectorielles notamment agricoles, une meilleure adaptation du statut du chercheur, le développement endogène des moyens de la recherche, l'amélioration du cadre juridique, une meilleure valorisation de l'innovation technologique et l'étude des comportements des populations par rapport aux innovations technologiques pour un souci de cohérence.

L'environnement juridique et fiscal a constitué durant de nombreuses années un goulot d'étranglement pour l'investissement et le climat des affaires, c'est pourquoi, il s'agit maintenant de renforcer l'indépendance de la justice, de poursuivre et de renforcer les mesures de suppression des monopoles et des protections et surtout accélérer l'allègement des procédures judiciaires, administratives et réglementaires.

Le secteur de commercialisation qui a été libéralisé situe les enjeux au niveau de l'approvisionnement permanent de l'ensemble du pays en produits de toutes sortes, la suppression de la réglementation administrative des prix, la promotion de l'hygiène dans le commerce de détail des produits alimentaires.

Enfin le développement et le renforcement de l'information et la promotion de la communication sociale doivent être au cœur de cette priorité et leurs enjeux concernent, la diversification de la presse, le développement de la presse privée, la sensibilisation des populations afin d'obtenir leur adhésion aux changements préconisés par les Autorités et le développement des langues nationales.

L'analyse situationnelle ainsi présentée englobe pour chaque objectif stratégique, les objectifs sous-adjacents que sont :

Pour le 1<sup>er</sup> : - amélioration des performances du secteur primaire

- promotion des activités du secteur secondaire (Mines, Energie, Industrie) ;
- amélioration de la compétitivité du secteur secondaire.

Pour le 2<sup>e</sup> : - le développement et le renforcement des infrastructures physiques (transports, énergie, eau et télécommunications) ;

- le développement et le renforcement de la recherche/développement ;
- le développement et le renforcement de l'environnement juridique et fiscal ;
- et le développement et le renforcement de l'information et la promotion de la communication sociale.

Les interventions prioritaires pour cette priorité 4 portent notamment :

#### **Sur le 1<sup>er</sup> objectif stratégique :**

Pour le volet agriculture, on se reportera à la priorité 3 où les données sont plus développées.

Pour l'élevage la priorité est le développement de la pratique d'embouche ovine et bovine.

Pour la pêche : amélioration de la sécurité par l'adoption des équipements et la restructuration du département des pêches.

Pour les mines, la priorité concerne l'étude d'impact des activités sur l'environnement.

Pour l'industrie, il a été créé l'Agence Nationale de Promotion des Investissements et des Grands Travaux tout récemment. On attend les actions concrètes dans le sens d'une harmonisation des structures de promotion du secteur.

Pour les problèmes de compétitivité, la réflexion est en cours par le canal du GRCC (Groupe de Réflexion sur la croissance et la compétitivité) et l'Unité de Politique Economique (UPE) du Ministère des Finances.

### **Pour le 2<sup>e</sup> objectif stratégique**

Le volet infrastructures est confié au PST II et la priorité concerne surtout la création de comités de gestion de l'électricité rurale à l'image de l'eau.

L'Etat du Sénégal après la dissolution de la Caisse de Péréquation et de Stabilisation des Prix a mis en place une cellule de surveillance et de gestion du marché du riz. Cette structure qui traverse des difficultés, mérite en priorité que son action soit étendue aux autres produits de grande consommation faisant l'objet d'importation (oignon, pomme de terre, etc.).

Tout comme dans le cadre du développement et du renforcement de l'information et la promotion de la communication sociale, il convient que les activités des réseaux (journalistes, femmes, jeunes etc...) soient poursuivies.

## V. PRIORITE 5 : CONSTRUIRE UN ESPACE SAHELIEEN PLUS SOUDE ET OUVERT SUR L'AFRIQUE ET SUR LE MONDE »

Depuis que les pays africains ont recouvré leur souveraineté politique, ils n'ont eu de cesse de consentir beaucoup de sacrifice afin de mettre en place de nouveaux ordres politiques et économiques. Il s'agit en d'autres termes, pour les pays africains, de substituer à l'ancien ordre un nouvel ordre des choses. La tâche est titanesque car elle suppose le développement qui est un processus non linéaire et complexe, dont l'accomplissement exige en plus d'un horizon temporel très long, une grande détermination, une conviction sans faille et un courage à toutes épreuves. Dorénavant, l'Afrique doit seule, décider de son orientation politique, de son sort et de son ordre économique.

C'est dans ce cadre qu'il faut situer la priorité adoptée par les sociétés sahéliennes qui recommandent la mise en œuvre d'une politique d'intégration économique des pays de la Sous région, expression de leur refus du sous-développement, de la pauvreté et de la misère.

Le choix de la priorité 5 est parti du constat suivant : échec relatif des tentatives d'intégration régionale dans la CEDEAO, faibles intensités des relations inter-régionales voire recul de la coopération régionale lors de la mise en œuvre des politiques de stabilisation et d'ajustement structurel dans la plupart des pays. Nous examinons successivement :

- le Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO ;
- la problématique de la citoyenneté sahélienne. Elle sera abordée sous deux angles. Aussi bien la CEDEAO que l'UEMOA ont mis en œuvre des programmes et projets relatifs à la libre circulation des personnes, des biens et des services, dans tous les territoires de leurs pays membres.
- L'harmonisation des politiques macro-économiques. Bien que la stabilité macro-économique soit utile, elle a tout de même un caractère partiel, ce qui fait qu'elle ne permet pas de faire face aux graves déséquilibres macro-économiques. L'harmonisation prévoit notamment une procédure de surveillance multilatérale basée sur un ensemble d'indicateurs, qui tend à faciliter la convergence des politiques économiques, la réalisation d'un marché unique et la définition des politiques communes de développement.
- Les programmes et projets relatifs à la construction d'un marché commun unifié dans la région ouest africaine. On verra dans quelle mesure le Sénégal a appliqué les divers directives et règlements adoptés par la CEDEAO et l'UEMOA.

Il reste entendu que la création d'une union douanière considérée comme un des préalables essentiels à l'institution d'un marché unique y sera abordée. Ceci permettra de mesurer le chemin qui reste à faire pour la mise en œuvre effective du marché commun.

- L'harmonisation des législations fiscales. Il s'agit d'une question essentielle dans le processus de création d'un marché commun. On fera le point sur le processus d'harmonisation.
- La question liée à l'harmonisation des politiques sectorielles sera également traitée par rapport aux programmes des deux OIG. Il convient de noter que concernant les programmes d'harmonisation des politiques sectorielles, on en est toujours au stade des vœux pieux !

### Cadre d'objectif de la priorité 5

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
251. Créer une monnaie unique	2511. Assurer une politique monétaire commune (banque centrale, monnaie unique) 2512 Harmoniser les politiques macro-économiques (politique budgétaire et fiscale)
252. Promouvoir la citoyenneté sahélienne	2521 Assurer la libre circulation des personnes (le droit d'établissement, passeport sahélien)
Construire un marché commun unifié	2531 Assurer une union douanière (circulation des biens et des capitaux (TEC) 2532 Harmoniser les politiques sectorielles 2533 Harmoniser les politiques fiscales



## 5.1. Objectif stratégique n°1 : créer une monnaie commune

### a) Enjeux :

C'est en mars 1963 que le principe d'une coopération monétaire à l'échelle du continent africain sous la forme de compensation au sein d'une union de paiements a été posé à Addis Abéba par la Commission Economique pour l'Afrique.

Il a fallu attendre Avril 1986 pour voir les instances de la CEDEAO présenter un projet de création d'une Banque centrale de l'Afrique de l'Ouest à qui les Etats membres pourraient confier le privilège de l'émission d'une monnaie commune sur leur territoires.

### b) Le bilan :

Il importe de rappeler l'appartenance du Sénégal aux deux Organisations Intergouvernementales (OIG), localisées en Afrique de l'Ouest. il s'agit de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et de l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (Uemoa).

Toutes deux, ont pour ultime objectif, la création d'une Union Economique de l'Afrique de l'Ouest, prélude à l'Union Economique du Continent.

La sous-région composée des pays membres de la Cedeao se caractérise par un commerce intra-régional insignifiant et une situation économique peu reluisante.

Il faut, en outre signaler l'existence d'une pléthore de monnaies aux fortunes diverses. Il est dénombré 8 monnaies pour 14 pays membres de la Cedeao, ce qui rend difficile de favoriser les échanges dans un tel contexte.

Beaucoup d'efforts ont été déployés par la Cedeao mais sans succès jusqu'ici. En effet, la chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest, mise sur pied pour permettre de dénouer les transactions financières, a dû être liquidée en 1993.

### c) Les perspectives

En mai 1995, la 17<sup>e</sup> réunion des gouverneurs des Banques centrales de la Communauté avait fixé à mai 1996 le règlement des arriérés dus à la défunte Chambre et la mise en place du fonds de crédit et de garantie sans oublier la ratification du protocole de création de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (Amao).

### 5.1.1. Objectif opérationnel : Assurer une politique monétaire commune (Banque centrale, monnaie unique)

#### a) Les enjeux :

Le programme de coopération monétaire de la Cedeao vise à moyen et long termes la convertibilité des monnaies africaines et la création d'une monnaie unique.

#### b) Le bilan :

L'objectif annoncé, en 1980, au Sommet Banjul, en Gambie de disposer d'une Banque centrale et d'une monnaie communes en 1994, n'a pas été atteint.

Les ajustements des taux de change dans le cadre des programmes d'ajustement structurel ont contribué à l'équilibre de ces taux favorisant ainsi la convertibilité des opérations du compte courant de la plupart des Etats membres. Pour le court terme, les instances de décision de la Communauté ont invité tous les Etats membres à éliminer toutes les barrières non tarifaires à caractère monétaire. La chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest (CCBO) avait été créée, entre autres, pour faciliter l'utilisation des monnaies locales dans les transactions commerciales en Afrique de l'Ouest. L'organisation a été transformée en Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (Amao) qui est une institution de la Cedeao chargée de la conduite de la politique monétaire.

Le Sénégal a pour ce qui le concerne éliminé toutes les barrières tarifaires de nature monétaire et en tant que membre de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), il n'accuse aucun retard auprès de la CCAO.

#### c) Les perspectives

Depuis la réunion de Dakar, les 4 et 5 mai 2000, pour la Cedeao, la création d'une monnaie unique ne relève plus du rêve impossible. Et pour cause, les étapes qui y sont été arrêtées sont réalistes. Il s'agit



d'abord de créer une seconde zone monétaire commune aux non membres de la zone franc. Il s'agit d'un projet en trois phases qui devraient conduire à cette monnaie unique convertible pour la Cedeao, le 1<sup>er</sup> /01/2004.

Ce projet permettra une redynamisation du mécanisme de compensation de produits éligibles et dernière phase, la fixation irrévocable des parités et la création de la Banque centrale unique.

**d) Les lignes d'intervention prioritaires**

- Poursuivre la mise en œuvre de la composante animation du processus d'intégration . Il est à cet effet nécessaire d'utiliser les divers relais existants (Groupements de femmes de jeunes, les médias, les communicateurs traditionnels, pour inculquer à la société civile et à l'ensemble de la population, les informations relatives aux enjeux de l'intégration régionale) ;
- Renforcer les capacités techniques des services du Ministère de l'Intégration Africaine ;
- Accroître les moyens logistiques et humains de ce même département.

**5.1.2. Objectif opérationnel : Harmoniser les politiques macro-économiques**

**a) Les enjeux :**

La réalisation des objectifs fondamentaux aussi bien de la Cedeao que de l'Uemoa implique une accélération de la convergence des finances et des politiques des Etats membres. Il s'agit d'accomplir beaucoup d'efforts pour assurer la compétitivité des économies dans le contexte de mondialisation économique et financière et relancer la croissance pour insérer les économies nationales dans l'économie mondiale.

**b) Le Bilan**

la réalisation de l'intégration économique suppose pour les Etats membres de l'Uemoa et de la Cedeao une parfaite harmonisation de leurs économies. Pour ce faire, ces deux communautés ont défini un certain nombre d'objectifs quantitatifs à respecter rigoureusement en matière de croissance, d'inflation, de finances publiques. Ces critères normatifs servent de référence à la convergence des politiques budgétaires dans l'optique de leur mise en cohérence avec la politique monétaire commune et constituent le fondement du dispositif de surveillance multilatérale.

Les deux institutions ont adopté des critères de premier et de second rang

**i) Critère de premier rang**

l'Uemoa et la Cedeao, ont chacune des critères de premier rang qui sont des critères opérationnels

**ii) Ratio de solde budgétaire**

**Uemoa**

Ratio de solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal doit être supérieur à zéro.

**Inflation**

Taux d'inflation annuel :  
3% maximum

**Cedeao**

Ratio déficit budgétaire hors dons/PIB (base engagements) inférieur ou égal à 4% en l'an 2002.

taux d'inflation : 5% maximum d'ici l'an 2003.

**Ratio de l'ensemble de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal**

Inférieur à 70% du PIB

pas de Critères

**Financement du déficit budgétaire de la Banque centrale**

0% en l'an 2002

10% des recettes fiscales de l'année précédente

**Variation des arriérés intérieurs et extérieurs**

Apurement des arriérés intérieurs :  
Critère de premier rang.

Apurement des arriérés intérieurs  
critère de 2<sup>e</sup> rang.

**Réserves brutes**

pas de critères.

égales ou supérieures à 6 mois d'importations.

**Les critères de second rang****Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales**

inférieur ou égal à 35%.

inférieur ou égal à 35%.

**Ratio des investissements publics financés sur ressources intérieures rapportés aux recettes fiscales.**

égal ou supérieur à 20%.

égal ou supérieur à 20%.

**Taux de pression fiscale**

supérieur ou égal ou à 17%

supérieur ou égal ou à 20%

**Ration de déficit courant**

inférieur ou égal à 5% PIB

pas de critères.

**Taux de change réel**

pas de critères.

Stabilité de taux de change réel

**Taux d'intérêt réel**

pas de critères : toutefois le critère

de l'inflation retenu règle le problème

positif

Dans le cadre de la surveillance multilatérale instituée par la Cedeao, le Sénégal a pu respecter les critères de convergence macro-économiques ci après :

- Le ratio déficit budgétaire/PIB
- Le taux d'inflation inférieure à 3%
- La stabilité du taux de change
- L'institution de la TVA au titre de l'harmonisation de la fiscalité intérieure.

Quant aux résultats acquis au niveau de l'UEMOA, ils sont très satisfaisants.

En 1998, le Sénégal a amélioré de façon significative la presque totalité des indicateurs budgétaires de la convergence macro-économique de l'Union par rapport à l'année 97.

Ceci est également valable pour l'investissement public financé sur ressources intérieures, même si la progression à 17,9% des recettes fiscales (plus de 3 points de plus) reste insuffisante pour la norme. Le solde primaire de base s'est établi à 24,2%, soit 8 points au dessous de la norme. Il est toutefois en recul de plus de 4 points par rapport à 1997.

En plus, le Sénégal n'a pas accumulé d'arriérés de paiement ni intérieurs ni extérieurs, et aura par contre remboursé 2,7 milliards au titre de sa dette extérieure.

Au niveau de la population, la richesse réelle dégagée par le pays a crû de 5,7% en 1998, par rapport à 1997, dans un contexte d'inflation maintenue à 1,1% en 1998, largement en deçà du plafond défini par l'Union.

**c) Les perspectives**

Au titre des horizons de mise en œuvre des programmes de convergence de l'Uemoa et de la Cedeao

**Uemoa****Cedeao**

2002

2003

La Commission des politiques économiques et sectorielles communes chargée d'harmoniser les programmes de l'Uemoa et de la Cedeao pourrait examiner les points de divergence soulevés.

Au titre du dispositif de collecte et de traitement des données statistiques, la compétence des comités nationaux de politique économique de l'Uemoa pourrait être étendue à tous les pays de la Cedeao. Les Comités nationaux seront créés dans les autres pays de la Cedeao non membres de l'Uemoa.

Actuellement, les deux institutions sont en train d'élaborer des méthodologies de calcul des agrégats macro-économiques.

A cet égard, il est nécessaire que l'Uemoa et la Cedeao harmonisent le cadre juridique, comptable et statistique des finances publiques des Etats membres dans le cadre de deux institutions.

**d) Les lignes d'intervention prioritaires**

- ✓ Application effective, des directives communautaires afférentes à l'harmonisation du cadre juridique, comptable, statistique des finances publiques ;
- ✓ Accélération de la réhabilitation de l'appareil statistique en vue d'assurer la production régulière de statistiques fiables et comparables nécessaires au suivi de la convergence des performances et des politiques économiques ;
- ✓ La poursuite persévérante des efforts visant la gestion transparente des finances publiques ;
- ✓ La mise en œuvre dans les délais prescrits, des dispositions du pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité entre les Etats membres.
- ✓ Mettre en place une cellule de coordination des programmes de la Cedeao et de l'Uemoa en vue d'éviter les chevauchements et les duplications dans leur mise en œuvre.

**5.2. Objectif stratégique n°2 : Promouvoir la citoyenneté sahéenne**

**a) Les enjeux :**

Ils sont liés à la réalisation de l'unité régionale qui suppose qu'à l'intérieur des communautés créées, les personnes, les marchandises et les services arrivent à circuler librement. C'est dans ce sens que le protocole sur la libre circulation des personnes a été adopté par la conférence des Chefs d'Etat de gouvernement, il comprend entre autres, les dispositions suivantes :

- abolition des visas et permis d'entrée;
- institution d'un carnet de voyage CEDEAO ;
- institution d'un formulaire harmonisé d'immigration et d'émigration CEDEAO ;
- création de comité de suivi des programmes de la liberté de circulation des personnes et de transport ;
- établissement de la carte brune d'assurance automobile.

**b) Bilan**

Le Sénégal a aboli les visas et permis d'entrée pour les citoyens de la communauté, créé le Comité de suivi des programmes de la libre circulation des personnes et de transport. Il a en outre établi la carte brune d'assurance automobile et ratifié le protocole sur le prélèvement communautaire.

Par contre, le Sénégal n'a pas encore institué le carnet de voyage Cedeao ni le formulaire harmonisé d'immigration et d'émigration.

**c) Les perspectives**

Bien que tous les Etats membres aient aboli les visas et permis d'entrée, il est néanmoins constaté l'existence dans presque tous les pays de nombreux postes de contrôle et les citoyens de la communauté sont victimes de tracasseries administratives.

Les Etats membres doivent prendre, les dispositions nécessaires en vue de créer et d'assurer un meilleur fonctionnement des comités nationaux. Il serait également souhaitable que chaque Comité national se réunisse au moins une fois par trimestre afin de pouvoir assurer un suivi correct.

**5.2.1. Objectif opérationnel : Assurer la libre circulation des personnes (le droit d'établissement, passeport sahéen)**

**a) Les enjeux :**

Ils concernent pour les ressortissants des communautés, la liberté de circulation qui comprend celle de se déplacer à l'intérieur des territoires des autres Etats membres et celle d'y choisir sa résidence dans les mêmes conditions que les ressortissants de ces pays.

L'ultime accord prévu par le protocole de la Cedeao relatif à la libre circulation des personnes entre les Etats membres, c'est le droit d'établissement qui comprend entre autre, l'accès aux activités non salariées et leur exercice.

**b) Bilan**

Le bilan de l'exécution de ce programme par le Sénégal est plus que satisfaisant si on exceptait le fait que les autorités gouvernementales n'ont pas encore institué le carnet de voyage Cedeao ni le formulaire harmonisé d'immigration et d'émigration

**c) Les perspectives**

Elles concernent essentiellement pour le gouvernement sénégalais d'une part, l'institution du carnet de voyage Cedeao et d'adoption du formulaire harmonisé d'immigration et d'émigration d'autre part.

**d) Les lignes d'intervention prioritaires**

- Uniformiser la couleur, le format et la qualité des carnets de voyage Cedeao ;
- Utiliser systématiquement les carnets de voyage Cedeao à la place du passeport national ;
- Tenir des réunions régulières des Responsables des Comités nationaux avec les Ministères de l'Intérieur et de la Sécurité des Etats pour examiner tous les problèmes qui se posent à l'institution du carnet de voyage Cedeao et du formulaire harmonisé d'immigration et les autres problèmes connexes du programme d'immigration de la Cedeao ;
- Eliminer les procédures rigides aux frontières et moderniser les procédures à travers l'utilisation d'appareils de lecture des passeports ;
- Animer le processus d'intégration à travers le renforcement du Comité National – Renforcer ses capacités de communication et son dynamisme dans ses rapports avec la société civile ;
- Abolir le permis de résidence pour tous les citoyens de la Communauté ;
- Instaurer un système de visa multi-pays (type Schengen) ;
- Faire une publicité conséquente et efficace du carnet de voyage Cedeao (installation de guichets spéciaux dans les aéroports, les ports pour les formalités de ressortissants de la Cedeao), mener une campagne de sensibilisation et d'information rigoureuse et bien programmée en direction des citoyens du pays sur leur droit ;
- Mettre en œuvre la convention sur le TRIE/Cedeao en organisant des séminaires en faveur des commerçants, des transitaires et de la société civile.

**53. Objectif stratégique n°3 : Construire un marché commun unifié**

**a) Les enjeux**

Il convient de rappeler que c'est suite à la nécessité de faire face à la nouvelle donne de l'environnement international fortement marqué par de profondes mutations caractérisées par le processus de la mondialisation et à la stagnation économique des pays de la région que la CEDEAO et l'UEMOA ont été créées.

Il s'agit, pour les Etats de la région de tout mettre en œuvre en vue d'atteindre une croissance économique forte et rapide, suffisamment diversifiée et durable, afin d'atteindre une indépendance minimale vis à vis de l'extérieur.

En effet, le commerce intra-régional reste très faible, soit environs 11% du commerce total, d'où la nécessité de l'intégration des marchés qui passe par la libéralisation des échanges, l'établissement d'un tarif extérieur commun et requiert un degré élevé d'harmonisation des politiques économiques et financières.

**b) Le bilan**

Avant de faire un bilan de l'exécution de l'objectif stratégique commun aux deux OIG régionales et relatif à la construction d'un marché commun unifié, il sied de rappeler quels ont été leurs objectifs respectifs.

La CEDEAO avait par décision (décision A/Dec.1/5/83) mis en place un schéma unique de libéralisation du commerce.

L'objectif visé par le programme de libéralisation des échanges de la CEDEAO est d'établir progressivement au cours d'une période de 15 ans à partir de sa mise en application c'est à dire le 1<sup>er</sup> janvier 1990 une union douanière entre les Etats membres de la communauté. Cette union douanière implique :

- ✓ l'élimination totale des droits et taxes d'effet équivalent ;
- ✓ l'élimination des obstacles non tarifaires ;

✓ l'établissement d'un Tarif Extérieur Commun (TEC).

Le traité de l'UEMOA prévoit pour sa part l'établissement d'un marché unique à l'intérieur duquel les biens, les services, les personnes et les capitaux circulent librement. Pour cela, les droits de douane ainsi que les restrictions quantitatives dans leurs échanges vont être supprimés, des règles communes de concurrence vont être instituées et un Tarif Extérieur Commun (TEC) et une politique commerciale commune dans leurs relations avec les pays tiers adoptés.

Au titre du budget prévisionnel de compensation, destiné à rembourser une partie de des pertes de recettes douanières subies par les Etats membres, du fait de la libéralisation des échanges intra-CEDEAO, seul le Bénin qui applique le SLE a introduit une demande de remboursement.

De façon générale, il faut noter que le programme de libéralisation des échanges n'est pas encore opérationnel. Cette situation est essentiellement due à la non impression des documents douaniers harmonisés par certains Etats membres, la non élimination des barrières tarifaires et le manque d'information des opérateurs économiques sur le schéma de libéralisation des échanges (SLE) de la CEDEAO.

L'UEMOA, pour sa part, a une grande longueur d'avance sur la CEDEAO, pour avoir institué depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2000 un marché commun.

### *c) Les perspectives*

Dans le cadre de l'évaluation du SLE, la 38<sup>ème</sup> réunion de la Commission du Commerce, des Douanes et l'Immigration, des questions monétaires et de paiements élargie à la réunion des responsables des cellules nationales, a fait des recommandations pertinentes susceptibles d'améliorer le fonctionnement du schéma. Ces recommandations portent sur les règles d'origine, la liste des produits du crû et de l'artisanat traditionnel, la procédure d'agrément, le désarmement tarifaire, la compensation des pertes de recettes douanières et les missions de sensibilisation et d'information sur le schéma.

## **531. Objectif opérationnel : Assurer une union douanière (libre circulation des biens et des capitaux, TEC)**

### *a) Les enjeux*

Pour les Etats de la sous-région, la réponse qui leur permettrait de vaincre les enjeux de l'enclavement ou de l'étroitesse de leur marché, devrait consister en une constitution de blocs régionaux allant au delà des élans idéologiques d'unité des peuples vers des espaces économiques et financiers marqués par un libre échange et une harmonisation des politiques économiques.

### *b) Le bilan*

Dans le cadre des mesures d'accompagnement du SLE de la CEDEAO, les instruments douaniers et statistiques tels que les certificats d'origine, la nomenclature douanière et statistique (SH), la déclaration en douane ont été harmonisés. En outre, il a été adopté un protocole sur le transit routier Inter-Etats (TRIE) et un système de caution de la garantie des opérations de transit.

Le Sénégal a imprimé et mis en œuvre les documents douaniers harmonisés tels que les certificats d'origine, la nomenclature douanière, la déclaration en douane. Toutefois, le Sénégal n'a pas mis en œuvre le carnet de transit (TRIE) bien qu'il ait désigné la caution nationale de garantie des opérations de transit.

Application du prélèvement communautaire de 0,5% et du versement de son produit dans un compte du Secrétariat Exécutif domicilié à la Banque Centrale.

Le Sénégal a éliminé les barrières tarifaires au titre du SLE concernant les produits du crû mais pas celles concernant les produits industriels. En outre, notre pays doit le montant de 97.481 UC à acquitter au titre du budget prévisionnel de compensation.

Le Sénégal doit 900.000.000 FCFA et 1.800.000.000 francs au Fonds de la CEDEAO, ce qui fait un total de 2.700.000.000 FCFA.

Toutefois, ordre a été donné à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), qui gère le compte, de payer 700.000.000 FCFA au Secrétariat Exécutif de la CEDEAO et 660.000.000 FCFA au Fonds de la CEDEAO d'ici le 31/12/2000.

Pour ce qui concerne l'UEMOA, les résultats atteints par le Sénégal dans le cadre de la mise en œuvre de l'Union douanière sont satisfaisants, il s'agit de :



- ✗ application d'un régime préférentiel transitoire, notifié dans l'acte additionnel N°04/96 du 10 mai 1996 ;
- ✗ agrément au régime de la taxe préférentielle communautaire (TPC) depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1996, de plus de 200 produits industriels fabriqués par près de 50 entreprises sénégalaises,
- ✗ la compensation des moins-values de recettes causées par le régime préférentiel ; c'est dans ce cadre qu'un fonds de compensation créé en juillet 1998 a déjà versé les premiers montants compensatoires aux Etats ;
- ✗ rationalisation et allègement des fiscalités de porte mise en œuvre en vue de l'harmonisation des droits de douane ;
- ✗ exonération de tous droits et taxes d'entrée au Sénégal des produits du crû et l'artisanat traditionnel ;
- ✗ les produits industriels agréés bénéficient de TPC avec une réduction de 80% sur les droits d'entrée au Sénégal, tandis que les produits non agréés avantagés d'une réduction de 5% ;
- ✗ application du Prélèvement Communautaire de 0,5% et du Versement de son produit dans un compte du Secrétariat Exécutif domicilié à la Banque Centrale
- ✗ mise en place d'un dispositif complémentaire de taxation ;
- ✗ taxe dégressive de protection, taxes conjoncturelles à l'importation ;
- ✗ taxe sur la valeur de références ;
- ✗ mise en place d'un fonds « structurel », il s'agit de fonds appelé « d'appui à l'intégration régionale », prélevé à partir d'une taxe de 0,5%, appelée le PCS (le Prélèvement Communautaire de Solidarité) ;
- ✗ dans le cadre du TEC qui est entré en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000, les importateurs sénégalais devront acquitter :
  - ✗ un droit de douane applicable en fonction de la nature des produits ;
  - ✗ une redevance statistique de 1% et un prélèvement communautaire de 1% ;
  - ✗ le timbre douanier a été supprimé.

### c) les perspectives

Les considérations suivantes concernent la CEDEAO plus particulièrement

Pour réaliser de façon effective la zone de libre échange de la CEDEAO, les mesures suivantes doivent être prises :

- la liste des produits industriels doit être publiée et mise à la disposition de tous les postes de douane à l'entrée des pays ;
- des directives doivent être données aux services de douane par les ministères des finances afin qu'ils appliquent immédiatement un taux de douane zéro (0) sur les produits industriels agréés et sur les produits du crû et de l'artisanat ;
- les agents des services de douane des pays membres doivent se réunir au plus tard le 20 avril 2000 en vue de définir la documentation requise pour les produits dont la valeur est inférieure ou égale à 500 \$ ;
- un programme de sensibilisation intensif sur la zone du libre échange doit être mené pour éduquer les opérateurs économiques, les douaniers, les agences concernées et les consommateurs ;
- la convention sur le transit routier inter-Etat CDEAO (TRIE) des marchandises doit faire l'objet d'une application immédiate ;
- le Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO doit être adopté et mis en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Pour faciliter la libéralisation des échanges intra-communautaires, il est nécessaire de disposer d'un mécanisme fiable de compensation des pertes de recettes douanières, ce qui garantirait la participation effective de tous les Etats membres à la libéralisation des échanges. A cet égard, les mesures suivantes doivent être prises :

- application immédiate par tous les Etats membres des dispositions du régime de plein droit du protocole sur le prélèvement communautaire afin d'en faire un fonds de solidarité à la disposition de tous les pays, indépendamment du niveau de leurs contributions au budget de compensation ou de leurs pertes de recettes ;
- versement dans les délais requis des produits du prélèvement dans les comptes ouverts à cet effet par le Secrétariat Exécutif.

#### *d) Les lignes d'intervention prioritaires*

La réalisation des objectifs de la CEDEAO et par conséquent la matérialisation de l'engagement des Etats membres passent par un soutien à la base des programmes d'intégration régionale. D'où la nécessité d'impliquer les populations et les opérateurs économique dans le processus d'intégration régionale. Cette implication passe par la sensibilisation des acteurs du développement sur les programmes d'intégration régionale, grâce entre autres aux actions suivantes:

- mise en évidence des avantages des programmes prioritaires par l'organisation de séminaires sur les bénéfices de l'intégration.
- organisation des campagnes de publicité notamment dans les médias pour sensibiliser le public.
- Implantation de panneaux publicitaires aux frontières et aux autres endroits pour rappeler les droits et les devoirs des citoyens de la communauté en ce qui concerne la libre circulation des personnes.

Le Sénégal doit engager les actions nécessaires pour sensibiliser les opérateurs économiques et le public sur les programmes de la CEDEAO grâce à l'organisation régulière de séminaires ou ateliers pour présenter les avantages et les bénéfices (avec des exemples concrets) que les acteurs au développement peuvent tirer de l'intégration et organiser des campagnes de publicité soutenues pour sensibiliser le public.

### **2532. Objectif opérationnel : Harmoniser les politiques sectorielles**

#### *a) Les enjeux*

Pour les pays membres des deux communautés, il s'agit de réaliser une intégration économique harmonieuse par le biais d'une intégration sectorielle réussie dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, des mines, des transports, des communications et des ressources humaines.

- Harmoniser les marchés et politiques d'industrialisation ainsi que les plans de développement économiques y compris aussi celle des instruments de promotion (code des investissements par exemple);
- promouvoir des entreprises et des projets moteurs ou d'appui notamment dans les domaines prioritaires de l'activité économique (partenariat sud-sud);
- transformer la planification de la structure de production régionale aux fins d'une complémentarité intersectorielle et inter-étatique fondée sur des dotations en ressources et sur l'optimisation des investissements, intensification de la coopération en matière de développement et d'utilisation des ressources énergétiques conventionnelles et alternatives de la région.

#### *b) Le bilan*

Cet objectif est réellement le parent pauvre des programmes d'intégration économique des deux OIG. Aussi, ne sommes nous pas en mesure de citer des résultats satisfaisants dans ce domaine. Il est néanmoins utile de noter que les Chefs d'Etats ont encouragé à l'occasion de leur conférence tenue à LOME le 8/12/1999 la commission à accélérer la définition des politiques sectorielles. En attendant le démarrage effectif de la politique agricole commune, un accord de 4 millions de dollars sera signé entre l'Union et la FAO dans le cadre du programme de développement pour la sécurité alimentaire; la politique industrielle commune a été aussi adoptée par la conférence des chefs d'Etats. Un appui de 80 millions d'écus de l'Union Européenne est en instance de signature.

### *c) Les perspectives*

Les pays membres des deux communautés se sont engagés de réaliser une intégration économique dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, des mines, des transports, des communications et des ressources humaines.

### *d) Les lignes d'intervention prioritaires*

- Libéraliser complètement les circuits d'échange
- libéraliser totalement les circuits d'échanges;
- harmoniser les prix des produits agricoles;
- Créer des bourses de céréales;
- Encourager le transfert des produits de zones excédentaires vers les zones déficitaires avant toute importation (mettre en place des mesures concertées de protection, donc d'un marché régional);
- maîtriser mieux les coûts réglementaires des activités industrielles.
- Réaliser le volet " énergie de l'OMVS";
- Réaliser le volet " navigation de l'OMVS";
- Promouvoir le développement économique équilibré des différentes régions de l'Union;
- Promouvoir le développement des exportations;
- Créer un grand marché régional concurrentiel;
- Développer les échanges et le partenariat ( bourse de sous traitance);
- Eclairer la compétitivité réelle dans les filières textile, tabac, sucre et minoterie.

## **2533. Objectif opérationnel : Harmoniser les législations budgétaires et fiscales**

### *a) Les enjeux*

L'harmonisation des législations nationales en matière fiscale, vise à renforcer l'Union douanière en vue de la création d'un marché régional, qui favorisera une meilleure allocation des ressources, facilitera la libre circulation des biens et des services entre les Etats membres et assurera plus d'équité entre les entreprises productrices et entre les consommateurs à l'intérieur de l'Union.

L'organisation de la fiscalité intérieure porte notamment, sur la rationalisation de la fiscalité par :

- la généralisation de la taxe sur la valeur ajoutée(TVA),
- le réexamen dans une perspective sous-régionale de la fiscalité pétrolière
- et l'élargissement de l'assiette par la fiscalisation du secteur informel.

### *b) Le bilan*

- Application de la TVA en substitution des taxes sur le chiffre d'affaires ;
- Application d'un seuil minimum d'imposition pour les Entreprises de négoce ou assimilées selon leur chiffre d'affaires ;
- Application d'un taux d'imposition. Le Sénégal applique un système à deux taux d'imposition (taux normal : entre 15 et 20%) ; taux réduit : 10 et 11%) ;
- Entrée en vigueur de l'OHADA ;
- Mise en œuvre du code CIMA ;

### *c) Les perspectives*

Les perspectives d'une bonne harmonisation des législations budgétaires et fiscales suppose que des solutions adéquates soient apportées aux points ci-dessous :

- Pour cause de différence de législations internes (code des impôts, code des investissements, conventions particulières et textes divers), des exonérations et exemptions de TVA sont des faits courants. En effet tous ces régimes de faveur entraînent de substantiels abaisséments de recettes de TVA, d'autant plus qu'ils peuvent être utilisés pour soustraire frauduleusement à la taxation des biens et services sans rapport avec leur objet. Ils génèrent en outre, d'importantes distorsions de concurrence entre les opérateurs.
- Alternance des effets de la généralisation de la TVA du fait de l'exclusion des entreprises réalisant un chiffre d'affaires inférieur au seuil d'imposition ;

- Existence de différentes structures des taux de TVA entraînant leur disparité : les deux systèmes d'impositions sont :
  - a) Un système à taux unique entre 17 et 18% ;
  - b) Un système de taux multiples(cf Sénégal)
- En matière de droit d'assises (impôts indirects appliqués à certains produits spécifiques), ils sont appliqués différemment selon les pays. Il est constaté une forte disparité au niveau des produits taxés, utilisation de différents taux ;
- La fiscalité appliquée aux produits pétroliers se caractérise par sa complexité et son hétérogénéité. "Cette situation résulte en particulier de l'application des textes spécifiques divers et de la fixation dans certains cas, des prix publics par des autorités.

#### *d) Les lignes d'intervention prioritaires*

- définir une liste commune et limitée de biens ou services exonérés et de limiter strictement les exemptions afin d'en assurer le contrôle ;
- il urge d'adopter un taux unique des droits d'assises pour tous les pays membres ;

Dans le but de gommer les disparités existantes au niveau des produits taxés, des taux utilisés, il s'avère nécessaire que les Etats membres s'accordent sur une liste commune de produits à taxer en utilisant au lieu des taux spécifiques, des taux ad valorem. En tout état de cause, les importations et les productions locales seraient traitées de la même manière ;

Instituer une grande simplification du système de taxation des produits pétroliers actuellement en vigueur dans les Etats compte tenu de la politique des prix pratiqués individuellement par les pays, des prix internationaux, des coûts de revient et des contraintes budgétaires.

## **VI. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE**

La mise en œuvre des Programmes d'Interventions Prioritaires ( PIP) doit se faire dans une concertation entre l'Etat, les Bailleurs de Fonds, les ONG et les Bénéficiaires. Afin de développer les synergies et éviter des déperditions de Fonds et d'énergie, il faudrait, pour chaque programme, définir le plan de financement et répartir les financements entre les acteurs.

Pour chaque programme, en plus de l'Etat, il faut désigner un Bailleur de Fonds Leader, qui est celui qui est le plus impliqué dans ce domaine de coopération. La FAO jouera le rôle de coordonnateur des projets et des interventions.

Un mécanisme de suivi-évaluation, de contrôle devra être mis en place pour assurer l'exécution des PIP dans la transparence et dans l'efficacité. La communication, l'information, la concertation seront les principaux instruments de pilotage de ces PIP. Sans l'intervention la participation et la responsabilisation des populations-cibles, les PIP ne refléteront pas la vision des populations pour un Sahel 21. C'est pourquoi, un accent particulier devra être mis sur la sensibilisation, l'éducation, la formation des populations aux objectifs et à la stratégie Sahel 21. Ce travail de base constituera l'élément fondamental du succès de l'exécution du Programme Sahel 21

## **ANNEXES**



(millions de FCFA)

**Priorité 1 : Asseoir le développement du Sahel sur une politique volontariste de promotion des ressources humaines**

Objectifs opérationnels	Actions proposées	Chronologie					
		2001	2002	2003	2004	2005	2006 à 2010
Favoriser l'accès aux soins primaires pour tous, en particulier pour la mère et l'enfant	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Construction et équipement de nouveaux postes de santé et rénovation de PE.	450	450	650	650	650	1550
	Construction de maternités rurales	250	250	250	350	350	1400
	Renforcement de la participation communautaire à la gestion de la santé	100	100	100	100	50	250
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Renforcement de l'initiative de Bamako	250	250	250	250	250	1000
	Mise en œuvre des actions de plaidoyer en direction des laboratoires, des bailleurs de fonds et des Gouvernements du CILSS pour la subvention de la tritérapie	170	170	170	170	170	680
	Programme d'informations des ménages sur les moyens de prévention et e traitement du paludisme	140	140	140	140	140	560
	Programme d'information des femmes sur leur droit en matière de santé reproductive	80	80	80	80	80	200
Assainissement de l'environnement juridique et réglementaire du secteur de la santé par des réformes	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	<b>Ratification des textes visant à promouvoir la recherche, la fabrication, la distribution des médicaments, de même que la multiplication des laboratoires d'analyse, biologiques jusque dans les régions périphériques ;</b>	40	40	40	40	40	160
	<b>Adopter un statut autonome pour la pharmacie nationale d'approvisionnement et accroître les moyens logistiques pour la diffusion des médicaments jusque dans les zones enclavées ;</b>	20	20	20	20	-	-
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Favoriser une application intégrale des textes de la réforme hospitalière.	20	20	20	20	20	20
Développement des ressources humaines	Améliorer le cadre juridique et institutionnel des mutuelles et comités de santé, ainsi que des IPM	50	50	50	50	-	-
	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Mise en œuvre du plan national de formation du personnel de santé ; renforcement du recrutement de personnel par les collectivités locales et les comités de santé.	350	350	350	350	350	3150
		-	-	-	-	-	-
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Recrutement par l'Etat de 250 agents par an. entre 1996 et 2002	-	-	-	-	-	-
	<b>Actions nouvelles</b>						
	Procéder à un large recrutement du personnel de santé et un meilleur redéploiement dans l'espace	30	30	30	30	30	30
	Multiplier des actions d'amélioration de la formation du personnel de santé (séminaires, stages...)	120	120	120	120	120	600

Objectifs opérationnels	Actions proposées	Chronologie					
		2001	2002	2003	2004	2005	2006 à 2010
Accroissement des performances des programmes de santé de la reproduction	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Renforcement de la formation continue du personnel en santé de la reproduction	30	30	30	30	30	120
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Appui à amélioration de la qualité des prestations en SR	30	30	30	30	30	120
	Renforcement des activités IEC auprès des populations-cibles.	70	70	70	70	70	280
Renforcement du contrôle des maladies endémiques et de la surveillance épidémiologique	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Meilleure organisation et l'accroissement de la performance du SIG (Système d'Information à des fins de gestion)	30	30	30	30	30	120
	<b>Actions nouvelles</b>						
	Jumeler au système de surveillance épidémiologique un système d'information efficace qui permette de saisir rapidement les autorités médicale depuis les zones rurale les plus enclavées.)	30	30	30	30	30	120
Promotion des mesures de protection individuelle et collective par l'hygiène et l'assainissement	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Réalisation de technologies appropriées à moindre coût notamment par la promotion des latrines, de puisards, de Canaries à robinet, et aussi, par la mise en place de filières de ramassage, de traitement et de transformation des ordures ménagères.	40	40	40	40	40	200
	Intégration des activités des différents intervenants du sous-secteur de l'hygiène et de l'assainissement par le développement d'une collaboration plus étroite avec les municipalités, les ONG et les bailleurs de fonds..	30	30	30	30	30	120
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Renforcement des capacités d'intervention du service d'hygiène aux différents échelons de la pyramide (du niveau national au niveau départemental)	90	90	90	90	90	360
	<b>Actions nouvelles</b>						
	l'accroissement du personnel d'hygiène	PM	-	-	-	-	-
	l'amélioration de la formation de ce personnel par des séminaires et stages de recyclage, etc.	50	50	50	50	50	200
Mise en place d'un programme IEC	à assurer une meilleure répartition dans l'espace du personnel d'hygiène	30	30	30	30	30	120
	l'accroissement d la collaboration entre service d'hygiène et service d'assainissement	30	30	30	30	30	120
	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Appui institutionnel au Service National d'Education pour la Santé et dotation en moyen matériel et logistique	80	80	80	80	80	320
	accroissement des ressources financières allouées au programme IEC santé	40	40	40	40	40	160

Objectifs opérationnels	Actions proposées	Chronologie					
		2001	2002	2003	2004	2005	2006
Promouvoir la pharmacopée traditionnelle	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Appui à l'organisation des tradipraticiens (déjà initiée par le projet PROMETRA).	30	30	30	30	30	120
	Séminaires d'information des tradipraticiens sur les programmes prioritaires concernant notamment la mise en œuvre d'une collaboration en complémentarité entre la médecine moderne et la médecine traditionnelle.	50	50	50	50	50	200
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Appui aux programmes de supervision des centres de médecine traditionnelle.	30	30	30	30	30	150
	Appui à la généralisation de tels centres dans toutes les régions.						
Développement de la recherche opérationnelle	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Mise en place de ces deux comités (un comité scientifique et un comité d'éthique)	20	20	20	-	-	-
	Mise en place d'un fond d'impulsion spécifique pour la recherche opérationnelle en santé ayant entre autre objectif la valorisation des atouts de la pharmacopée traditionnelle	100	100	100	100	100	400
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Impulsion de l'opérationnalité du SIG pour la mise à disposition des utilisateurs, de données actualisées.	30	30	30	30	30	150
Vulgariser l'alphabétisation fonctionnelle en langues nationales	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	aider au financement de post-alphabétisation ; c'est à dire au financement des micro-projets présentés par les apprenants à la fin de leur formation	200	200	200	200	200	1000
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Accroissement de la qualité et la pertinence des apprentissages	50	50	50	50	50	250
	Renforcement de la démarche partenariale déjà engagée	30	30	30	30	30	120
	Promouvoir un environnement lettré en langue nationale	30	30	30	30	30	120
	Mise en place d'un cadre réglementaire de suivi et d'évaluation des expériences d'ECB en cours ;	30	30	30	30	30	120
	Elaboration d'un programme d'appui à la conception et à la gestion des ECB ;	20	20	20	20	20	100
	Elaboration d'un programme d'accompagnement pédagogique des ECB ;	20	20	20	20	20	100
	A assurer aux ECB les ressources nécessaires à leur développement ;	20	20	20	20	20	100
	Suivi administratif et financier des ECB.	20	20	20	20	20	100
	<b>Actions nouvelles</b>						
	Introduction de l'éducation environnementale dans les ECB en vue d'accroître leur efficacité	100	100	100	100	100	400

Renforcer la scolarisation en particulier des filles	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>					
	Renforcement et amélioration de la politique des ressources humaines (cf recrutement des volontaires) ;	PM	-	-	-	-
	Elargissement de la carte scolaire ; construire plus de classes ;	350	350	350	350	1400
	Renforcement des infrastructures et équipements ;	200	200	200	200	800
	<b>Actions en cours à améliorer</b>					
	activités d'I.E.C. en vue de sensibiliser au mieux les populations encore réfractaires, réduction des taux d'abandon des élèves, surtout en milieu rural	40 -	40 -	40 -	40 -	40 -
Développer la formation professionnelle	<b>Actions nouvelles</b>					
	Diversification des sources de financement de l'école dans la perspective de réduction du coût unitaire de formation, surtout en milieu rural	30	30	30	30	30
	Soutien aux écoles privées et communautaires dans la perspective d'élargir l'accès à l'éducation	PM	-	-	-	-
	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>					
	Adéquation entre formation et emploi, en réactualisant et en renforçant la connaissance des thèmes en se rapprochant du secteur privé (signature de protocoles et de conventions) ;	30 40	30 40	30 40	30 40	120 160
	formation de personnels d'encadrement et d'inspection ;	PM	-	-	-	-
	Contrôle des enseignements et des enseignants ;	30	30	30	30	-
	Formation à l'utilisation de l'outil informatique pour faciliter les intercommunications entre les structures de formation des formateurs.	20	20	20	20	-
	Associer les bénéficiaires à la détermination des objectifs de formation pour réduire les cas de désintéressement et pour une participation plus effective.	20	20	20	20	20
	Développement de la formation dans les entreprises, à partir d'une bonne sensibilisation et de signatures de protocoles et de conventions ;	PM	-	-	-	-
	<b>Actions en cours à améliorer</b>					
	Révision du statut des lycées techniques pour y intégrer des formations professionnelles ;	30	30	30	30	150
	Ouverture de BTS, BT, BEP, CAP dans de nouvelles filières porteuses ;	30	30	30	30	150
	Révision des statuts des CETF, CIH, CPA etc. pour leur permettre d'accueillir de nouvelles formations diplômantes ; en fonction des besoins du marché du travail	30	30	30	30	150
	Finalisation de la restructuration des centres nationaux de formation des techniciens	30	30	30	30	150
	<b>Actions nouvelles</b>					
	Varier les contenus des enseignements des écoles de formation existantes en fonction des besoins du marché de l'emploi. Eviter de former toujours les mêmes profils quand le marché du travail en devient saturé.	50	50	50	50	250

Améliorer l'enseignement supérieur	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Renforcement de l'enseignement des Sciences appliquées	100	100	100	100	100	100
	Renforcement de la gestion et du financement public et privé de l'enseignement supérieur	60	60	60	60	60	60
Améliorer le cadre de vie en milieu urbain et rural	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Préservation de nos forêts par une plus sévère réglementation contre l'exploitations anarchique des forêts	40	40	40	40	40	160
	Vulgarisation de l'utilisation des foyers améliorés	30	30	30	30	30	120
	Vulgarisation des autres formes d'énergie de substitution au bois et charbon de bois : gaz, kérosène, brique de biomasse	50	50	50	50	50	250
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Accroissement du niveau de participation des femmes à la gestion des ressources naturelles ;	30	30	30	30	30	150
	Mieux faire connaître aux populations le code de l'eau	20	20	20	20	-	-
	Appuyer davantage la politique des branchements sociaux d'eau potable et d'assainissement au profit des populations déshéritées	100	100	100	100	100	500
	encourager davantage la création, la gestion et l'exploitation des bois de village par les groupements de femmes	50	50	50	50	50	250
	<b>Actions nouvelles : Généralisation de l'éducation environnementale dans les écoles</b>						
	Organiser et financer la formation d'un nombre significatif de maîtres en EE ;	200	200	200	200	200	1000
	Mise en place d'une structure indépendante (ONG ou agence d'exécution) qui assurerait la généralisation et la pérennisation de l'EE en prenant la relève du PFIE ou alors trouver un autre financement pour la poursuite des activités du PFIE	200	200	200	200	200	1000
	<b>Installation des membres de l'équipe dans la Cellule de Pilotage (CP) du Comité National d'Education Environnementale (CNEE) prévu dans le cadre institutionnel défini dans la Stratégie Nationale d'Education Environnementale</b>	-	-	-	-	-	-
	Adoption rapide par le Gouvernement de la Stratégie Nationale d'Education Environnementale qui vient d'être validée, en vue de son application ;	PM	-	-	-	-	-
	Négociation avec l'UNSO pour le lancement du PSE2 (Programme Sahélien d'Education dans le cycle secondaire	PM	-	-	-	-	-



Promouvoir la politique de population	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>					
	prise en compte des préoccupations des régions par rapport au contexte de la décentralisation dans l'affinement du cadre conceptuel de la politique de population	200	200	200	-	-
	Elaboration du 3 <sup>ème</sup> PAIP dans le domaine de la population					
	Accroissement des moyens en vue de l'intégration généralisée de l'Education à la Vie familiale parallèlement à l'éducation environnementale dans les programmes d'éducation, des écoles élémentaires et moyennes.	300	300	300	300	1000
	<b>Actions en cours à améliorer</b>					
Encourager et améliorer la productivité de l'économie populaire	Accroissements des actions de promotion des personnes du 3 <sup>ème</sup> âge qui s'avèrent être les parents pauvres des actions engagées	30	30	30	30	150
	Mise en place une banque de données en matière de population et développement et créer parallèlement un centre de documentation	100	100	100	100	-
	<b>Actions nouvelles</b>					
	Implication des micro-entreprises dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'assistance ;	100	100	100	100	400
	Sensibilisation et implication des micro-entreprises	30	30	30	30	120
	définition des objectifs d'assistance en vue de l'accroissement de leur productivité	30	30	30	30	120
	Définition d'une stratégie de mise en œuvre du programme d'assistance	50	50	50	50	50
	Renforcement du rôle des ONG et des cabinets d'études dans l'appui aux micro-entreprises					
	dégagement d'une ligne budgétaire pour le financement de l'appui des ONG et cabinet d'études pour la réalisation d'études, techniques et de marché, élaboration de dossiers de demande de financement, l'intermédiation et le suivi	250	250	250	250	500
	poursuite et renforcement de la mise en place des lignes de crédit adaptées	100	100	100	100	500
	Sensibilisation des bailleurs de fonds et mise en place d'un organisme chargé de gérer le programme	200	200	200	200	1000
	Renforcement du programme d'amélioration de la productivité du travail des femmes (cf. Plan d'Action National de la Femme)	150	150	150	150	1750
	Promotion et développement des activités génératrices de revenus					
	lancement et financement d'études sur les secteurs porteurs et l'identification d'activités génératrices de valeur ajoutée	80	80	80	80	400
	réorientation de certaines micro-entreprises dans de nouvelles activités plus rémunératrices (notamment réorientation de certaines micro-entreprises de réparations vers des activités de production	90	90	90	90	360

Assurer la promotion des groupes défavorisés	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Contribution à l'insertion économique et sociale des handicapés	80	80	80	80	80	400
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Meilleure prise en compte des besoins des handicapés	20	20	20	20	20	100
	Accroissement de l'accès des handicapés aux écoles spécialisées	60	60	60	60	60	300
Mettre en place un programme national de lutte contre la pauvreté	Accroître le quota de femmes dans les instances de règlement de conflits et favoriser leur implication dans les actions humanitaires, surtout les instances de décision.	PM	-	-	-	-	-
	<b>Actions nouvelles</b>						
	Renforcement de la coopération locale et internationale - et appui aux initiatives des ONG et de la société civile dans ce secteur (parcs de jeux, centres de loisirs avec du matériel ludique, bibliothèques dans les quartiers, colonies de vacances, etc...	40	40	40	40	40	200
	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Contribution du CILSS au renforcement du programme eu égard son importance dans le cadre de la promotion des ressources humaines notamment en ce qui concerne les projets productifs propres à assurer une amélioration des conditions socio-économiques des bénéficiaires.	300	300	300	300	300	1500
Revaloriser les rôles, statuts, droits et devoirs des femmes et des jeunes	<b>Actions en cours encore pertinentes</b>						
	Renforcer la communication entre l'Etat et la jeunesse	PM	-	-	-	-	-
	Appui à la révision des textes de lois et règlements en vue d'assurer l'égalité des droits entre les hommes et femmes dans l'accès à la prise de décision	30	30	30	-	-	-
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Doter le parlement des enfants de moyens permettant de le rendre opérationnel	30	30	30	30	-	-
	<b>Actions nouvelles</b>						
	déclaration d'engagement des Chefs d'états du Sahel en faveur de l'équité de genre	PM	-	-	-	-	-
	Ratifier une charte précisant le droit des jeunes à être associés au processus décisionnel pour permettre d'une part une meilleure prise en compte de leurs préoccupations et d'autre part leur participation à des actions d'intérêt national ou de développement communautaire	30	30	30	30	-	-

Impliquer les femmes et les jeunes dans le processus d'élaboration, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques et programmes de développement	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Renforcement des capacités d'implication des femmes et des jeunes dans le processus d'élaboration, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques et programmes de développement.	40	40	40	40	40	200
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Accroissement de l'accès des handicapés aux écoles spécialisées	60	60	60	60	60	300
	Accroissement des capacités d'intervention des organisations fédératives de femmes et de jeunes dans les projets et programmes de l'Etat.	25	25	25	25	25	100
Encourager l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes	<b>Actions en cours encore pertinentes</b> rendre opérationnel le projet ASC/Emplois pour le financement des projets initiés par les jeunes	60	60	60	60	60	300
	rendre opérationnel le fonds de garantie prévu pour les prêts d'investissement des jeunes	60	60	60	60	60	300
	<b>rendre le programme de lutte contre la pauvreté : composante "jeunes"</b>	60	60	60	60	60	300
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Renforcement du développement des crédits mutualistes au bénéfice de tous, mais particulièrement, des femmes et des jeunes	50	50	50	50	50	200
	<b>Actions nouvelles</b> Rendre plus souple réglementation bancaire de l'UEMOA pour faciliter l'accès au crédit, surtout des femmes et des jeunes	30	30	30	-	-	-
Promouvoir les valeurs et cultures traditionnelles	<b>Actions en cours encore pertinentes</b> Réaffirmer la volonté politique de faire de l'objectif de promotion des valeurs et cultures traditionnelles ; Aider à l'organisation de rencontres sur le patrimoine ; Soutenir les initiatives locales ;	PM 20 40	- 20 40	- 20 40	- 20 40	- 20 40	- 1000 2000
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Renforcement du développement des crédits mutualistes au bénéfice de tous, mais particulièrement, des femmes et des jeunes Mettre les moyens adéquats à la disposition des institutions ; Favoriser la recherche sur les valeurs et cultures, et leur diffusion surtout en milieu jeune, car vulnérable ;	PM 40	- 40	- 40	- 40	- 40	- 2000
	<b>Actions nouvelles</b> Impulser des rencontres internationales, pour pérenniser les brassages culturels, source de compréhension mutuelle.	20	20	20	20	20	1000

## Priorité 2 : Renforcer les capacités des institutions à tous les niveaux

Priorités/objectifs stratégiques/objectifs opérationnels	Actions en cours						Actions améliorantes						Propositions nouvelles						
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2001	2002	2003	2004	2005	2006	
<b>1. Promouvoir la bonne gouvernance</b> <b>11. Décentralisation</b> 12. Consolider l'action de l'appareil judiciaire 13. Promouvoir la paix et la sécurité 14. Promouvoir un Etat de droit 15. Promouvoir une culture démocratique 16. Former un environnement sain	20	200	10	10	10	20	5	5	5	5	2,5	2,5	3	3	3	2	2	2	
<b>2. Promouvoir une administration de développement</b> 21. Redéfinir le rôle de l'Etat 22. Améliorer les prestations de services publics 23. Assurer la communication et les relations entre le secteur privé et public 24. Favoriser l'accès des populations aux services sociaux de base 25. Synthétiser le recyclage des agents du secteur public 26. Promouvoir un programme IEC des fonctionnaires	4	4	3	3	3	3	5	4	4	4	4	4	3	3	3	2	2	2	
<b>3. Intégrer la recherche –développement dans le processus de valorisation de la production économique</b> 3.1. Liaison Recherche / Développement 32. Diffusion des technologies nouvelles 33. Développer la spécialisation des productions zones, selon des avantages comparatifs démontrés	2	2	2	2	1	1	2	2	2	2	1	1	2	2	2	2	1	1	

<b>4. Promouvoir des institutions de financement</b> 41. Alléger les conditions d'accès au crédit 42. Développer les institutions financières privées, mixtes 43. Proposer des taux de financement à la fois moins lourds et mieux adaptés aux activités 44. Rapprocher le crédit des demandeurs 45. Promouvoir les sources alternatives de financement (Coopération décentralisée) 46. Assurer une meilleure concertation Etat / secteur privé) 47. Décentraliser les institutions de financement en multipliant leur implantation	2	2	2	2	1	1	2	2	2	2	1	1	2	1	1	1	1	1	
<b>Priorités/objectifs stratégiques/objectifs opérationnels</b>	Actions en cours						Actions améliorantes						Propositions nouvelles						Responsabilités Ext.
	2001	2002	2003	2004	2005	2006													
<b>5. Favoriser l'accès à l'information et aux nouvelles technologies de communication</b> 5.1. Améliorer la couverture radio télévisuelle 52. Développer la téléphonie rurale 53. Développer l'accès à l'Internet 54. Développer la radio rurale en langues nationales	2 ½	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1	3	3	1	1	1	1	
<b>6. Multiplier les mesures incitatives pour faire émerger de nombreuses PME/PMI</b> 61. Développer la compétitivité des entreprises par la réduction du coût des facteurs de production 62. Lutter contre la concurrence déloyale 63. Lutter contre les monopoles transport distribution commercialisation production 64. Faire adopter et appliquer une fiscalité adaptée, incitative aux investissements	4	4	3	3	3	3	4	4	3	3	3	3	4	4	3	3	3	3	
<b>Total</b>	157 ½						97						77						

(détails budgétaires par action dans les pages qui suivent)



## Priorité 2 : Renforcer les capacités des institutions à tous les niveaux

En Milliards de francs CFA

Objectifs opérationnels	Actions proposées	chronologie					
		2001	2002	2003	2004	2005	2006 à 2010
Favoriser la décentralisation	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	L'installation des organes de fonctionnement (ARD, comités économiques et sociaux, cellule d'appui aux CERP)	5	5	2,5	2,5	2,5	5
	La responsabilisation des autorités locales en matière de développement	1,5	1,5	0,75	0,75	0,75	1,5
	La solidarité entre les collectivités locales ( conseil régional, conseil municipal, conseil rural)	1,5	1,5	0,75	0,75	0,75	1,5
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Améliorer les finances des collectivités locales	2	2	2	2	1	1
	Formation des élus locaux	0,5	0,5	0,5	0,5	0,25	0,25
	Finaliser la charte de la déconcentration	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2
	Renforcer les capacités des organismes d'appui (ARD)	0,5	0,5	0,5	0,5	0,25	0,25
	<b>Actions nouvelles proposées</b>						
	Elaborer la charte de la déconcentration	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2
Consolider l'action de l'appareil judiciaire	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Poursuivre les actions de renforcement et d'assainissement en cours par l'amélioration du fonctionnement des institutions mises en place (CRJ, Trade Point, PARSJ, Centre d'arbitrage, charte des services bancaires, CFJ).	1,5	1,5	0,75	0,75	0,75	1,5
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Compléter les mesures de création des institutions décentralisées Continuer les actions de modernisation, de désengorgement des tribunaux et de lutte contre la corruption.	0,1 0,5	0,1 0,5	0,1 0,5	0,1 0,5	0,05 0,25	0,5 0,25
	<b>Proposition d'actions nouvelles</b>						
	Finaliser l'élaboration de la charte des libertés publiques	0,5	0,5	0,5	0,33	0,33	0,33

Promouvoir la paix et la sécurité	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Continuer à participer aux opérations de maintien de la paix en Afrique et dans le monde.	1	1	0,5	1	1	1
	Observer les principes édictés par les instances africaines et onusiennes.	1	1	0,5	1	1	1
	Maintenir la police municipale en la renforçant.	2	2	1	2	2	2
	Continuer les opérations coup de poing.	1,5	1,5	0,75	0,75	0,75	1,5
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Renforcement des effectifs des forces de l'ordre	0,5	0,5	0,5	0,5	0,25	0,25
	Contribuer à l'amélioration de la politique des résolutions des conflits intérieurs et sous-régionaux.	0,2	0,2	0,5	0,5	0,25	0,25
	Concertation systématique entre les différentes autorités de la sous-région	0,1	0,1	0,1	0,1	0,05	0,05
	<b>Proposition d'actions nouvelles</b>						
	Instituer un conseil supérieur de la sécurité	0,5	0,5	0,5	0,33	0,33	0,33
	Création des Etats Unis d'Afrique.	PM					
Promouvoir un Etat de droit	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Maintenir les réglementations tendant à affirmer et à organiser l'indépendance de la justice par rapport à l'Etat et à l'administration	0,5	0,5	0,25	0,25	0,25	0,5
	Maintenir la séparation des pouvoirs: législatif, judiciaire et exécutif.	0,5	0,5	0,25	0,25	0,25	0,5
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Rétablir un équilibre entre l'Etat et la société civile.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,05	0,05
	Améliorer le processus de modernisation des institutions publiques	0,1	0,1	0,1	0,1	0,05	0,05
	Moraliser la vie politique	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
	Améliorer l'indépendance de la justice par rapport à l'appareil d'Etat.	PM					
	<b>Propositions nouvelles</b>						
	Création de la charte des droits politiques	0,4	0,4	0,4	0,26	0,26	0,26
	Création de la charte des droits économiques.	0,4	0,4	0,4	0,26	0,26	0,26

Promouvoir une culture démocratique et pluraliste	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Maintien du multipluralisme	0,5	0,5	0,25	0,25	0,25	0,5
	Application des textes	0,5	0,5	0,25	0,25	0,25	0,5
	Maintien de la liberté de la presse	0,5	0,5	0,25	0,25	0,25	0,5
	Maintien du pluralisme des médias ( parlés et écrits)	0,5	0,5	0,25	0,25	0,25	0,5
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Action de formation, d'éducation et d'information	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
	Améliorer la séparation des pouvoirs par un rééquilibrage des forces des 3 ordres ( judiciaire, législatif et administratif) en vue d'assurer l'autonomie de chaque ordre.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,05	0,05
	reconnaître l'existence des courants à l'intérieur des partis	PM					
	<b>Propositions nouvelles</b>						
Former un environnement sain pour le développement à tous les niveaux et dans tous secteurs des institutions	Charte de l'opposition	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
	Le financement des partis.	PM	-	-	-	-	-
	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Maintenir les orientations d'efficacité et d'opérationalité des institutions (modernisation de l'Etat, efficacité, célérité, simplification des procédures administratives et des formalités, fichier de notation).	1	1	0,5	0,5	0,5	1
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	rendre l'administration plus juste, plus solidaire et d'équité.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
	Améliorer les compétences des agents	PM	-	-	-	-	-
	Mettre les moyens financiers adéquats à tous les niveaux	PM	-	-	-	-	-
	Favoriser la concertation et le partenariat à tous les niveaux.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,05	0,05
	Assainir les secteurs porteurs du bien-être des populations	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
	<b>Propositions nouvelles</b>						
	Elaborer un cadre de performance.	0,5	0,5	0,5	0,33	0,33	0,33

Renforcer les capacités des organisations à la base	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Maintenir et renforcer les organisations existantes	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Favoriser la concertation	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
	<b>Propositions nouvelles</b> Rationaliser la création des organisations de base	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Promouvoir la vulgarisation et la mise en œuvre du PNAT	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Actions d'information et de sensibilisation sur le PNAT	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Actions de sensibilisation et d'information	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
	<b>Propositions nouvelles</b> Programme IEC	1	1	1	1	1	1

## 2. Promouvoir une administration de développement.

Objectifs opérationnels	Actions proposées	chronologie					
		2001	2002	2003	2004	2005	2006 à 2010
Redéfinir le rôle de l'Etat	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Achever les audits stratégiques	0,6	0,6	0,45	0,45	0,45	0,45
	Réaliser la charte de la déconcentration	0,2	0,2	0,15	0,15	0,15	0,15
	Mise en œuvre des mesures d'évaluation des agents	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Réaliser la charte de la déconcentration	0,5	0,5	0,375	0,375	0,375	0,375
	Améliorer la concertation entre administration et usagers	0,3	0,24	0,24	0,24	0,24	0,24

Améliorer les prestations de service public	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	exploiter les résultats de l'enquête sur la qualité du service public	0,2	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Motivation des agents	0,2	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16
	Mettre en vigueur le mécanisme de notation	0,4	0,32	0,32	0,32	0,32	0,32
Assurer la communication et les relations entre le secteur privé et public.	Veiller à l'amélioration de la formation des agents	0,3	0,24	0,24	0,24	0,24	0,24
	<b>Propositions nouvelles</b>						
	Elargir les domaines de compétences transférées aux collectivités locales	1	1	1	0,66	0,66	0,66
	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Continuer le processus de déconcentration	0,3	0,3	2,25	2,25	2,25	2,25
Systématiser le recyclage des agents du secteur public	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Ouvrir les portes des services publics au secteur public et à la société civile	0,2	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16
	Améliorer le processus déconcentration/participation	0,6	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42
	Intéresser les organisations syndicales en tant que relais	0,2	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16
	<b>Propositions nouvelles</b>						
	Elaborer des droits communs de développement	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Continuer le recyclage des agents	0,2	0,2	0,15	0,15	0,15	0,15
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Elaboration des plans de carrière	0,3	0,24	0,24	0,24	0,24	0,24
	Valoriser les stages dans le plan de carrière	0,3	0,24	0,24	0,24	0,24	0,24
	Coordonner les stages en établissant des critères	0,3	0,24	0,24	0,24	0,24	0,24
	<b>Propositions nouvelles</b>						
	Mettre en place un comité de contrôle de suivi et d'évaluation des ressources humaines	0,4	0,4	0,4	0,27	0,27	0,27

Promouvoir un programme IEC des fonctionnaires.	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Continuer le guichet d'information	0,3	0,3	0,3	0,225	0,225	0,225
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Elaborer une stratégie de communication	0,4	0,32	0,32	0,32	0,32	0,32
	Editer une revue administrative d'information	0,2	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16
	<b>Propositions nouvelles</b>						
	Mettre en place un mécanisme de suivi et contrôle des RH	0,7	0,7	0,7	0,47	0,47	0,47

### 3.Intégrer la recherche-développement dans le processus de valorisation de la production économique.

Objectifs opérationnels	Actions proposées	chronologie					
		2001	2002	2003	2004	2005	2006 à 2010
Liaison recherche / développement	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Maintenir les rapports de collaboration entre organisme de recherche et de développement Continuer le recentrage des actions des actions de recherche et de développement	1 0,25	1 0,25	1 0,25	1 0,25	1 0,125	1 0,125
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Coordonner et harmoniser les banques de données de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2
	<b>Propositions nouvelles</b> Concevoir un plan programme de communication	1	1	1	1	0,5	0,5
Diffusion des technologies nouvelles	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Renforcement des capacités de généralisation et d'appropriation des NTI	0,5	0,5	0,5	0,5	0,25	0,25
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Faciliter l'équipement des technologies nouvelles d'information Développer les Téléservices dans le secteur privé L'intégration dans le cursus de toutes les disciplines d'une formation en NTI	0,4 0,4 0,4	0,4 0,4 0,4	0,4 0,4 0,4	0,4 0,4 0,4	0,2 0,2 0,2	0,2 0,2 0,2
	<b>Propositions nouvelles</b> Constitution d'un réseau recherche / développement	0,5	0,5	0,5	0,5	0,25	0,25
	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Maintenir l'orientation de complémentarité entre région, pays découlant de spécialisation par zone de productions	0,25	0,25	0,25	0,25	0,125	0,125
Développer la spécialisation des productions par zone, selon des avantages comparatifs démontrés, en vue de développer la complémentarité entre région.	<b>Actions en cours à améliorer</b> Améliorer l'encadrement technique et scientifique	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2
	<b>Propositions nouvelles</b> Elaboration et expérimentation de modèles de production	0,5	0,5	0,5	0,5	0,25	0,25



Promouvoir la recherche en population et développement	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Maintenir le programme d'action de Ouagadougou	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Intensifier la diffusion du Programme de Ouagadougou	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
	<b>Propositions nouvelles</b> Créer un mécanisme d'intégration recherche/développement	1	1	1	1	1	1

#### 4.Promouvoir des institutions de financement diversifiées et décentralisées.

Objectifs opérationnels	Actions proposées	chronologie					
		2001	2002	2003	2004	2005	2006 à 2010
Alléger les conditions d'accès au crédit (femmes, jeunes, secteur informel).	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Maintien des lignes de crédit domiciliées à des banques, mais gérées par le gouvernement						
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Organiser la concertation pour l'accès au crédit des femmes, des jeunes et du secteur informel Négocier les meilleures conditions d'accès au crédit	0,2 0,1	0,2 0,1	0,2 0,1	0,2 0,1	0,1 0,05	0,1 0,05
	<b>Propositions nouvelles</b> Projet d'appui au système de crédit	0,3	0,3	0,3	0,3	0,15	0,15
	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Maintenir les caisses populaires de crédit, les tontines, prêts participatifs, capital et prêts aux promoteurs	0,25	0,25	0,25	0,25	0,125	0,125
Développer les institutions financières privées mixtes	<b>Actions en cours à améliorer</b> Alléger les procédures de création des institutions financières et privées. Alléger le contrôle de la tutelle Organiser une meilleure concertation entre les groupes cibles	0,1 0,1 0,2	0,1 0,1 0,2	0,1 0,1 0,2	0,1 0,1 0,2	0,05 0,05 0,1	0,05 0,05 0,1
	<b>Propositions nouvelles</b> Projet d'appui à la création des institutions financières, privées et mixtes	0,3	0,3	0,3	0,3	0,15	0,15

Proposer des taux de financement à la fois moins lourds et mieux adaptés aux activités	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Maintenir la libéralisation du taux de financement	0,25	0,25	0,25	0,25	0,125	0,125
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Négocier de meilleurs taux	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
	Organiser la formation de l'information sur le financement	0,3	0,3	0,3	0,3	0,15	0,15
Rapprocher le crédit des demandeurs	<b>Propositions nouvelles</b>						
	Formation en gestion financière de projets	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Assurer la durabilité des systèmes de financement décentralisés	0,25	0,25	0,25	0,25	0,125	0,125
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
Promouvoir les sources alternatives de financement (coopération décentralisée)	Créer des structures de financement de proximité	0,1	0,1	0,1	0,1	0,05	0,05
	<b>Propositions nouvelles</b>						
	Rationaliser le système en assurant la coordination et l'harmonisation entre les différents systèmes.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Maintenir la diversité des sources de financement	0,25	0,25	0,25	0,25	0,125	0,125
Assurer une meilleure concertation Etat / secteur privé	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Renforcer le cadre institutionnel et la coopération décentralisée	0,1	0,1	0,1	0,1	0,05	0,05
	Renforcer les capacités des agents économiques (formation)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,05	0,05
	<b>Propositions nouvelles</b>						
	Projet d'appui au système de financement	0,3	0,3	0,3	0,3	0,15	0,15
	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Maintenir le comité général de concertation pour le développement ( CGCD)	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
	Maintenir le conseil supérieur de l'industrie	0,1	0,1	0,1	0,1	0,05	0,05
	Maintenir la concertation dans les institutions créées ( CAEE, GRCC, CRS)	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Améliorer la circulation de l'information	0,1	0,1	0,1	0,1	0,05	0,05
	Créer une revue sur la concertation	0,1	0,1	0,1	0,1	0,05	0,05
	<b>Propositions nouvelles</b>						
	Créer une institution unique de concertation	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1

Décentraliser les institutions de financement en multipliant leur implantation	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Désengorger les gros centres ( Dakar) au profit des villages ou centres urbains secondaires	0,25	0,25	0,25	0,25	0,125	0,125
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Réglementer la création d'institutions financières dans les grandes villes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,05	0,05
	Inciter à la création d'institutions financières dans les zones rurales.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
	<b>Propositions nouvelles</b>						
	Projet d'appui à la décentralisation du financement.	0,5	0,5	0,5	0,5	0,25	0,25

### 5.Favoriser l'accès à l'information et aux nouvelles technologies de communication

Objectifs opérationnels	Actions proposées	chronologie					
		2001	2002	2003	2004	2005	2006 à 2010
Améliorer la couverture de la radio télévisuelle (doter les villages de radios et décentraliser les stations d'émissions)	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Maintenir la politique de multiplication des stations radios, avec les principes de régionalisation et de vulgarisation des cultures locales et de promotion des radios rurales et de la téléphonie rurale.	0,5	0,5	0,5	0,5	0,25	0,25
	Exploiter la mise sur satellite de la RTS dans le sens d'une meilleure politique d'information sur notre pays, notre région et notre univers.	0,5	0,5	0,5	0,5	0,25	0,25
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Améliorer les heures d'écoute de la télévision nationale	0,1	0,1	0,1	0,1	0,05	0,05
	Couverture du territoire nationale par la télé	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
	Renforcer les radios régionales et étendre les radios rurales	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
	Création d'une deuxième chaîne de télé	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
	Equilibrer les émissions en langues nationales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,05	0,05
	<b>Propositions nouvelles</b>						
	Prendre des mesures d'initiatives de création de radios et télé nationale, régionale et rurale	0,5	0,5		0,167	0,167	0,167

Développer la téléphonie rurale	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Maintenir l'orientation: 1 téléphone tous les 5 Km	0,5	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Faire de la téléphonie rurale, une action prioritaire d'investissement Inciter le secteur privé à développer la téléphonie rurale par les installations et la multiplication des télécentres ruraux	0,2 0,2	0,1 0,1	0,1 0,1	0,1 0,1	0,1 0,1	0,1 0,1
	<b>Propositions nouvelles</b> Privatiser le téléphone fixe Renforcer le téléphone mobile par une législation adéquate	0,5 0,5	0,5 0,5	0,167 0,167	0,167 0,167	0,167 0,167	0,167 0,167
	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Maintenir l'orientation de l'usage de l'Internet dans l'administration ( création de sites web)	0,5	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Faire entrer Internet dans la case, par une politique d'électrification rurale Renforcer l'appui institutionnel par l'acquisition de matériels informatiques	0,2 0,2	0,1 0,1	0,1 0,1	0,1 0,1	0,1 0,1	0,1 0,1
	<b>Propositions nouvelles</b> Revoir la politique des prix de "paquetage" informatique et subventionner au besoin pour baisser les coûts. Faciliter la formation et la création de sites web.	0,5 0,5	0,5 0,5	0,167 0,167	0,167 0,167	0,167 0,167	0,167 0,167
Développer la radio rurale en langues nationales	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Maintenir l'orientation du développement de la culture locale avec comme support la langue du terroir.	0,5	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
	<b>Actions en cours à améliorer</b> mettre l'accent sur le développement de la culture locale ( renouveau de la culture locale) Encourager le théâtre populaire et le métier de cinéaste.	0,2 0,2	0,1 0,1	0,1 0,1	0,1 0,1	0,1 0,1	0,1 0,1
	<b>Propositions nouvelles</b> Formaliser les relations entre les cinéastes et les médias pour une production locale d'œuvres culturelles.	0,5	0,167	0,167	0,167	0,167	0,167

## 6. Multiplier les mesures incitatives pour faire émerger de nombreuses PME/PMI

En Milliards de francs CFA

Objectifs opérationnels	Actions proposées	chronologie					
		2001	2002	2003	2004	2005	2006 à 2010
Développer la compétitivité des entreprises par la réduction des coûts des facteurs de production	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Maintenir la politique de mise à disposition des facteurs de production dans de bonnes conditions pour permettre aux produits Sénégalais d'être compétitifs	1	1	0,75	0,75	0,75	0,75
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Renforcement du projet d'appui à la compétitivité et du GRCC	2	2	1,5	1,5	1,5	1,5
	<b>Propositions nouvelles</b> Projet d'appui pour l'information fiscale.	1,5	1,5	1,125	1,125	1,125	1,125
Lutter contre la concurrence déloyale	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Maintenir la politique de lutte contre le dumping Maintenir la volonté d'assainir le secteur privé	0,6 0,8	0,6 0,8	0,45 0,6	0,45 0,6	0,45 0,6	0,45 0,6
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Accélérer le processus de privatisation	0,5	0,375	0,375	0,375	0,375	0,375
	<b>Propositions nouvelles</b> Imposer durement la concurrence déloyale	0,5	0,375	0,375	0,375	0,375	0,375
Lutter contre les différents monopoles	<b>Actions en cours</b> Maintien du processus de privatisation	0,6	0,45	0,45	0,45	0,45	0,45
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Accélération du processus de privatisation	0,5	0,375	0,375	0,375	0,375	0,375
	<b>Propositions nouvelles</b> Elaborer une réglementation d'ouverture à la concurrence	1	1	0,75	0,75	0,75	0,75

Faire adopter et appliquer une fiscalité adaptée aux investissements incitatifs	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Maintenir et améliorer les structures de promotion des investissements: (guichet unique, SODIDA, SONEPI, ZFIA, Trade Point, CICES, etc)	1	1	0,75	0,75	0,75	0,75
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Prendre des mesures pour accroître l'équité, la stabilité et la simplicité de la fiscalité	0,5	0,5	0,375	0,375	0,375	0,375
	Diminuer la pression fiscale sur les entreprises	0,25	0,25	0,187	0,187	0,187	0,187
	Améliorer le cadre institutionnel	0,25	0,25	0,187	0,187	0,187	0,187
	<b>Propositions nouvelles</b>						
	Projet d'appui sur l'information fiscale des entreprises	1	1	0,75	0,75	0,75	0,75



### Priorité 3 : Développement rapide et durable des productions agricoles

Priorités/objectifs stratégiques/objectifs opérationnels	2001	2002	2003	2004	2005	2006/2010 (moyenne)
<b>3. Assurer le développement rapide et durable des productions agricoles, animales forestières et halieutiques</b>						
<b>3.1. augmenter de façon durable et valoriser la richesse produite en milieu rural</b>	<b>36</b>	<b>36</b>	<b>36</b>	<b>36</b>	<b>36</b>	<b>72</b>
3.1.1. entretenir et développer le potentiel de la production	20	20	20	20	20	40
3.1.2. développer des marchés plus stables et plus diversifiés	10	10	10	10	10	20
3.1.3. professionnaliser l'interface avec le monde paysan	2	2	2	2	2	4
3.1.4. Renforcer la place du développement rural en tant qu'enjeu de politique intérieure	2	2	2	2	2	4
3.1.5. développer les synergies entre développement rural et développement économique général	2	2	2	2	2	4
<b>3.2. Réduire l'incidence du risque climatique, en particulier par une meilleure maîtrise de l'eau</b>	<b>37</b>	<b>37</b>	<b>37</b>	<b>37</b>	<b>37</b>	<b>74</b>
3.2.1. Améliorer la maîtrise de l'eau	35	35	35	35	35	70
3.2.2. Préserver et développer les stratégies traditionnelles de gestion du risque climatique et mieux intégrer le risque de crise climatique majeur dans les politiques de développement	2	2	2	2	2	4
<b>3.3. Freiner la marginalisation des groupes défavorisés</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>20</b>
3.3.1. créer une solidarité favorable à l'intégration des régions les plus défavorisées	6	6	6	6	6	12
3.3.2. Lutter contre l'exclusion des familles les plus pauvres	2	2	2	2	2	4
3.3.3. Encourager l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes	2	2	2	2	2	4
3.3.4. Associer largement les ruraux aux instances techniques et économiques qui les concernent	2	2	2	2	2	4
<b>3.4. Se préparer à faire face aux défis du long terme, en particulier en développant le capital humain et en aménageant le territoire</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>40</b>
3.4.1. développer le capital humain	10	10	10	10	10	20
3.4.2. Préparer le territoire et la société aux défis du 21 <sup>ème</sup> siècle	2	2	2	2	2	4
3.4.3. Améliorer la législation foncière et mettre en œuvre le plan d'action foncier	2	2	2	2	2	4
	6	6	6	6	6	4
<b>3.5. Assurer la sécurité alimentaire</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>140</b>
3.5.1. Rendre l'agriculture apte à satisfaire les besoins des populations	2	2	2	2	2	4
Réduire les importations des produits alimentaires et accroître les exportation						
<b>3.6. Assurer la protection de l'environnement et une meilleure gestion des ressources naturelles</b>	<b>75</b>	<b>75</b>	<b>75</b>	<b>75</b>	<b>75</b>	<b>150</b>
3.6.1. Améliorer la gestion des ressources animales	3	3	3	3	3	6
3.6.2. Améliorer la gestion des ressources végétales	50	50	50	50	50	100
3.6.3. Améliorer la gestion des ressources halieutiques	12	12	12	12	12	24
3.6.4. Améliorer la gestion des ressources du sol	10	10	10	10	10	20

**PRIORITE 3 : ASSURER LE DEVELOPPEMENT RAPIDE ET DURABLE DES PRODUCTIONS AGRICOLES , AGRICOLES, ANIMALES, FORESTIERES ET HALIEUTIQUES**

**1. Augmenter de façon durable et valoriser la richesse produite en milieu rural.**

Objectifs opérationnels	Actions proposées	(milliards de FCFA)					
		chronologie					
		2001	2002	2003	2004	2005	2006 à 2010
Entretien et développer le potentiel de la production	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Le crédit aux intrants en guise de fonctionnement avec des taux d'intérêt bonifiés La protection des végétaux (500 milliards)	3,5 13,5	3,5 13,5	3,5 13,5	3,51 3,5	3,5 13,5	17,5 67,5
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Bonification des terres (3 milliONS/an)	3	3	3	3	3	15
Développer des marchés plus stables et plus diversifiés	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Le projet de promotion des exportations agricoles initié par la Banque Mondiale et la Francophonie pour un coût de 5,060 milliards de francs doit être poursuivi et intensifié	5	5	5	5	5	25
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Sur le plan intérieur, le désenclavement des zones de production par la construction de pistes de production comme support à la promotion du commerce intérieur et extérieur. Valoriser des produits par leur transformation, leur conditionnement et la mise en place d'infrastructures de stockage	3	3	3	3	3	15
	<b>Actions nouvelles</b> Il faut aussi s'atteler à résoudre le problème de fret posé par l'exportation des fruits et légumes et des produits halieutiques, en profitant de l'opportunité offerte par les avions sud-américains transit à Dakar et aussi de l'association avec les pays africains intéressés	2	2	2	2	2	10
Développer les synergies entre développement rural et développement économique général	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Soutenir les projets de relance de la filière arachidière et des programmes céréaliers	2	2	2	2	2	10
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Soutenir les projets d'intensification agricole s'inscrivant dans cette perspective.	2	2	2	2	2	10
	<b>Actions nouvelles</b> Désenclaver les régions périphériques dans le cadre de la politique de décentralisation et de promotion des économie nationales.	1	1	1	1	1	5

Renforcer la place du développement rural en tant qu'enjeu de politique intérieure	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Octroi aux producteurs agricoles de crédit pour l'achat d'intrants Installation d'un système de crédit sécurisé et adapté (garantie, calamité, bonification)	1 2	1 2	1 2	1 2	1 2	5 10
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Promouvoir les prix et les revenus agricoles Renforcer l'auto-organisation paysanne	0,5 0,5	0,5 0,5	0,5 0,5	0,5 0,5	0,5 0,5	2,5 2,5
	<b>Actions nouvelles</b> Renforcer les programmes de formations et d'information de la population agricole	1	1	1	1	1	5

## 2. Réduire l'indice du risque climatique, en particulier par une meilleure maîtrise de l'eau.

Améliorer la maîtrise de l'eau	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Projet de modernisation et d'intensification agricole (PMIA)	3	3	3	-	-	-
	Programme de développement de la petite irrigation	2	2	2	2	2	2
	Projet de développement de la culture de l'asperge (DCA)	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,3
	Projet de développement de micro-jardins	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,2
	Projet de gestion de l'eau en zone sud (PROGES)	2	2	2	2	2	10
	Programme d'urgence de lutte anti-sel	3	3	3	3	3	15
	Projet d'aménagement de la vallée du fleuve Casamance	4	4	4	4	4	20
	Projet d'aménagement de la vallée de Guidel	2	2	2	2	2	10
	Projet d'aménagement de la vallée de Baïla	2	2	2	2	2	10
	Projet du Projet d'aménagement de la vallée des terres du barrage d'Affinoim	2	2	2	2	2	10
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Sur le plan intérieur, le désenclavement des zones de production par la construction de pistes de production comme support à la promotion du commerce intérieur et extérieur.	3	3	3	3	3	15
	Valorisation des produits par leur transformation, leur conditionnement et la mise en place d'infrastructures de stockage.	2	2	2	2	2	10
	<b>Actions nouvelles</b>						
	Il faut aussi s'atteler à résoudre le problème de fret posé par l'exportation des fruits et légumes et des produits halieutiques, en profitant de l'opportunité offerte par les avions sud-américains transitant à Dakar et aussi de l'association avec les pays africains intéressés.	1	1	1	1	1	1

Préserver et développer les stratégies traditionnelles de gestion du risque climatique et mieux.	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>	-	-	-	-	-	-
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Vulgariser les techniques traditionnelles de sélections variétales	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	3
	<b>Actions nouvelles</b>						
	Soutenir l'expérience initiée en pays sérére en matière d'agriculture intégrée à l'élevage et à la foresterie	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	4
	Vulgariser la pratique de culture associées qui constitue un facteur limitant de risques climatiques	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	3

### 3. Développer la représentation des intérêts du monde rural.

Associer largement les ruraux aux instances techniques et économiques qui les concernent.	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Soutenir les actions des structures que le CNIA, le CNCR et l'ANCR	1	1	1	1	1	5
	<b>Actions nouvelles</b>						
Professionnaliser l'interface avec le monde rural	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Appui à l'organisation et la professionnalisation des producteurs	1	1	1	1	1	5
	Appui au CNIA (Comité National Interprofessionnel de l'Arachide)	1	1	1	1	1	5
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	<b>Actions nouvelles</b>						

#### 4. Freiner la marginalisation des groupes et des régions défavorisées.

Créer une solidarité favorable à l'intégration des régions les plus défavorisées.	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Soutien aux projets en cours	1	1	1	1	1	5
	Petits Projets Ruraux (PPR) Phase II	1	1	1	1	1	5
	Projet de développement agricole dans le Département de Matam (PRODAM).	1	1	1	1	1	5
	Projet horticole de Bakel Phase II – HortiBak II.	1	1	1	1	1	5
	Etude d'un programme de « mise en valeur des zones libérées de l'Onchocercose »						
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Initier une politique volontariste de rééquilibrage des régions						
	Plaidoyer auprès du Gouvernement afin que l'allègement ou la suppression de la dette puisse permettre de promouvoir en priorité les zones défavorisées et mettre en place une sorte de plan Marshall pour ces zones	1 0,2	1 0,2	1 0,2	1 0,2	1 0,2	5 1
	<b>Actions nouvelles</b>						
	Promotion des zones défavorisées	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	4
Lutter contre l'exclusion des familles les plus pauvres	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Contribuer au financement du programme de lutte contre la pauvreté	2	2	2	2	2	10
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	<b>Actions nouvelles</b>						

#### 5. Se préparer à faire face aux défis du long terme, en particulier en développant le capital humain et en aménageant le territoire.

Développer le capital humain	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Projet d'appui à l'entrepreneuriat (PAEP) volet horticole.	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2,5
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Appui au Projet Sénégalais-indien de Mise à disposition d'équipements agricoles, de Transfert de technologies Formation, d'Appui technique et de Suivi/Evaluation	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	7,5
	<b>Actions nouvelles</b>						
Préparer le territoire et la société aux défis du 21 <sup>e</sup> siècle.	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Projet Agro-Pastoral de Tivaouane (PAPASTI)	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2,5
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Poursuivre le Programme National d'Infrastructures Rurales (PNIR)	2	2	2	2	2	10
	Etude du Projet d'Aménagement du Bassin-marigot de Nguénienne – FOU II	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2,5
	<b>Actions nouvelles</b>						

Améliorer la législation foncière et mettre en œuvre le plan d'action foncier	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Recherche et appui à l'amélioration de la législation foncière	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2,5
	<b>Actions nouvelles</b>						

## 6. Assurer la sécurité alimentaire

Accroître l'offre de produits agricoles et par la transformation artisanale et semi-industrielle	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Appui le programme pour l'augmentation de la production alimentaire. KR2/98.	2	2	2	2	2	10
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Etendre les actions du programme spécial pour la sécurité alimentaire aux différentes régions et la vulgariser au niveau des populations.	4	4	4	4	4	20
	<b>Actions nouvelles</b>						
Intensifier la production alimentaire par la transformation artisanale et semi industrielle et accroître les exportations.	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Appui le Programme spécial pour la sécurité alimentaire	2	2	2	2	2	10
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	<b>Actions nouvelles</b>						
Assurer la prise en compte des risques résultant des calamités naturelles	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Appuyer l'opérationnalisation du Système d'Information pour la Sécurité Alimentaires et l'Alerte Rapide (SISAAR)	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2,5
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	<b>Actions nouvelles</b> Mener des recherches en vue de ressusciter les systèmes de prévoyance traditionnels à côté d'une stratégie moderne de risque climatique. Sensibiliser les ruraux en vue de les amener à avoir une culture du risque et de la prévoyance et les inciter à renflouer les caisses de fonds de garantie dans le cadre de la régionalisation et de la gestion communautaire.	0,5 0,2	0,5 0,2	0,5 0,2	0,5 0,2	0,5 0,2	2,5 1



# 7. Assurer la protection de l'environnement et une meilleure gestion des ressources naturelles.

Améliorer la gestion des ressources forestières	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Contribuer au financement de la réalisation du plan d'actions forestier	PM	-	-	-	-	-
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Appuyer les projets relatifs à :						
	La régénération des formations forestières.	2	2	2	2	2	10
	La mise en œuvre de projets de gestion et d'aménagement des terroirs villageois.	2	2	2	2	2	10
	L'élaboration de plans d'aménagement et d'exploitation des mangroves.	1	1	1	1	1	5
	La protection des forêts naturelles.	1	1	1	1	1	5
Améliorer la gestion des ressources animales	La gestion rationnelle des plantations filao.	2	2	2	2	2	10
	La gestion rationnelle des forêts et le maintien de la diversité biologique.	2	2	2	2	2	10
	<b>Actions nouvelles</b>						
	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b>						
	Contribuer au financement du programme de gestion intégré des ressources animales et de promotion des systèmes productifs durables	PM	-	-	-	-	-
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Appuyer les programmes relatifs à :						
	l'exploitation rationnelle des parcours naturels ;	2	2	2	2	2	10
	l'aménagement des points d'eau pour le bétail ;	2	2	2	2	2	10
	le maintien de la diversité biologique ;	1	1	1	1	1	5
	l'intégration agro-pastorale ;	1	1	1	1	1	5
	la politique foncière pastorale ;	1	1	1	1	1	5
	la protection des zones sylvo-pastorales ;	1	1	1	1	1	5
	l'amélioration de la santé animale.	2	2	2	2	2	10
	<b>Actions nouvelles</b>						

Améliorer la gestion des ressources halieutiques	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Contribuer au financement du plan d'actions de la pêche et de la promotion des ressources naturelles	PM	-	-	-	-	-
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Appuyer les programmes relatifs à :						
	Le développement du système d'information sur les pêches;	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2,5
	La défense de l'environnement des ressources et la protection des milieux côtiers et continentaux ;	3	3	3	3	3	15
	L'identification et la caractérisation des scénarios d'exploitation des pêcheries ;	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2,5
	Le développement de modèle de simulation pour l'aide à la décision.	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2,5
	<b>Actions nouvelles</b> Renouvellement et modernisation de l'armement industriel et artisanal et mise aux normes internationales	3	3	3	3	3	15
Améliorer la gestion des ressources hydrauliques.	Renouvellement et restructuration des unités de production	2	2	2	2	2	10
	Création d'un observation économique pour la pêche	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2,5
	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Contribuer au financement et suivi du programme de gestion intégrée des eaux et sols de la promotion des systèmes productifs durables (partie eau).	PM	-	-	-	-	-
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Entretenir et renouveler les ouvrages existants	2	2	2	2	2	10
	Faire fonctionner le forages et les équiper	2	2	2	2	2	10
	Multiplier les points d'eau	2	2	2	2	2	10
	Développer l'assainissement	2	2	2	2	2	10
Améliorer la gestion des ressources du sol.	Mettre en place des ressources humaines nécessaires surtout au niveau du personnel subalterne	2	2	2	2	2	10
	<b>Actions nouvelles</b>						
	<b>Actions en cours toujours pertinentes</b> Contribuer au financement et suivi du programme de gestion intégrée des eaux et sols de la promotion des systèmes productifs durables (partie sol).	10	10	10	10	10	10
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	<b>Actions nouvelles</b>						

(En millions de francs CFA)

## Priorité 4 Croissance et diversification de l'économie

Objectifs opérationnels	Actions proposées	chronologie					
		2001	2002	2003	2004	2005	2006 à 2010
Amélioration des performances du secteur primaire	<b>Actions en cours</b>						
	Agriculture : résorption du déficit alimentaire, relèvement du niveau de vie du monde rural, sécurisation de la production agricole.	150	150	150	150	150	150
	Elevage : évolution croissante des effectifs en bovins et petits ruminants, expériences de l'élevage intensif par la recherche	100	100	100	100	-	-
	Pêche : introduction de nouvelles techniques de pêche.	-	-	-	-	-	-
	<b>Actions en cours à améliorer.</b>						
	culture : amélioration des organisations coopératives, renforcement du crédit agricole.	450	450	450			
	vage : développement de la pratique d'embouche bovine et ovine	300	300	300	300	300	300
	he : développement de la motorisation de la pêche artisanale	250	250	250			
Promouvoir les activités du secteur secondaire (Mines Energie Industrie)	<b>Actions en cours</b>						
	Mines : encouragement de la création de sociétés de recherche et d'exploitation pétrolière	-	-	-	-	-	-
	Energie : indexation des prix des produits pétroliers sur les cours mondiaux, renouvellement des équipements sous-secteur de l'électricité, rationalisation de l'exploitation de la filière charbon de bois	PM	PM	PM	PM	PM	PM
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Mines : renforcement de la valeur ajoutée des produits phosphatiers.	150	150	150	150	150	150
	Energie : accroissement de l'offre en électricité	750	550	250	250	250	250
Améliorer la compétitivité du secteur secondaire	<b>Actions en cours</b>						
	Liberté d'entreprise, développement des ressources nationales et leur substitution aux sources d'énergie importée, formation des charbonniers afin d'améliorer de 20% le rendement de carbonisation	45	45	45	45	45	45
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Suppression des conventions spéciales ou protocoles d'accord	-	-	-	-	-	-

Développer et renforcer les infrastructures physiques (transports, énergie, eau et télécommunications).	<b>Actions en cours</b> Transports : poursuite du PSTII Télécommunication : développement de la téléphonie rurale Eau : prise en charge de la gestion des forages par les bénéficiaires	450 250 -	450 250 -	450 250 -	450 250 -	450 - -	- - -
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Télécommunications : libéralisation du secteur.	-	-	-	-	-	-
Développer et renforcer la recherche/développement.	<b>Actions en cours</b> Restructuration de l'outil de recherche afin d'intégrer davantage les activités sectorielles notamment agricoles, meilleure adaptation du statut du chercheur, développement endogène des moyens de la recherche.	150	150	150	150	150	150
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Amélioration du cadre juridique et meilleure valorisation de l'innovation technologique	40	40	40	40	40	40
Développer et renforcer l'environnement juridique et fiscal	<b>Actions en cours</b> Renforcement de l'indépendance de la justice, poursuite et renforcement des mesures de suppression des monopoles et des protections	-	-	-	-	-	-
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Allègement et accélération des procédures judiciaires et celles administratives et réglementaires pour la promotion de l'investissement	-	-	-	-	-	-
Développer et renforcer le système de commercialisation	<b>Actions en cours</b> Approvisionnement permanent de l'ensemble du pays en produits de toutes sortes, particulièrement en denrées de première nécessité, et suppression de la réglementation administrative des prix à celle de la liberté.	-	-	-	-	-	-
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Promotion de l'hygiène dans le commerce de détail des produits alimentaires.	25	25	25	25	25	25
Développer et renforcer l'information et promouvoir la communication sociale.	<b>Actions en cours</b> Diversification de la presse, développement de la presse privée, sensibilisation des populations afin d'obtenir leur adhésion aux changements préconisés par les autorités et développement des langues nationales	50	50	50	50	50	50
	<b>Actions en cours à améliorer</b> Adaptation du système éducatif	PM	PM	PM	PM	PM	PM

**Priorité 4 Croissance et diversification de l'économie**

**Récapitulation (Priorité 4 – en millions de FCFA)**

Actions améliorantes	2001	2002	2003	2004	2005	2006-2010	Responsable exécutif
<b>Objectif stratégique1</b>							
<i>Sous secteur Pêche</i>	50	50	50	50	50	50	Ministère de la Pêche
<i>Promotion activités secteur secondaire</i>	60						Ministère de l'Industrie
<i>Amélioration compétitivité</i>	18	18	18	18	18	18	Institut de Normalisation Ministère de la Recherche Scientifique et Ministère de l'Industrie
<b>Objectif stratégique2</b>							
<i>Programmes innovants</i>	-	-	-	-	-	-	
<i>Elevage</i>	0,6	0,6	0,6				Ministère de l'Elevage
<i>Industrie</i>	45	45	45	45	45	45	Ministère de la Pêche
<i>Formation</i>							Ministère de l'Education Nationale
<b>Total</b>	<b>173,6</b>	<b>113,6</b>	<b>113,6</b>	<b>113,6</b>	<b>113,6</b>	<b>113,6</b>	

Bien entendu toutes les actions qui nécessitent des frais doivent être prises en compte par le Ministère du Budget

### Priorité 5 : Intégration régionale

Priorités/objectifs stratégiques/objectifs opérationnels	2001	2002	2003	2004	2005	2006/20 (moyenne)	Responsable exécutif
<b>5. Construire un espace sahélien plus soudé, ouvert sur l'Afrique et sur le monde</b>							
<b>51. Créer une monnaie unique</b>							
Assurer une politique monétaire commune (banque centrale, monnaie unique)	11.600.000	12.760.000	14.036.000				MEFP MDIEA // //
Harmoniser les politiques macro-économiques (politique budgétaires et fiscale)	2.232.200	3.000.000	3.000.000	3.000.000			MI
<b>52. Promouvoir la citoyenneté sahélienne</b>							
Assurer la libre circulation des personnes (le droit d'établissement, passeport sahélien)	15.000.000	15.000.000	15.000.000	15.000.000	-----	-----	MI MAESE - MDIEA - MJ
<b>53. Construire un marché commun unifié</b>							
Assurer une union douanière (libre circulation des biens et des capitaux, TEC)	10.000.000	10.000.000	10.000.000	10.000.000	12.000.000	12.000.000	MEFP - MCA
Harmoniser les politiques sectorielles	15.000.000	15.000.000	15.000.000	15.000.000	17.000.000	17.000.000	Ministères techniques
Harmoniser les politiques fiscales	10.000.000	10.000.000	10.000.000	10.000.000	10.000.000	10.000.000	MEFA



**Priorité 5 : Intégration régionale**

En millions de francs CFA

Objectifs opérationnels	Actions proposées	chronologie						TOTAL
		2001	2002	2003	2004	2005	2006 à 2010	
Créer une monnaie commune	<b>Actions en cours</b>							
	Poursuivre la mise en œuvre de la composante animation du processus d'intégration							
	Renforcer les capacités techniques des services du MDIEA	5	5,5	6,04				38,8
	Accroître leurs moyens logistiques et humains	6,5	7,26	8,0				
	<b>Actions en cours à améliorer</b>							
	Améliorer le niveau de mise en œuvre des organisations communautaires chargées des questions d'intégration ;	5	5,5	5,5	5,5			
	Renforcer le niveau d'implication du secteur privé, des populations au processus d'intégration ;	5	5,5	5,5	5,5			43
	Faire la publicité du chèque de la Cedeao							
Harmoniser les politiques macro-économiques (politique budgétaire et fiscale)	<b>Actions en cours</b>							
	Application effective des directives communautaires afférentes à l'harmonisation du cadre juridique, comptable et statistique des finances publiques ;	2,5	2,5	2,5	2,5			
	Accélération de la réhabilitation de l'appareil statistique ;							
	Tenir des séminaires sur le schéma de libéralisation des échanges de la Cedeao et de l'Union Douanière de l'Uemoa	10	10	10				55
		5	5	5				
	<b>Actions en cours à améliorer</b>							
	Poursuite persévérante des efforts visant à une gestion transparente des finances publiques ;	2	2					4
	Mettre en œuvre dans les délais prescrits, des dispositions du pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité entre les Etats membres.							

Assurer la libre circulation des personnes (droit d'établissement, passeport sahélien)	<b>Actions en cours</b>						
	Faire imprimer des carnets de voyage Cedeao en uniformisant le format, la couleur et la qualité ;	10	10	10			80
	Utiliser systématiquement des carnets de voyage Cedeao à la place du passeport national ;						
	Eliminer formalités rigides aux frontières ;						
	Moderniser les procédures à travers l'utilisation d'appareils de lecture des passeports ;	25	25				
	Animer le processus d'intégration à travers le Comité National de l'intégration.						
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Créer un comité national de suivi de l'application des décisions et protocoles de la Cedeao sur la circulation des personnes et des transports ;	5					15
	Abolir le permis de résidence pour tous les citoyens de la communauté ;						
	Aider à l'adoption d'un système de visa multi-pays (type Schengen) ;	10					
	Faire la publicité du carnet de voyage Cedeao						
Assure une union douanière (libre circulation des biens et des capitaux (TEC))	<b>Actions en cours</b>						
	Transmettre des instruments de ratification du protocole sur les prélèvements communautaires au Secrétariat Exécutif et inscrire le prélèvement communautaire dans la loi des finances 2001 ;	1,200					1215
	Payer les arriérés importants au titre des contributions financières au budget et fonds de la Cedeao ;	5					
	Organiser des séminaires sur le schéma de libéralisation des échanges de la Cedeao et de l'Union Douanière de l'Uemoa ;	10					
	Constituer une banque de données économiques ;						
	Elaborer un document de référence en vue de l'intégration de l'économie nationale à celle des pays de la sous-région.						
	<b>Actions en cours à améliorer</b>						
	Mettre en évidence les avantages des programmes prioritaires par l'organisation de séminaires sur les bénéfices de l'intégration ;	5	5	5			55
	Organiser des campagnes de publicité notamment dans les médias pour sensibiliser le public ;	2	2	2	2		
	Tenir des rencontres avec les parlementaires et le Conseil Economique et Social sur l'intégration régionale ;	3	3	3	3		
	Elaborer un programme d'appui aux opérateurs économique nationaux ;						
	Réaliser des études générales sectorielles ou d'anticipation sur les questions d'intégration régionale d'intérêt pour le Sénégal.	10	10				
<b>TOTAL</b>		1326	98,26	62,54	18,5	-	1550,32